

Le BULLETIN

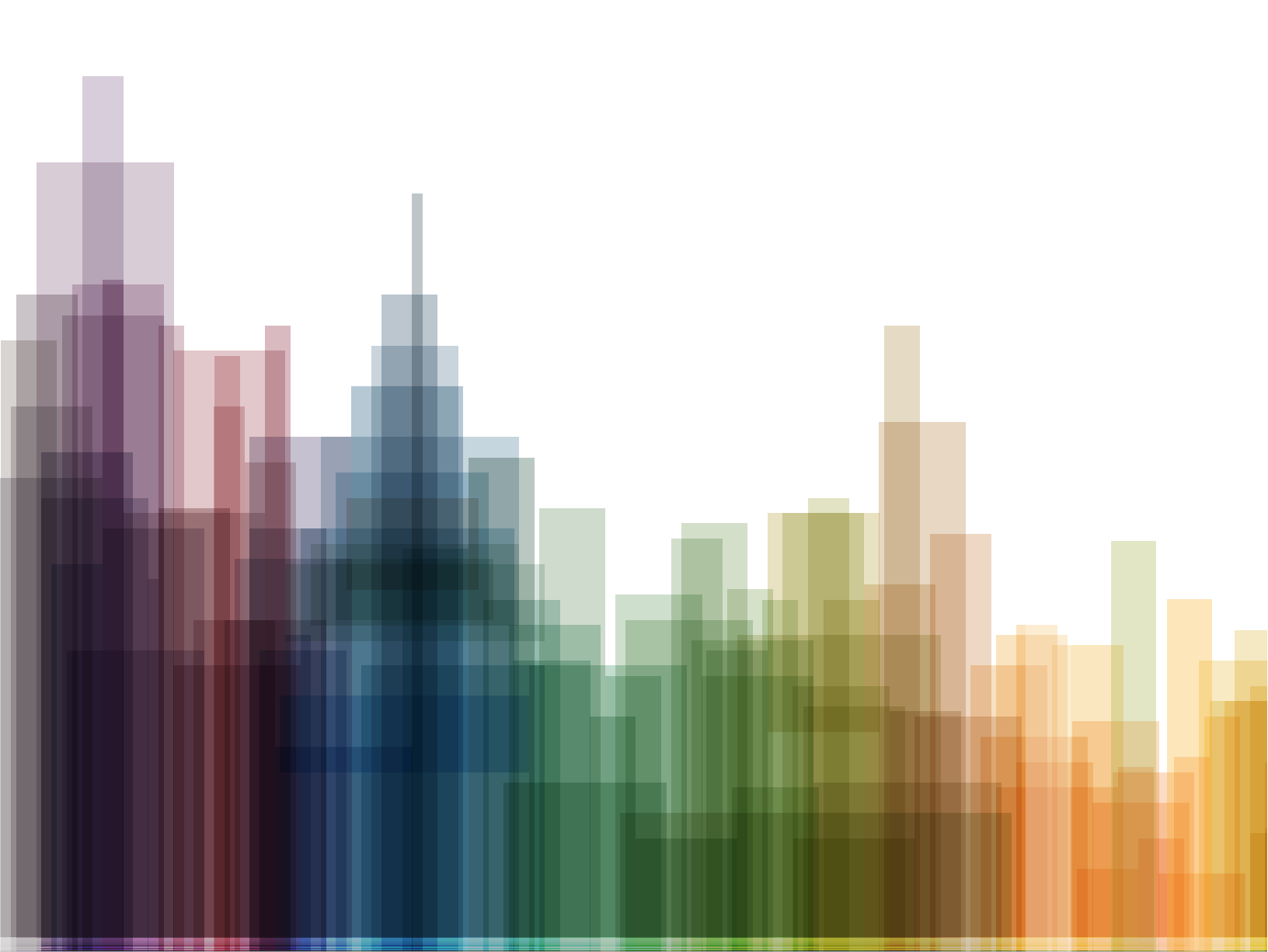
DU BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR

Numéro mensuel 20 | Juillet 2020



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

GRUPE AFRIQUE II



SOMMAIRE

Editorial: Small is beautiful but vulnerable	1
Petits Etats – Définition, Caractéristiques et Vulnérabilités	2
Investir dans le développement économique des Petits Etats Insulaires en Développement (PEID)	9
Gestion des risques de catastrophe dans les PEID	23
Petits Etats – accès au financement.....	27
Réflexions insulaires sur Maurice et les Seychelles	
Impact de la crise du COVID-19 sur les Petits Etats et comment ils réagissent	43
Interviews	
Entretien avec S.E. Olavo CORREIA, Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances de Cabo Verde	49
Relations avec nos pays et institutions régionales	
Réunion tripartite de la Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale	52
Projets approuvés par le conseil d’Administration	55



Jean-Claude TCHATCHOUANG

L'ÉDITORIAL

SMALL IS BEAUTIFUL ...BUT VULNERABLE

Dans son chef d'œuvre « small is beautiful » publié en 1973, Ernst Friedrich Schumacher explique que « la viabilité des Etats ou des nations n'existe pas, il n'y a qu'un problème de viabilité des personnes : les personnes, des personnes réelles comme vous et moi, sont viables quand elles peuvent voler de leurs propres ailes et gagner leur subsistance. Vous ne rendez pas viables des personnes non viables en en mettant un grand nombre dans une immense communauté, et vous ne rendez pas des personnes viables non viables en divisant une grande communauté en un certain nombre de groupes plus petits, plus intimes, plus cohérents et plus gérables. »

Des dix pays les plus riches du monde en termes de PIB par habitant, aucun n'a une population de plus de 10 millions d'habitants¹: seuls deux comptent plus de 6 millions d'habitants : les Emirats Arabes Unis, avec 9,6 millions et Hong Kong, avec 7,5 millions. Quatre ont des populations de plus de 2 millions : Singapour, avec 5,6 millions ; la Norvège, avec 5,4 millions, l'Irlande, avec 5,2 millions, et le Qatar, avec 2,6 millions. La demi-dizaine restante compte moins d'un million de personnes.

Ce numéro du bulletin est consacré aux Petits Etats (PE). Il met en évidence les défis particuliers au développement des PE, un groupe qui, selon la définition du Groupe de la Banque mondiale (GBM), comprend 50 pays, dont la population comprend moins de 1,5 million d'habitants et qui sont membre du Forum des Petits Etats (FPE). Mon Bureau s'intéresse au programme de développement de ces PE dans la mesure où nous représentons huit (8) d'entre eux au Conseil d'Administration du GBM. Parmi ces huit PE, quatre sont insulaires avec plusieurs îles situées dans les océans Indien et Atlantique (Maurice, Comores, Cabo Verde et São Tomé et Príncipe) et, quatre autres sont côtiers dont trois sont situés sur l'océan atlantique (Gabon, Guinée équatoriale et Guinée Bissau) et un dernier sur l'océan Indien (Djibouti). La Guinée Équatoriale comprend également plusieurs îles, y compris Biko où se localise sa capitale. Bien que le Gabon et la Guinée Bissau comptent une population de plus de 1,5 million d'habitants, ils sont maintenus au sein du groupe en tant que membres du Forum des Petits Etats à sa création. Collectivement, ces huit PE ont une population d'environ 9,5 millions d'habitants, une superficie de 350 000 km² et une zone économique exclusive, y compris la bordure du plateau continental d'environ 13 390 815 km².

La plupart des PE se caractérisent par des spécificités et des vulnérabilités en raison de la taille du marché et de leur population - ce qui rend les économies d'échelle difficiles à réaliser - l'isolement géographique et l'éloignement des marchés, la vulnérabilité aux chocs tels que les catastrophes naturelles, le changement climatique, et la récente pandémie de coronavirus. En raison de

¹ Au rang des dix Etats les plus riches par PIB par habitant on compte : Le Qatar \$128702 ; Macao \$122489 ; Luxembourg \$110870 ; Singapour \$98014 ; Irlande \$79924 ; Brunei \$79726 ; Norvège \$74065 ; Emirats Arabes Unis \$68673 ; Koweït \$66673 ; Hong Kong \$64533.

ces spécificités, la nécessité d'un traitement spécial et différencié des PE a été soulignée par de nombreuses études, travaux d'analyse et débats notamment au niveau des organismes multilatéraux tels que l'ONU, l'OMC, le Secrétariat du Commonwealth, le GBM et le FMI.

Parmi les nombreuses initiatives sur le groupe des PE, figurent : (i) le Sommet de Rio en 1992, qui a abouti à la Conférence de la Barbade de 1994, et à l'adoption du plan d'action pour le développement durable des pays insulaires; (ii) la première Conférence des Nations Unies sur les PE insulaires à Maurice en 2005 qui a donné lieu à l'évaluation du plan d'action de la Barbade; (iii) le Forum des Petits Etats sous les auspices de la Banque mondiale; (iv) les multiples activités du groupe de travail conjoint Commonwealth/GBM, qui a réaffirmé la vulnérabilité économique des Petits Etats Insulaires en Développement (PEID); (v) les positions du Fonds des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur l'agriculture, la pêche et l'aquaculture; (vi) les positions de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui ont conduit

à la création du Conseil scientifique international pour le développement des îles (Insula) et, (vii) la création par l'ONU du réseau Internet pour les PEID (SIDSnet).

Le plaidoyer en faveur des instruments visant la remédiation à la vulnérabilité et aux coûts supplémentaires que l'environnement spécifique des PE impose à leur développement a connu un succès mitigé. La plupart de ces instruments visent à libérer le potentiel de développement des PE en améliorant leur compétitivité, en augmentant leur part dans le commerce international, en éliminant les goulots d'étranglement dans les infrastructures, en construisant des infrastructures résilientes et en les intégrant dans l'économie mondiale. Cependant, l'ampleur des problèmes est si élevée et la rentabilité des investissements si faible que l'aide au développement est insuffisante pour répondre aux investissements massifs nécessaires au développement de ces PE.

Bonne lecture !

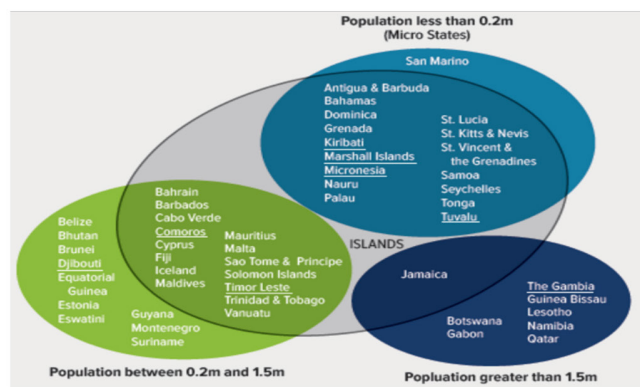
PETITS ETATS : DEFINITIONS, CARACTERISTIQUES, ET VULNERABILITES

Définition

Il n'existe pas de définition convenue pour ce groupe de pays étant donné les variations importantes entre les Petits Etats (voir les chiffres ci-dessous). Les Petits Etats insulaires sont les mieux organisés au niveau mondial et sont communément désignés comme Petits Etats insulaires en développement (PEID). Ils ont commencé à gagner en visibilité en 1992, lors de la Conférence des Nations Unies à Rio sur l'environnement et le développement, lorsque les acteurs internationaux ont ressenti le besoin d'attirer l'attention sur leurs besoins spécifiques de développement. Actuellement 52 pays connus sous le nom de PEID se réunissent tous les 4 ans sous les auspices de l'ONU pour discuter de questions d'intérêt commun. Le Groupe de la Banque mondiale définit les Petits Etats comme des pays qui

ont une population de 1,5 million d'habitants ou moins et qui sont membres du Forum des Petits Etats. L'OCDE a recensé plusieurs listes définissant les PEID et de Petits Etats, notamment celles établies par: (i) le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les Petits Etats insulaires en développement (ONU-OHRLLS) comprenant 52 PEID (dont 38 États membres des Nations Unies); (ii) l'Alliance des Petits Etats insulaires, qui comprend 39 PEID; et (iii) la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui comprend 29 PEID. Le Secrétariat du Commonwealth, qui compte 32 Petits Etats dans son giron, toutes d'anciennes colonies de Grande-Bretagne, est un autre partisan majeur du programme des Petits Etats et a largement contribué à plaider en faveur de leur programme de vulnérabilité.

Figure 1. Définitions des Petits Etats



Source: Banque Mondiale



La dimension de la vulnérabilité

Les Petits Etats font partie du groupe des pays les plus vulnérables du monde. Ils sont confrontés à un ensemble de défis uniques allant de la petite population et de la taille du marché, d'une base économique étroite, d'un niveau d'endettement élevé, de l'isolement géographique, d'une forte dépendance vis-à-vis du commerce, d'un accès limité aux financements, des vulnérabilités aux catastrophes naturelles et au changement climatique, et de l'exposition aux chocs extérieurs. En termes de la classification du niveau de développement, il existe quelques pays à revenu élevé, de nombreux pays à revenu intermédiaire et à faible revenu. Le groupe est composé d'états fragiles et touchés par des conflits; importateurs nets de produits alimentaires et de carburant ayant une forte dépendance économique à l'égard de la production d'un seul produit de base ou service.

En raison de leurs spécificités et de leurs vulnérabilités, les Petits Etats ont uni leurs forces au niveau mondial pour plaider en faveur d'un traitement spécial et différencié. Au niveau régional, ils se sont regroupés pour promouvoir la coopération économique sur des thèmes d'intérêt mutuel en vue de tirer des économies d'échelle.

Le vaste royaume des îles du Pacifique (souvent appelé Océanie) comprend 18 Petits Etats en développement de la région Asie-Pacifique et s'engage dans une coopération économique au sein du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique. Le deuxième grand groupe de petites îles se trouve dans l'océan Atlantique/la mer des Caraïbes où les 26 pays sont regroupés au sein de la CARICOM. Dans le sud-ouest de l'océan Indien, trois Petits

Etats insulaires sont regroupés au sein de la Commission de l'océan Indien (CIO). L'Union européenne, dans le cadre du Programme indicatif régional du FED, apporte un soutien important aux programmes des Petits Etats insulaires et à leurs secrétariats régionaux de coordination.

Malgré leurs vulnérabilités, beaucoup ont un potentiel qui pourrait se traduire par des opportunités de développement durable si leurs affaires économiques sont bien gérées comme l'ont démontré plusieurs autres Petits Etats comme L'île Maurice. La petite taille et la grande vulnérabilité militent pour un paradigme de développement innovant pour assurer un développement et une croissance durables. Il est important de relever les défis auxquels sont confrontés les PEID, en particulier compte tenu de l'impact des crises mondiales et des catastrophes naturelles sur leurs perspectives de développement. Ils constituent des exemples de résilience et de leçons à de nombreuses régions et pays car ils connaissent le fardeau des réponses climatiques, financières et alimentaires.

Ce bulletin retiendra la définition du Groupe Banque mondiale des Petits Etats composés de 50 pays, dont 42 sont classés comme Petits Etats et 8 avec une population relativement plus importante, mais partagent des défis similaires. Lors de l'élaboration les différents thèmes abordés dans ce bulletin, l'accent sera mis en particulier sur les 8 Petits Etats de notre groupe Afrique 2. Tout en nous référant à d'autres Petits Etats pour le partage d'expérience par l'apprentissage et le soutien par les pairs pourrait contribuer au renforcement de l'économie des Petits Etats. Le tableau ci-dessous fournit quelques statistiques de base sur les Petits Etats de notre circonscription.

Tableau 1 : Statistiques sur les Petits Etats de notre groupe

Country	Population	Superficie (km2)	ZEE (km2.)	Classification
Cabo Verde	543.767	4.033	800.561	PEID
Comores	832.322	2.612	160.000	PEID
Djibouti	958.920	23.200	7.252	Côtier
Guinee Equatoriale	1.309.000	28.050	314.000	Côtier
Gabon	2.119.275	270.000	202.790	Côtier
Guinea-Bissau	1.874.000	28.120	123.725	Côtier
Maurice	1.265.000	2.040	*2.300.000	PEID
São Tomé & Príncipe	211.000	1.001	160.000	PEID

*396.000km2 gérés conjointement avec les Seychelles

La dimension inégalité et inclusion

Dans l'article de Marinescu² (2019) repris ici, Les PEID sont confrontés à plus que de simples défis liés au climat, dont certains peuvent être surmontés grâce à des contrats sociaux financièrement viables et fondés sur les droits. La résilience aux risques naturels et autres chocs ne nécessite pas uniquement des digues et des solutions énergétiques propres. Si nous nous engageons à ne laisser personne pour compte dans les PEID sur la voie du développement durable, l'augmentation des investissements dans l'éducation, les soins de santé et la protection sociale et la promotion de l'égalité des sexes et de l'élaboration de politiques et de lois fondées sur les droits de l'homme sont des conditions préalables à tout progrès solide et irréversible.

L'accès universel à la protection sociale est une composante importante du contrat social dans tout État démocratique et, comme le reflète le Rapport sur le développement humain 2014, Soutenir le progrès humain: réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience, est l'un des six éléments constitutifs des systèmes sociaux résilients avec la fourniture universelle de services de base, la lutte contre les vulnérabilités du cycle de vie, la promotion du plein emploi, la lutte contre l'inclusion sociétale et le renforcement des capacités pour se préparer et se remettre des crises. Cela s'applique à toutes les nations, indépendamment de leur taille, de leur position géographique ou de leur culture. Le développement humain est la seule raison pour laquelle nous plaçons tous pour

la croissance économique et la stabilité climatique.

Les PEID confrontés à un ensemble complexe de contraintes appellent à repenser en profondeur leur modèle de croissance. Pour commencer, il faut faire davantage pour renforcer la seule ressource dont disposent tous les PEID, à savoir le capital humain. Investir dans les personnes aide les pays à surmonter l'absence ou l'épuisement des ressources naturelles, car la créativité humaine est un important moteur de croissance. La mise en place de systèmes de protection sociale à plusieurs piliers pour inclure des régimes de sécurité sociale/d'assurance sociale, des prestations de protection sociale et des interventions sur le marché du travail peut aider les PEID à combler certaines des lacunes de développement humain qu'ils connaissent. Et comme la migration des PEID se fera toujours, une main-d'œuvre mieux qualifiée serait plus facile à intégrer dans les pays bénéficiaires.

Selon le rapport sur le développement humain 2018, l'indice de développement humain moyen pour les PEID se situe à 0,684, en dessous de la moyenne mondiale de 0,728. Le même ensemble de données montre que l'espérance de vie moyenne des PEID est de 71.2 ans, 1.0 an de moins que la moyenne mondiale (72.2).

Les années de scolarité attendues en moyenne des PEID de 11.9 ans est inférieure à la moyenne de 12.2 ans des pays en développement et inférieure à la moyenne mondiale de 12.7 ans. Le revenu national brut moyen par habitant de 8 164 \$ (en PPA

2 Partie basée entre autres sur Simona Marinescu (2019): "Social Protection in Small Island Developing States"; Williams, Asha; Cheston, Timothy; Coudouel, Aline; Subran, Ludovic (2013): "Tailoring Social Protection to Small Island Developing States : Lessons Learned from the Caribbean", Social Protection & Labor Discussion.

constant international 2011) n'est que de 54,4% de la moyenne mondiale de 15 295 \$ et d'environ 85,7% de la moyenne des pays en développement.

Environ 82,8 millions de personnes vivent dans les Petits Etats insulaires en développement (11% de la population mondiale totale), tous confrontés à une vulnérabilité croissante et à un risque croissant d'exclusion, à moins que nous ne mentionnions sur la liste prioritaire les principaux catalyseurs du développement humain dans ces États insulaires. L'indice d'inégalité entre les sexes (GII) mesuré dans 19 des 38 PEID est de 0,458, légèrement supérieur à la moyenne mondiale de 0,441. Pour les 19 autres PEID, les données sur l'inégalité entre les sexes ne sont même pas disponibles, ce qui indique clairement l'absence totale de politiques et de plans d'action spécifiques. L'un des moteurs de l'inégalité entre les sexes est la faible participation des femmes à la population active, qui se situe à 53,7%, bien en deçà du taux de participation des hommes dans les PEID (73%). La Papouasie-Nouvelle-Guinée abrite la société la plus inégale entre les sexes (le GII est de 0,741), suivie d'Haïti où le GII est de 0,601. Dérouler le GII à travers les 19 PEID nous amène à certaines réalités préoccupantes. Par exemple, le taux de mortalité maternelle (décès de naissances féminines sur 100 000) est de 549 en Guinée-Bissau contre seulement 15 à Bahreïn. Le taux de natalité des adolescentes (naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans) en République dominicaine est de 95,0 contre 44 pour la moyenne mondiale et seulement 5,8 aux Maldives. La différence dans les parts de la population ayant au moins une certaine éducation secondaire (F - H) est de 15,4 en Guyane, alors que la moyenne pour tous les PEID est négative (-1,7). Les PEID peuvent également apprendre beaucoup les uns des autres.

Dans les 16 PEID pour lesquels des données étaient disponibles, la population en situation de pauvreté multidimensionnelle était de 47,5% (soit 27481000 personnes), ouvrant la voie avec un IMP³ de 0,453, suivi de la Guinée-Bissau avec un IMP de 0,372. Le niveau de privation multidimensionnelle le plus faible a été enregistré à Trinité-et-Tobago (IMP = 0,002).

Tel que défini par l'ancien président de la Banque mondiale Jim Kim lors de la conférence de presse marquant le partenariat BM-OIT 2016 pour l'accès universel, la protection sociale « est un moyen de réduire la pauvreté, d'atteindre une plus grande équité entre les sexes, de réduire les inégalités économiques et de promouvoir de bons emplois. Alors que de nombreux pays en développement mettent déjà en place des régimes universels conçus pour garantir que personne ne soit laissé pour compte, seul un pauvre sur cinq dans les pays à faible revenu est couvert par une forme quelconque de protection sociale aujourd'hui. »

Quatre ans après, la situation n'a pas beaucoup changé. Les pays qui ont depuis longtemps mis en place des systèmes de protection sociale sont obligés de réviser les critères d'éligibilité pour faire face aux dettes implicites et garantir la viabilité budgétaire alors que les États insulaires en développement ne disposent pas de tels systèmes, en tout ou en partie.

Dans son article de 2013 *Adapter la protection sociale aux Petits Etats insulaires en développement*, la Banque mondiale a identifié cinq caractéristiques appelant à des solutions de protection sociale sur mesure dans les PEID: (1) secteurs productifs limités et forte dépendance à l'égard des importations, (2) tourisme comme moteur de l'économie, (3) Sensibilité importante aux chocs économiques et environnementaux, (4) Petits marchés du travail, aggravés par une main-d'œuvre qualifiée limitée et un chômage élevé, (5) Une forte augmentation imminente de la taille de la population âgée. Dans le Pacifique, une autre caractéristique importante des PEID est leur forte dépendance à l'égard du capital naturel qui s'épuise rapidement. Malgré une amélioration significative de la connectivité grâce aux câbles sous-marins, l'économie est toujours dominée par l'agriculture et la pêche de base, l'industrie manufacturière n'employant que 6% de la main-d'œuvre. L'expansion des services apporte principalement de la main-d'œuvre étrangère, mais, en général, l'investissement étranger direct reste limité, en partie en raison de l'étroitesse des marchés et de la faible demande intérieure et du manque de compétences adéquates pour les emplois à forte intensité technologique. La migration des jeunes vers les grands pays voisins est encore considérable, la fuite des cerveaux entrave la croissance tirée par le capital humain. Les envois de fonds de grande taille affluent, alimentant la demande de produits importés en l'absence d'une production locale suffisante. Bien qu'ils soient un moteur de croissance et un facteur de réduction de la pauvreté, les envois de fonds sont confrontés à une incertitude croissante, car les marchés du travail dans les pays d'où proviennent ces flux monétaires sont soumis à des tensions en raison de l'augmentation des cohortes de demandeurs d'emploi.

Il est donc temps de revoir sérieusement les dispositifs de protection sociale dans les Petits Etats insulaires en développement pour réduire la dépendance à l'égard des envois de fonds, offrir des possibilités de développement des compétences et d'apprentissage tout au long de la vie aux populations des PEID en âge de travailler, rendre les marchés du travail plus compétitifs tout en soutenant les membres dépendants de la société avec prestations et services sociaux. La protection sociale stimule la croissance de multiples façons, mais elle n'est pas une panacée aux problèmes structurels, en particulier si elle ne s'appuie pas sur une analyse de durabilité à long terme.

3 IMP=Indice multidimensionnel de la pauvreté

Petits Etats Insulaires en Développement (PEID). Comment passer du récit des engagements politiques à des solutions concrètes



Par JOSÉ LUIS ROCHA⁴

Les PEID constituent un cas particulier de développement reconnu internationalement, car ils présentent des caractéristiques distinctes qui accentuent leurs vulnérabilités dans les trois dimensions du développement durable : économique, social et environnemental. Cependant, les PEID ont depuis longtemps demander des critères d'éligibilité clairs tenant compte de leurs vulnérabilités pour faciliter l'accès au financement du développement à des taux d'intérêt effectivement plus bas et à des conditions abordables. Compte tenu de la littérature abondante et spécialisée sur ce sujet, la proposition suivante renforce le plaidoyer en faveur d'une structure de soutien améliorée pour les PEID.

Un survol des initiatives prises

Le cas spécial des PEID et la nécessité d'un traitement différencié ont été abordés pour la première fois lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable en 1992 à Rio de Janeiro (Brésil). L'autrement appelé Sommet de la Terre et son Agenda 21 ont également approuvé deux principes fondateurs. Le principe de la "responsabilité commune mais différenciée" des États, en matière de développement durable et le principe selon lequel la priorité devrait être donnée aux pays les plus vulnérables, catégorie dans laquelle se trouvent les PEID.

Cet engagement politique a été renouvelé tout au long des déclarations et programmes d'action lors des sommets internationaux sur le développement durable des PEID qui ont eu lieu successivement à la Barbade (1994), à Maurice (2005) et à Apia-Samoa (2014). En outre, toutes les conférences internationales sur le développement depuis lors, ont ouvert la voie au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux agendas connexes, dans les domaines du financement (Addis), du climat (Paris) et des catastrophes naturelles (Sendai).

En bref, en s'inspirant des résultats du processus SAMOA Pathway, à la fois en 2014 et 2019, les PEID restent un cas particulier de

développement compte tenu de leurs vulnérabilités uniques et singulières ainsi que des contraintes qui les empêchent d'atteindre les objectifs de développement durable. Les PEID ont plus que jamais besoin d'une coopération internationale, de financements et de partenariats qui peuvent faire la différence et soutenir avec succès leurs stratégies nationales. De plus, les PEID continuent de lutter pour accéder à des niveaux de financement suffisants et selon des modalités durables et innovantes.

Ce qui est en jeu?

Comme mentionné précédemment, les PEID sont un groupe spécial en référence à leurs caractéristiques communes. Cependant, les 38 PEID membres de l'ONU, évalués en 2019, ont un «profil de développement hétérogène». Selon la Banque mondiale, 8 sont des pays à revenu élevé, 17 des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, 10 des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 3 sont des pays à faible revenu.

Les vulnérabilités économiques des PEID, quel que soit leur niveau de revenu, résultent de facteurs qui incluent l'échelle et ses effets sur l'attractivité du secteur privé, la concentration ou la faible diversification économique, l'espace budgétaire limité, les niveaux élevés d'endettement, les coûts récurrents induits de façon plus ou moins importante, en fonction de la proximité de grands marchés. Les vulnérabilités environnementales affectent leurs économies et leurs sociétés. Elles sont également liées à la dimension physique, à la dispersion et à la situation géographique qui surexposent les PEID aux tempêtes, ouragans, inondations, sécheresses (celles-ci sont rarement mentionnées), à l'élévation du niveau de la mer et à d'autres catastrophes naturelles, dont la fréquence et l'intensité ont augmenté dues au changement climatique.

COVID 19 est l'exemple actuel de la façon dont les événements extrêmes ou les chocs externes agissent sur les PEID. La pandémie, selon UN DESA, "présente des risques sanitaires et économiques importants pour les petites économies insulaires en développement, compte tenu de leur petite base économique, de leur degré d'ouverture élevé et de leur extrême dépendance à l'égard des performances économiques de quelques économies développées".

L'équation des PEID, dans des conditions structurelles et d'urgence, implique d'atteindre leurs objectifs de développement durable, avec le soutien nécessaire ou l'accès à des financements extérieurs, dans des conditions favorables.

⁴ Jose Luis Rocha est représentant permanent de Cabo Verde auprès de l'ONU

En réalité, le PIB par habitant, le critère utilisé pour déterminer l'éligibilité au financement extérieur, est perçu comme un mauvais indicateur, pénalisant les PEID en général, car il ne tient pas compte de leurs vulnérabilités, ainsi que les PEID graduant ou gradués, car il conduit à leur exclusion du financement concessionnel.

Au contraire, un "Indice de Vulnérabilité Multidimensionnelle (MVI)", avec des indicateurs pondérés pour les trois dimensions du développement durable, aurait pour effet de mieux évaluer et définir l'éligibilité des pays au financement, notamment concessionnel, en fonction des besoins réels cachés par le niveau de croissance économique. Plusieurs institutions, à l'intérieur et à l'extérieur des Nations Unies, ont travaillé sur le concept d'éligibilité basé sur la vulnérabilité. Certaines propositions ont été avancées et même mises en œuvre, mais la difficulté réside dans le fait qu'il n'y a pas de critères communs et, surtout, une harmonisation générale et des politiques et pratiques inclusives, tenant compte de tous les PEID dans leur diversité, du Pacifique, des Caraïbes et dans la région AIS (océans Atlantique et Indien et Asie du Sud-Est).

Le programme d'action d'Addis-Abeba en 2015 (paragraphe 73) a clairement proposé que "le niveau de concessionnalité des finances publiques internationales devrait tenir compte du niveau de développement de chaque bénéficiaire, y compris le niveau de revenu, la capacité institutionnelle et la vulnérabilité, ainsi que la nature du projet à financer, y compris la viabilité commerciale".

Le Corps commun d'inspection des Nations Unies (CCI) fait rapport pour 2015 (/2) et 2016 (/7) sur l'"Examen complet de l'appui du système des Nations Unies aux Petits Etats insulaires en développement", appel à réexaminer les critères d'éligibilité. En conséquence, les PEID recevraient des ressources par le biais de procédures rapides (et avec une prévisibilité pluriannuelle dans le cas des Nations Unies), en fonction de leurs spécificités économiques et environnementales, et pas uniquement en fonction de leurs revenus. Ils proposent également de prendre en compte les expériences positives en cours dans d'autres institutions ("l'exception de la petite économie insulaire de la Banque mondiale" par exemple).

Le rapport de l'OCDE (2018), intitulé "Pour que la coopération au développement fonctionne pour les PEID", suppose que ce groupe de pays présente des vulnérabilités, mais aussi des opportunités de développement, si la coopération fonctionne mieux. En outre, le financement concessionnel est le meilleur pour les PEID et que, bien que le financement soit disponible, de nombreux PEID peinent à y avoir accès.

Les solutions potentielles

Après près de 40 ans, la situation indique une prise de conscience claire et croissante de la réalité des PEID, alors que le principe de "responsabilité commune mais différenciée" n'a pas apporté toutes les réponses souhaitées. Par conséquent, certaines suggestions sont décrites ci-dessous.

1. Approches coordonnées et systématiques

La communauté internationale a régulièrement été interpellée pour passer de la fragmentation actuelle de leur appui à une approche coordonnée et /ou intégrée des PEID, comme pour le cas avec SAMOA Pathway Outcome en 2014 ou avec le rapport de l'OCDE 2018 sur les PEID. Ce dernier mentionne que : "Pour aider les PEID à gérer les ressources extérieures, les partenaires de développement devraient investir dans des approches plus systématiques et à long terme pour renforcer les capacités nationales et libérer les restrictions sur la capacité d'absorption"

Les institutions financières internationales, les banques régionales de développement, les organisations intergouvernementales et les partenaires bilatéraux devraient, à cette fin, harmoniser leurs politiques et converger dans leurs pratiques, y compris dans la définition de critères d'éligibilité communs fondés sur la vulnérabilité.

Le Groupe de travail inter institutions des Nations Unies (IATF) sur le financement du développement, convoqué par les Nations Unies, semble être le lieu institutionnel approprié pour chercher des réponses à ce double besoin de coordination et de convergence et pour regrouper les efforts des principales parties prenantes dans cette direction.

2. Cadres Nationaux de Financement Intégrés (CNFI)

L'Agenda d'Addis sur le financement du développement recommande (paragraphe 9) que les stratégies nationales de développement, désormais alignées sur les ODD, soient soutenues par la conception cadres nationaux intégrés de financement (INFF) qui fonctionneraient comme "la mise en œuvre de l'Agenda d'Addis au niveau national"

De plus, dans un contexte d'une meilleure coordination internationale ainsi que d'un nouveau critère d'éligibilité basé, comme proposé, sur la vulnérabilité, les sept domaines d'action de l'Agenda d'Addis pourraient être revus tout au long du CNFI avec une plus grande ou meilleure adaptation au bénéfice des PEID.

En effet, exercice volontaire, ouvert à tous les pays en développement, le CNFI est un mécanisme adéquat qui correspond à la réalité des PEID et, par conséquent, devrait être recommandé en particulier pour ce groupe de pays, tout en méritant l'attention et le soutien des partenaires au développement. Les partenaires et les pays qui sont déjà pionniers dans leur propre CNFI ne devraient pas perdre de vue cette opportunité.

3. Stratégies de canalisation des ressources

L'accès à des ressources mixtes n'est pas exactement une nouveauté et a été utilisé par plusieurs institutions. Il s'agit maintenant de donner un contenu stratégique pour mélanger les finances et mieux servir la situation de transition de nombreuses économies des PEID.

Une stratégie de coopération serait le meilleur moyen de soutenir les pays confrontés à une forte contraction économique à la suite de catastrophes naturelles, d'événements extrêmes ou de chocs externes, en cas de surendettement élevé, dans les secteurs sociaux en difficulté et de renforcer la résilience climatique, ouvrant l'éligibilité à APD, flux concessionnels, échanges et allègements de dette et autres flux officiels vers les PEID.

Une stratégie compétitive soutiendrait la croissance économique dans les secteurs, et services productifs, avec des instruments et des moyens de financement nationaux et internationaux, des investissements privés et étrangers, la productivité et l'innovation, l'environnement des affaires, le commerce et des fonds communs pour surmonter les limites d'échelle, un cas courant dans de nombreux PEID.

Paquet PEID ou Pacte PEID (SIDS Package ou SIDS Compact)

SAMOA Pathway, une forme de l'Agenda 2030 des PEID, a identifié plusieurs domaines d'action prioritaires, des partenariats, et des financements possibles, ainsi qu'une architecture très large pour le suivi et la responsabilisation liés à la mise en œuvre des programmes des trois conférences internationales des PEID. De même, SAMOA Pathway Review a lancé 24 appels à l'action et a appelé à l'intervention de plusieurs organismes des Nations Unies.

Pour les PEID, qui ont déjà de grands défis à relever et des capacités institutionnelles limitées, les résultats resteront inégaux entre eux, et à des degrés divers, si l'approche reste dispersée, complexe et compétitive pour la plupart d'entre eux, si des

mécanismes de mise en œuvre ne sont pas créés pour adapter le Programmes d'action, conçus à l'échelle mondiale, en fonction de la réalité nationale de chaque pays.

Sur la base des étapes 1 à 3 ci-dessus, des programmes coordonnés et adaptés pourraient aider les plans nationaux des PEID à partir d'une structure simple à deux piliers. Le pilier soutenant les stratégies de développement (compétitivité économique, inclusion sociale et résilience environnementale) croisé avec le pilier voies et moyens (financement, "coopération numérique" et renforcement des capacités), sous la forme d'un paquet PEID ou d'un Pacte PEID, vise :

a. La compétitivité économique, pour favoriser la croissance et la diversification de l'économie en fonction des opportunités identifiées dans les secteurs et services productifs dans chaque PEID (tourisme, économie bleue, énergies renouvelables, technologies, stratégie de produits d'exportation) et allouer un soutien pour renforcer le secteur privé, y compris l'attractivité des investissements étrangers directs limités par l'échelle, la capacité d'accéder aux marchés grâce à l'aide au commerce et aux infrastructures dans ces secteurs;

b. L'inclusion sociale par l'éducation, la santé, la protection sociale et les programmes visant à réduire les inégalités économiques, régionales et de genre;

c. La résilience aux impacts environnementaux, y compris la transition vers des économies à faible émission de carbone et contre les catastrophes naturelles;

d. L'accès au financement, en explorant les possibilités nationales et internationales, publiques (APD et autres flux officiels) et privées, y compris un accès facilité au financement climatique, des financements innovants tels que les obligations vertes et bleues et des solutions de soutenabilité de la dette, telles que les échanges de dette et le soulagement de la dette;

e. La coopération numérique pour accéder à la technologie et soutenir l'innovation pour faciliter les solutions et créer de nouvelles opportunités de développement;

f. Le renforcement des capacités pour la conception et la mise en œuvre de stratégies de développement et la mobilisation de financements, dans les conditions visées aux points a) à e) ci-dessus.

Un rôle de levier pour l'ONU

Les Nations Unies qui, en interne, ont effectué l'exercice intitulé "Cohérence à l'échelle du système à l'appui des Petits Etats insulaires en développement pour mettre en œuvre la voie SAMOA...

et en tenant compte de leur lien avec d'autres mandats mondiaux", pourraient étendre cet exercice vers l'extérieur, dans le but de plateforme mondiale de coordination élargie et de solutions innovantes pour les PEID. L'ONU a la légitimité et l'autorité pour le faire.

INVESTIR DANS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES PETITS ETATS INSULAIRES EN DEVELOPPEMENT

La croissance économique de ces trente dernières années, fortement tirée par le secteur privé, a été le principal levier de réduction de la pauvreté dans le monde. L'expérience de Singapour, de l'île Maurice et d'autres PEID à forte croissance démontre de façon éclatante qu'une meilleure compétitivité contribue au dynamisme et à la résilience des économies nationales qui, à leur tour, améliorent les revenus des moins fortunés en proposant davantage d'emplois mieux rémunérés. En outre, les gains de productivité obtenus réduisent l'écart avec les pays les plus avancés.

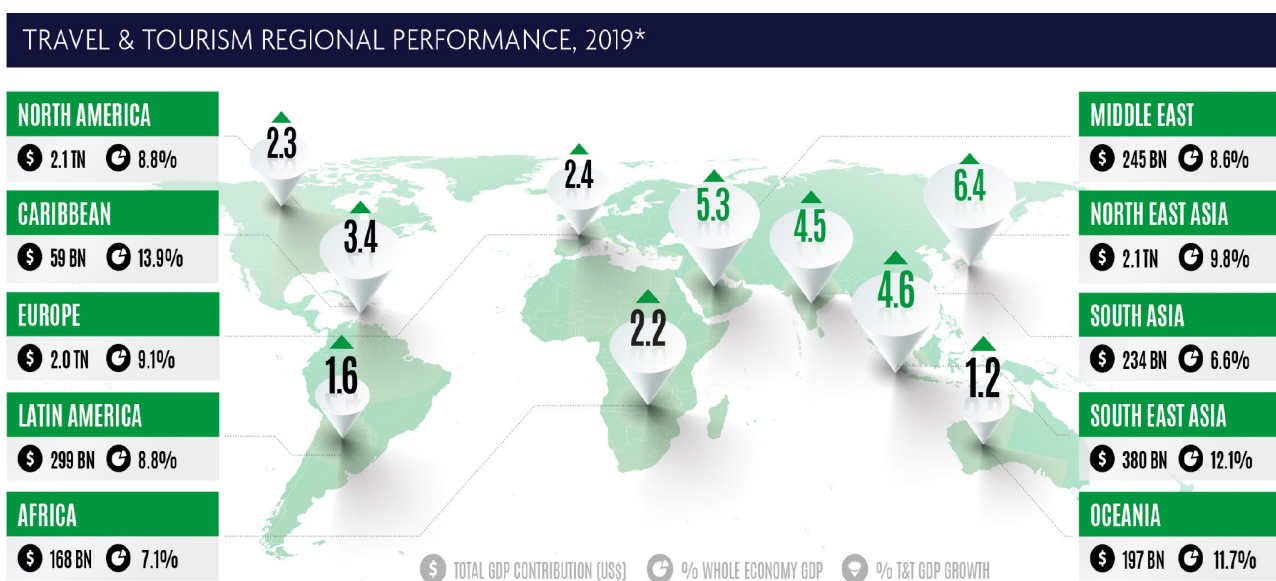
Partout dans le monde, pouvoirs publics et secteur privé s'attachent à trouver des moyens plus efficaces d'améliorer la compétitivité de leurs secteurs d'activité, car c'est l'une des clés de la réussite des stratégies de croissance. Dans le cadre de ses travaux sur

la compétitivité, le Groupe de la Banque mondiale s'intéresse aux politiques et à la croissance de secteurs spécifiques dans les petits états, tels que le tourisme, la pêche, l'économie bleue, l'économie numérique, et le transfert des migrants.

Le Tourisme

L'industrie du tourisme et du voyage est un ensemble complexe d'industries qui comprennent l'hébergement, les loisirs et le divertissement, les services de restauration, le transport et les services de voyage, y compris les voyages nationaux ou internationaux de personnes à des fins de loisirs, sociaux ou d'affaires. En tant que tel, le tourisme génère un large éventail d'avantages économiques pour les pays bénéficiaires grâce aux dépenses touristiques d'hébergement, de transport et à la multitude de services offerts aux touristes. Le secteur de

Figure 2. Performance régionale des voyages et du tourisme



* Growth highlighted in green when it is above global T&T GDP growth of 3.5%

l'hôtellerie crée de nombreux emplois pour la communauté locale, tout en ayant un effet multiplicateur dans l'économie formelle et informelle. Un choc le long de la chaîne de valeur peut avoir un effet dévastateur sur l'industrie comme en témoigne la récente pandémie de Coronavirus qui a mis à genoux l'industrie du tourisme, des voyages et de l'hôtellerie.

Les voyages et le tourisme comptent parmi les plus importantes industries de services au monde et continuent de croître. Cette industrie stimule la croissance du produit intérieur brut (PIB) dans les pays d'accueil et contribue considérablement aux recettes fiscales des gouvernements. En 2019, la contribution totale de l'industrie du voyage et du tourisme à l'économie mondiale a atteint 9,25 milliards de dollars des Etats-Unis, le nombre total d'arrivées de touristes internationaux dans le monde est de 1,4 milliard, avec des dépenses mondiales de voyages d'agrément de l'ordre de 4,72 milliards de dollars. Sa contribution au PIB mondial s'est élevée à 8,9 milliards de dollars (soit 10,3 % du PIB mondial), et elle a généré 330 millions d'emplois (1 emploi sur 10 dans le monde). La carte ci-dessous indique l'importance de l'industrie du tourisme dans l'économie mondiale.

du voyage et du tourisme montrent que les contributions directes et indirectes à l'économie de certains Petits Etats insulaires représentent jusqu'à 78 % du PIB et 62 % de l'emploi total.

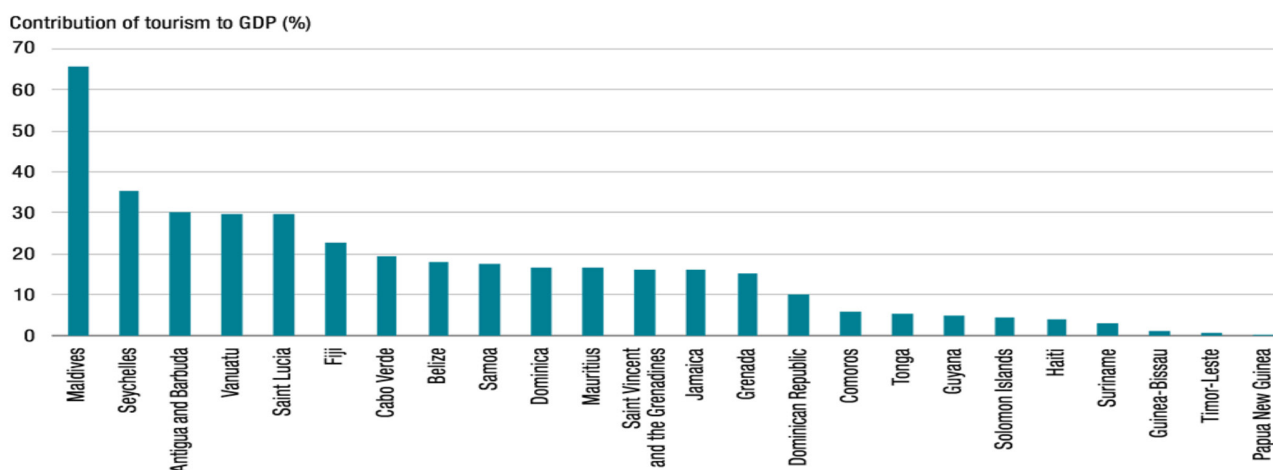
Une industrie touristique prospère apporte d'importants avantages économiques et sociaux qui imprègnent l'ensemble de l'économie. Elle impose au pays bénéficiaire de développer une infrastructure de première classe et résiliente, comprenant des routes, des ports, des aéroports, des installations de communication ; une meilleure mobilisation de l'écosystème marin et des ressources naturelles du pays ; les normes les plus élevées pour l'environnement et les services de santé auxquels les visiteurs sont habitués dans leur pays. Ces installations améliorées ont un effet d'entraînement dans le pays avec une gamme d'opportunités d'investissement qui aident à autonomiser la communauté locale dans son ensemble, en particulier les femmes. Le tourisme et ses services connexes ont un fort effet multiplicateur sur l'économie avec des avantages qui permettent de nombreux services générateurs de revenus et d'emplois de croître, y compris les transports, les sports d'aventure terrestres et maritimes, les conventions et les conférences, les événements sportifs internationaux ainsi que le tourisme médical et l'écotourisme.

L'importance du tourisme pour les Petits Etats

Pour de nombreux Petits Etats, le tourisme balnéaire est l'un des piliers de leur économie, bien souvent le seul, générant des possibilités d'emplois décents et des recettes en devises et permettant la croissance et l'investissement dans de nombreux autres secteurs. Selon le FMI, le secteur du tourisme représente plus de 20 % du PIB pour près des deux tiers des PEID. Les statistiques du Conseil mondial

Toutefois, tous les Petits Etats n'ont pas été en mesure de saisir les opportunités de développement offertes par le secteur du tourisme, comme en témoigne sa contribution à l'économie des huit Petits Etats de notre groupe (voir tableau ci-dessous). La part élevée du tourisme dans le PIB du Cabo Verde et de São Tomé et Príncipe indique que ces économies dépendent fortement du tourisme et ont une base économique étroite. Maurice, qui a une économie bien diversifiée, a une contribution plus faible des services touristiques dans son économie. Djibouti, le Gabon et la Guinée-Bissau n'ont pas pleinement exploité leur potentiel touristique malgré de longues

Figure 3. Le tourisme représente plus de 20 % du PIB pour près des deux tiers des Petits Etats insulaires en développement



Source: UN World Tourism Organization (2016), Statistics database www2.unwto.org/content/data

côtes et un temps ensoleillé toute l'année pour plusieurs raisons, notamment : le manque d'infrastructures, la dépendance à l'égard du pétrole (Gabon, Guinée-Bissau), les politiques restrictives d'accès aériens, le manque de connectivité aérienne régulière avec les pays d'origine des touristes ou la commercialisation inadéquate des destinations et la promotion des produits. Il est grand temps pour que ces pays développent une stratégie touristique à long terme afin de diversifier leur économie, de créer de nouvelles opportunités d'emploi et de générer un nouveau flux de recettes en devises.

Le tourisme est le troisième secteur d'exportation mondiale en termes d'importance, après les produits chimiques et les carburants, et se classe devant les produits automobiles et alimentaires (d'une valeur de 1,4 milliards de dollars en recettes d'exportation). Un nombre croissant de destinations investissent le secteur, faisant du tourisme

le moteur de la croissance sociale et économique dans de nombreux pays, créant des emplois, des entreprises, des infrastructures et des revenus. L'expansion du tourisme a été continue au cours des dernières décennies avec pour diversité, le corollaire. C'est le secteur qui connaît la plus forte croissance au monde, et on estime qu'il est le troisième plus grand employeur de la planète, juste après les secteurs du commerce de détail et de l'agriculture.

La croissance du secteur du tourisme dans l'économie traduit son fort potentiel à offrir des opportunités de développement dans le monde entier, en particulier aux Petits Etats qui pourraient voir dans ce secteur un moyen de relever les défis liés à la durabilité. L'archipel du Cabo Verde est l'exemple parfait de la puissance de l'industrie touristique pour le développement économique.

Tableau 2 : Contribution du tourisme à l'économie des Petits Etats de notre Groupe

Pays	Population (2020)	PIB \$ milliards	Nombre de touristes*	Pourcentage du PIB (%)	% Emploi total
Cabo Verde	555.987	1.977	819,318	46.2	21.2
Comores	869.601	1.178	35900	10.1	1.7
Djibouti	988,000	2.956	63000	2	-----
Gabon	2,225.734	16.85	269,000	3.2	15.2
Guinée-Bissau	1,968.001	1.458	45,200	1.4 (2016)	-----
Guinée Equatoriale	1,402,985	13.43	-----	-----	-----
Maurice	1,271,768	14.22	1,450,000	24.3	19.1 (2019)
São Tomé et Príncipe	219,159	0.42	33,400	27.8	6.9

Le Tourisme Durable

Avec le lancement des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies en 2015, qui ont créé un programme mondial avec des objectifs et des actions visant à mettre fin à la pauvreté, à promouvoir le bien-être et à protéger l'environnement, une nouvelle façon de faire du tourisme a commencé à prendre de l'importance : le tourisme durable. C'est vrai un élément essentiel des Objectifs de développement durable (ODD) 8, 12 et 14 et de l'Agenda 2030 pour le développement.

Tourisme Durable

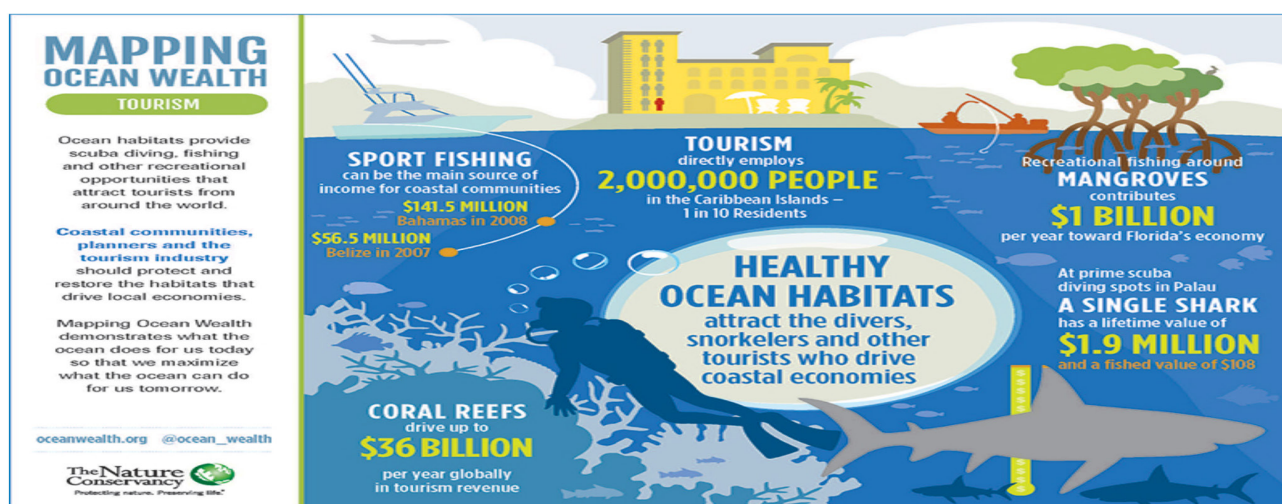
Le tourisme durable est défini comme : « un tourisme qui tient pleinement compte de ses impacts économiques, sociaux et environnementaux actuels et futurs, répondant aux besoins des visiteurs, de l'industrie, de l'environnement et des communautés d'accueil. » (OMT, 2016)

Selon la publication de la Banque mondiale, intitulée *Tourisme pour le Développement* (2017), le tourisme durable est un outil éprouvé pour le développement, au profit des communautés dans les destinations du monde entier. Alors que la demande du tourisme mondial continue de croître, les opportunités de développement durable augmentent également. L'expérience de la Banque mondiale dans le secteur du tourisme suggère que « les arguments en faveur du tourisme en tant que modèle de développement durable sont encore convaincants. Le tourisme est très intensif en main-d'œuvre, facilite le développement de nouvelles infrastructures, aide à financer la conservation, revitalise les villes modernes et historiques, et peut contribuer à la compréhension internationale. Malgré ces avantages, le tourisme est plus souvent considéré comme un luxe pour ceux qui peuvent se le permettre,

plutôt que comme un outil de développement agile.»

La Banque va plus loin en suggérant que « comme d'autres activités économiques, les communautés et les voyageurs reçoivent du tourisme autant qu'ils en donnent. Lorsqu'il est mal planifié, le tourisme peut avoir un impact négatif sur les villes, les parcs et les monuments historiques, et exercer une forte pression sur les infrastructures locales, les communautés résidentes et leurs ressources. Lorsqu'il est bien planifié et géré, le tourisme durable peut contribuer à améliorer les moyens de subsistance, l'inclusion, le patrimoine culturel et la protection des ressources naturelles, et promouvoir la compréhension internationale.

Figure 4. Cartographie de la richesse des océans



Source : Conservation de la Nature

L' économie bleue

L'océan couvre plus de soixante-douze pour cent (72%) de la surface de la terre et est source de nourriture, des emplois et des loisirs pour une grande partie de la population mondiale. Il est devenu un moteur important du PIB mondial, responsable de quatre-vingts pour cent (80%) du commerce mondial et de trente-deux pour cent (32%) des hydrocarbures extraits pour les besoins énergétiques. Les océans assurent le tourisme national et international dans près de 200 pays. Selon les récentes estimations, 350 millions d'emplois sont directement liés aux ressources marines, dont 90% proviennent des pays en développement. La contribution de l'économie océanique à la valeur ajoutée mondiale varie entre 3,5 et 7 % par an.

C'est à la conférence de Rio+20 de 2012 que la notion d'une « économie bleue » a été soulevée pour la première fois et la nécessité de stimuler la « croissance bleue », en particulier pour les nations insulaires et les pays en développement dotés des côtes et des zones maritimes importantes. L'idée a encore progressé lors de la conférence des PEID de 2014. Tout comme l'économie verte et la croissance verte étaient autrefois à la frontière de la planification du développement et de l'investissement, son équivalent maritime a captivé l'imagination des décideurs, des Nations Unies, de l'OCDE, du Secrétariat du Commonwealth, des organisations de financement du développement et des ONG.

L'accent mis sur l'économie bleue reflète à la fois une nouvelle attention à la contribution potentielle des ressources océaniques à la croissance économique ainsi qu'à la perception de l'océan comme écosystème en voie de disparition. Ce double objectif est

reflété dans l'Objectif de Développement Durable 14 sur la Conservation et l'Exploitation Durable des Océans. Ainsi, le rétablissement de la santé des économies marines et côtières est une priorité pour renforcer la capacité des gens à continuer à gagner leur vie, nourrir leur famille, se protéger contre les conditions météorologiques extrêmes. Mettre l'économie océanique sur une base plus durable est particulièrement vital dans les Petits Etats, où la culture, les moyens de subsistance et les vies mêmes des gens sont définis par l'océan.

Les progrès technologiques et la capacité et la portée accrues de la recherche marine ont permis de mieux faire connaître les possibilités d'extraction à des fins commerciales des ressources vivantes et non vivantes des eaux profondes. Mais les mêmes progrès ont également révélé la fragilité des systèmes en eau profonde. Le potentiel même d'exploitation commerciale des mers profondes a à la fois accru les inquiétudes concernant la vulnérabilité de l'écosystème et fait progresser le développement des technologies de recherche marine. Toutefois, chaque bénéfice économique basée sur l'océan comporte un risque réel pour les générations futures. Selon l'OCDE (2016), de nombreuses industries océaniques ont le potentiel de surpasser la croissance de l'économie mondiale, stimulant ainsi l'emploi. Il prévoit également que d'ici 2030, la contribution de l'économie océanique au PIB mondial pourrait plus que doubler. Reste à savoir à quel prix et à qui ? Notamment, quel rôle joueront les dizaines de millions de Petits pêcheurs du monde en développement dans cette économie?

Les Petits Etats et l'économie bleue

La petitesse et d'autres caractéristiques géophysiques, telles que l'exposition à des événements météorologiques extrêmes et aux

catastrophes naturelles, ont remis en question la croissance économique et les perspectives de développement des PEID. Mais si les PEID occupent collectivement moins de 1% de la superficie mondiale, ils représentent une part considérable (14 %) du littoral mondial et possèdent certaines des plus grandes zones d'exclusion économique (ZEE) au monde : leur zone combinée de ZEE (exclue la plateforme continentale) couvre près de 23,2 millions de km². À Tuvalu, par exemple, la ZEE est environ 28 000 fois la taille de la masse terrestre. Les Petits Etats de notre groupe ont également un bien immobilier marin important comme le montre le tableau 1.

Les Petits Etats ayant revendiqué la propriété d'une vaste étendue des mers en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, le domaine océanique ouvre la possibilité d'une nouvelle frontière de développement. Son potentiel de croissance, d'amélioration de la sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté ouvre une nouvelle phase d'élaboration de politiques qui pourrait stimuler l'avantage comparatif et la croissance d'un pays. Des exemples d'opportunités d'investissement liées à l'océan ayant généré des avantages économiques dans d'autres pays ne manquent pas. Le développement de l'économie océanique est réalisable, mais il faut du temps, une planification et une gestion rigoureuse et nécessite une augmentation des investissements, principalement les IDE a pêche et l'aquaculture sont les modes traditionnels d'exploitation de l'océan, mais elles n'ont pas été sans conséquences. Dans les pêcheries côtières, la restauration de la santé déclinante des lagunes et des récifs est un investissement essentiel, créant des avantages durables significatifs pour la pêche côtière, l'industrie touristique et l'atténuation de l'érosion côtière. Dans les bancs offshore et la pêche en eau profonde, les prises des ressources halieutiques de grande valeur ont diminué – ce qui a nécessité des investissements dans une flotte de pêche moderne et un régime de gestion des pêcheries fondé sur des principes économiques solides. L'aquaculture

Comment l'océan peut soutenir le développement des TIC

1. L'océan soutient le secteur des TIC de trois manières principales, toutes basées sur l'investissement direct dans les infrastructures du secteur des TIC. La première se fait par le biais du réseau mondial de câbles sous-marins, qui fournissent le « premier kilomètre » d'Internet à la plupart de la population mondiale
2. Un deuxième lien potentiellement important provient de l'utilisation de centres de données offshore. Plusieurs entreprises ont déjà des centres de données sur les navires océaniques, tels que les Barges Google, et maintenant Microsoft est allé un peu plus loin en expérimentant dans le projet Natick avec un centre de données sous-marin, à une profondeur de 30 mètres lors des essais. L'objectif est la réduction des coûts de location et de refroidissement d'espace, qui représentent tous deux une part importante du budget d'un centre de données.
3. Troisièmement, les services mobiles cellulaires, qui constituent le plus important segment du secteur des TIC dans le monde, peuvent être étendus au large pour fournir des services aux marins, principalement aux utilisateurs de loisirs, mais aussi aux pêcheries côtières. L'allocation future d'une fréquence précieuse (inférieure à 1 GHz), particulièrement utile pour les services offshore en raison de sa longue portée et de sa faible atténuation, pourrait générer des revenus importants. Le développement de l'océan en tant que nouveau pilier économique nécessitera donc une gestion et une meilleure gouvernance de l'océan pour éviter les erreurs du passé.

peut se développer davantage grâce à l'élevage d'invertébrés (comme les huîtres, les crabes ou les concombres de mer) et à la culture en cage des poissons à nageoires. Mais l'expansion dépendra de la rentabilité démontrée et de l'atténuation des risques élevés qui lui sont associés, ainsi que des investissements publics visant à créer un environnement vigoureux propice à l'investissement privé.

D'autres potentiels océaniques exploités depuis des siècles sont les activités portuaires, notamment le transport maritime; les services connexes au transport; construction et entretien des navires et soutage et des activités portuaires franches; le tourisme et les activités connexes telles que la pêche au gros et les activités de loisirs en mer et les hôtels et restaurants.

Il existe également des secteurs océaniques émergents tels que l'exploitation des technologies d'énergies renouvelables (O-RET) sous forme d'énergie éolienne offshore, de vagues océaniques, de courant océanique, de chaleur océanique et d'énergie saline océanique. En plus des avantages pour la croissance et l'emploi, l'expansion de l'utilisation de l'énergie marine peut réduire la dépendance aux combustibles fossiles (en particulier le charbon) et réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). L'énergie océanique prendra du temps et des investissements importants avant de devenir une part importante du mix énergétique, tandis que la biotechnologie océanique offre des opportunités de croissance intéressantes à condition qu'il existe une politique de soutien à la science, à la technologie et à l'innovation. L'océan peut également soutenir le développement des TIC.

Tableau 3 : Secteurs potentiels de l'économie bleue avec un potentiel de développement

Activités	Service océanique	Secteur	Moteurs de Croissance
Récolte des ressources vivantes	Fruits de mer	Pêches Aquaculture, Mariculture	Sécurité alimentaire Demande de Protéines
	Biotechnologie marine et biomédecine	Produits Pharmaceutiques, chimiques	R&D pour les soins de santé et l'industrie
	Minéraux	Exploitation manière des fonds marins	Demande de minéraux
Extraction de ressources non vivantes, génération de nouvelles ressources	Energie	Pétrole et Gas Energies Renouvelables	Demande de sources d'Energie alternatives
	Eau fraîche	Dessalement	Demande d'eau douce
	Transport et commerce	Expedition et construction naval Port infrastructure and services	Croissance du commerce maritime; Règlementation internationale
Echange commerciale à l'intérieur et autour des océans	Tourisme et loisirs	Tourisme Développent côtier	Croissance du tourisme mondial Urbanisation côtière
	Surveillance et Contrôle des Océans	Technology and R&D	R&D dans les technologies océaniques
Réponse aux problèmes de santé des océans	Séquestration du carbone	Carbone bleu	Croissance des activités de protection et de conservation des côtes et des océans
	Protection côtière	Protection et restauration de l'habitat	
	Élimination des déchets	Assimilation des nutriments et des déchets	

Source : GBM

La poursuite d'un programme de développement de l'économie bleue offre à ces Petits Etats l'occasion d'envisager de manière globale la durabilité environnementale et la croissance économique dans l'utilisation des ressources océaniques. La mise en œuvre effective nécessite la mise en place de plusieurs conditions

essentiels, et surtout un cadre juridique intégré ; une surveillance maritime, la surveillance et mise en application de la loi; une infrastructure adéquate; et une stratégie globale de gestion des ressources marines.⁵

5 Small States Digest Issue 1 2016

L'océan est la huitième plus grande économie du monde, totalisant 2,5 milliards de dollars de PIB par an. En fait, selon le Fonds mondial pour la nature, les actifs de l'océan sont évalués à plus de 24 milliards de dollars, car la valeur économique de tous les océans est mesurée à la fois par leur production directe et par tout impacts indirects. Malheureusement, les impacts humains cumulatifs sur les océans mettent en danger cet atout important qui, s'il ne reçoit pas l'attention et les investissements préalables nécessaires, pourrait d'ici 2050, coûter à l'économie mondiale 428 milliards de dollars par an en cas de déclin provoqué par le climat. Un soutien accru, que ce soit sur l'investissement climatique et la gestion humaine des ressources marines, doit être renforcé au profit de l'écosystème et de la survie des PEID.

Un cadre efficace devrait être fondé sur les priorités et les ressources nationales, tout en tenant compte du contexte social afin de favoriser une croissance durable et inclusive de l'économie bleue. Les Petits Etats, en particulier les PEID, se rendent compte de la nécessité d'une approche plus globale de l'économie bleue qui englobe la cartographie des besoins de différents secteurs, allant de la cartographie à la planification du domaine marin, des technologies de surveillance, une connaissance plus approfondie de l'écosystème basée sur les données scientifiques et le renforcement des capacités. Une expertise qui nécessite de lourds investissements et des ressources financières qui font défaut dans les Petits Etats.

Tableau 4 : Répartition de la Valeur des actifs océaniques mondiaux

Production directe	Commerce et Transport	Actifs adjacents
<p>Pêche marine, récifs coralliens, herbiers marins et mangroves</p> <p><i>Exemples de production directe : Pêche, agriculture</i></p>	Voies maritimes	<p>Littoral productif, absorption du carbone.</p> <p><i>Exemples de services offerts : Tourisme, éducation/conservation (tels que les emplois créés)</i></p>
Valeur totale : \$6.9 mille milliards	Valeur totale : \$5.2 Trillion	Valeur totale : \$7.8T, and \$4.3T respectivement

Le Programme de la Pêche de la Banque dans les PEID

En mars 2020, le portefeuille global des océans de la Banque mondiale représentait environ 5,6 milliards de dollars en projets actifs. Dans les Petits Etats, les opérations ciblent principalement les petites îles et les États en développement (PEID), qui représentent une partie essentielle de l'effort: les océans et leurs ressources sont la base fondamentale sur laquelle reposent leurs économies et leur culture. Pour de nombreux États, la pêche constitue un moteur de leur économie bleue, un pilier important de leur

croissance et une source majeure de moyens de subsistance. La santé et la durabilité des pêcheries sont donc inextricablement liées à leur développement durable. Mais, la pêche dans les PEID a été menacée par la surexploitation, la dégradation de l'habitat et la pollution d'origine terrestre. Ceux-ci sont aggravés par le réchauffement des océans, l'élévation du niveau de la mer et d'autres effets du changement climatique qui affectent les stocks de poissons.

La Banque mondiale et ses partenaires soutiennent la transition des Petits Etats et de leurs communautés côtières vers une pêche durable et une économie bleue. Les différents programmes améliorent la gouvernance des pêches et les systèmes de suivi, de contrôle et de surveillance aux niveaux régional et national; et promouvoir des approches de cogestion pour les pêcheries côtières qui partagent les responsabilités de gestion entre le gouvernement et les communautés. Les projets renforcent également la résilience des communautés de pêcheurs en les formant aux méthodes de réduction des pertes après capture et d'amélioration des chaînes de valeur des produits de la pêche.

La Banque mondiale met en œuvre plusieurs initiatives et opérations régionales de soutien aux pêcheries et aux pêcheries dans les Petits Etats. Il s'agit notamment:



- Le Programme régional océanique des îles du Pacifique (PROP) qui renforce la gestion partagée de certaines pêcheries et des habitats critiques dont elles dépendent. PROP fournit un financement et un soutien technique à la gestion des pêches dans les États fédérés de Micronésie (FSM), Kiribati, République des Îles Marshall (RMI), Samoa, Îles Salomon, Tonga et Tuvalu.
- La Facilité pour la durabilité des océans et de l'aquaculture dans les Caraïbes (COAST) est un produit innovant d'assurance contre les risques hydrométéorologiques et climatiques qui promeut la sécurité alimentaire, l'amélioration des moyens de subsistance, une pêche résiliente et la réduction des risques de catastrophe dans le secteur des pêches des Caraïbes. COAST a été lancé à la Grenade et à Sainte-Lucie.
- En Afrique, le programme régional de pêche de l'Afrique de l'Ouest (WARFP) de 170 millions de dollars, qui se termine actuellement, a aidé de Petits Etats tels que le Cap-Vert, la Gambie et la Guinée-Bissau à construire des pêcheries durables. Le programme de gestion des zones côtières de l'Afrique de l'Ouest (WACA), d'une valeur de 222 millions de dollars, réduit l'impact de l'érosion côtière, des inondations et de la pollution et contribue à une pêche saine en Gambie, à Sao Tomé et Principe et bientôt au Cabo Verde.
- PROBLUE est un nouveau fonds fiduciaire multi donateurs qui soutient des océans sains et productifs en s'attaquant à la pollution marine, en gérant les pêches et en favorisant la croissance durable des économies côtières.

Programme de Gouvernance des Pêches et de Croissance Partagée du Sud-Ouest de l'Océan Indien (SWIOFish)

Le sud-ouest de l'océan Indien (SWIO), où plus de cent millions de personnes vivent à moins de 100 kilomètres de la côte, est une nouvelle frontière pour le programme de pêche de la Banque mondiale. Dans la région, près d'un tiers du stock de poisson est surexploité ou épuisé, tandis que 40 pour cent sont pleinement exploités. La perte économique annuelle due à une mauvaise gestion des pêcheries SWIO est estimée à 225 millions de dollars par an.

Les défis et les opportunités dépassent les frontières en raison des écosystèmes, des ressources partagés et des objectifs communs de réduction de la pauvreté. Les questions transfrontalières,

notamment le chevauchement des stocks de poissons, les mouvements des flottes de pêche, le commerce régional et international des fruits de mer et la pêche illégale non déclarée et non réglementée (IUU) nécessitent une réponse régionale. C'est pourquoi les membres de la Commission des pêches du sud-ouest de l'océan Indien (SWIOFC) ont demandé l'appui de la Banque mondiale pour mettre en place une approche régionale pour aider à gérer et développer le secteur de la pêche. En réponse, la Banque mondiale a conçu le programme de gouvernance et de croissance partagée des pêches du sud-ouest de l'océan Indien de 220 millions de dollars (SWIOFish), financé par les fonds IDA et BIRD de la Banque mondiale, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Japon, le premier Blue Bond souverain émis par les Seychelles et d'autres partenaires.

SWIOFish aide les pays à mieux gouverner leur secteur de la pêche et à récolter des bénéfices économiques, sociaux et environnementaux bien plus importants. Les projets visent à soutenir la gouvernance et la gestion des pêches, à améliorer les connaissances et la science sur les pêcheries prioritaires, à mettre en place un solide système de suivi, de contrôle et de surveillance et à aider les communautés à développer des chaînes de valeur résilientes. Il est conçu comme une série de projets pour un engagement à long terme avec des investissements séquentiels conçus pour améliorer la gestion des pêches et créer de meilleurs moyens de subsistance côtiers dans la région du sud-ouest de l'océan Indien.

Le premier projet SWIOFish a débuté en 2015 pour soutenir le secteur de la pêche des Comores, du Mozambique et de la Tanzanie et promouvoir les activités régionales mises en œuvre par la Commission de l'océan Indien. Trois autres projets soutiennent désormais le secteur à Madagascar, aux Maldives et aux Seychelles et leur fournissent des ressources supplémentaires pour mettre en œuvre des stratégies régionales au niveau national. Ensemble, ces projets soutiennent le double objectif de la Banque mondiale d'éliminer l'extrême pauvreté et de stimuler la prospérité partagée en mettant l'accent sur les pêcheurs artisanaux qui sont souvent parmi les plus pauvres et les plus vulnérables des communautés côtières.

Connectivité et Economies Numériques

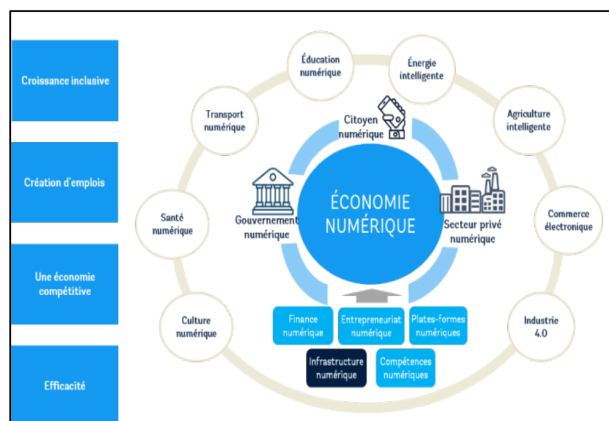
L'isolement un problème commun aux Petits Etats. Que le petit état soit une île, un pays enclavé ou un pays côtier, l'isolement constitue l'une des caractéristiques communes aux Petits Etats. Cette problématique génère les effets négatifs sur l'économie dus à:

- La distance est un facteur limitant pour les Petits Etats. En effet, le cout élevé des transports lié à la distance réduit fortement la possibilité des Petits Etats d'accéder aux marchés majeurs qui aurait pu être un support permettant de compenser la faible capacité de leur marché local. Ces limitations naturelles constituent aussi un obstacle pour les potentiels entreprises et investisseurs dont les barrières géographiques et physiques peuvent éteuser leur volonté d'entreprendre dans ces pays.
- La limitation du flot d'information et des canaux inadéquats de communication dû à l'isolement des communautés dans les Petits Etats impacte négativement la capacité de négociation rendant ainsi l'économie locale plus vulnérable.

L'économie numérique une nécessité: L'utilisation des TIC (Technologie de l'information et Communication) avec ses possibilités est d'autant plus critique pour relever ses obstacles. Les avantages de secteur pourraient être multiples et transformationnels.

Par le biais du bon fonctionnement d'une économie digitale, les pays peuvent accomplir une croissance rapide dans tous les secteurs économiques, créer des offres de produits et de services innovants, générer des emplois et être plus compétitive sur le marché international (Figure 5: Prospérité partagée et réduction de la pauvreté par le biais de l'économie digitale).

Figure 5. Prospérité partagée et réduction de la pauvreté par le biais de l'économie digitale



L'économie numérique générée par le secteur des TIC, est d'autant plus significative dans les Petits Etats en comparaison des autres types de pays. Les opérateurs de télécommunication, par exemple, constituent souvent les entreprises les plus larges. Ils contribuent de manière importante aux budgets des gouvernements, au travers des taxes, et génèrent des emplois. Certains Petits Etats, comme l'île Maurice, la Guyane ou les Seychelles, utilisent le bénéfice de la connectivité internationale haut débit pour développer des industries offshores de logiciel et contribuent à la création d'emploi et à l'augmentation du revenu dans l'export qui, selon les données de la banque mondiale⁶, peuvent représenter près de 20% de l'exportation totale des services.

Les impacts économiques des TIC dans les autres secteurs sont aussi significatifs. Un modèle économique permettant⁷ d'estimer les effets de la bande passante en Amérique Latine et dans les Caraïbes, a montré que 10% de pénétration du réseau haut débit est associé à une augmentation de 3.19% du PIB.

Dans une ère où le commerce et les transactions en ligne sont incontournables, l'exploitation du pouvoir de l'économie numérique, devient impératif pour les Petits Etats. Le développement du secteur des TIC est donc critique.

La connectivité : un élément clé dans le développement de l'économie numérique

Cependant, le développement du secteur des TIC et le bénéfice de son économie numérique sont sous condition de la disponibilité d'une connectivité résiliente et à haut débit qui peut constituer, pour les Petits Etats, un vrai défi.

Les défis de la connectivité⁸ : Les Petits Etats font face à des défis qui entraînent des couts élevés de connexion. Malgré la diversité des pays dans le groupe, certaines caractéristiques sont communes:

- 1) La taille des états qui influence le développement du marché et limite les économies potentielles d'échelle
- 2) L'éloignement géographique qui a un coût sur la connectivité
- 3) L'environnement climatique et les risques associés augmentant la complexité et donc le cout de mise en œuvre des infrastructures qui nécessitent une forte résilience aux changements climatiques et aux désastres naturels (cyclone...)

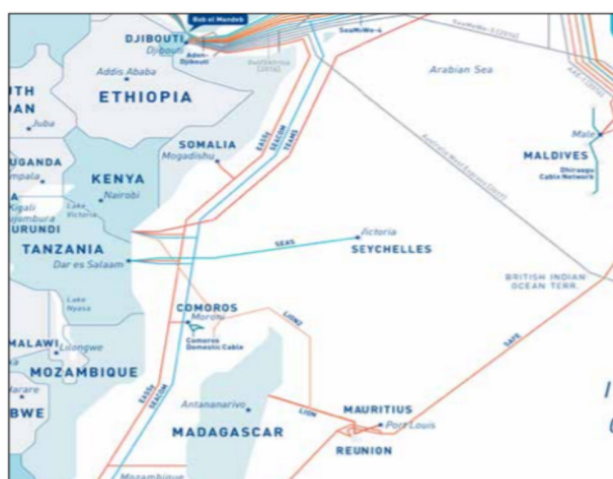
6 Based on countries where ICT services exports exceeded at least 20% of total services exports in 20015. See: [http:// data.worldbank.org/indicator/BX.GSR.CCIS.ZS?year_high_desc=true](http://data.worldbank.org/indicator/BX.GSR.CCIS.ZS?year_high_desc=true).
 7 <http://www19.iadb.org/intal/intalcdi/PE/2013/11427.pdf>.
 8 Ensuring Sustainable Connectivity in Small Island Developing States (2017) from Internet Society

Les pays ont besoin de solutions innovantes et de mécanisme de support adressant les problématiques qui leur sont spécifiques leur permettant l'utilisation des TIC (Technologies de l'Information et Communication) afin d'adresser leurs besoins.

Des opportunités d'amélioration de la connectivité

De part, l'importance que revête la connectivité, les pays adhèrent et supportent les initiatives permettant la mise en œuvre de différentes techniques améliorant la qualité de service et l'accès à un coût réduit au réseau par la population.

Figure 6. Réseau de câble sous-marin en Afrique de l'Est

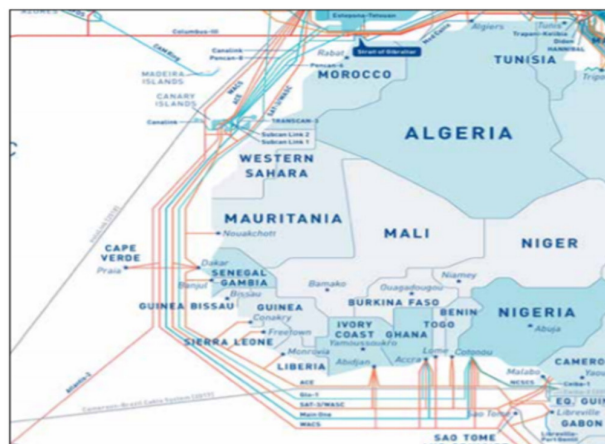


Source: Telegeography-PCCW Submarine Cable Map 2016

Les fibres optiques sous-marin, une solution adoptée pour la connectivité des Petits Etats: L'utilisation des fibres optiques sous-marines est une des solutions les plus déployées pour gérer la connectivité des Petits Etats. En 2015, pratiquement tous les Petits Etats insulaires étaient connectés à au moins un réseau de câbles sous-marin. Certaines connections récentes ont été supportées financièrement par des partenaires de développement (via des emprunts, des dons, des fonds), qui reconnaissent l'importance de l'accès internet haut débit dans le cadre du développement à long terme des pays. L'utilisation de câbles sous-marin régionaux permet une meilleure qualité de service à un coût réduit.

Les points d'échange Internet (IXP) locaux et régionaux, une solution pour réduire les coûts⁹ des connexions associées aux paradoxes de l'internet mondial : Les pays en développement doivent actuellement supporter dans son intégralité les coûts d'accès aux réseaux fédérateurs de l'internet mondial, au pays

Figure 7. Réseau de câble sous-marin n Afrique de l'Ouest



Source: Telegeography-PCCW Submarine Cable Map 2016

qui assure le transit (plus de 90% de la connectivité IP transite par les Etats Unis). Par exemple, dans le cas où un utilisateur final aux Comores envoie un email aux Etats Unis, c'est l'opérateur de l'union des Comores qui paiera les frais de la connectivité internationale entre les Comores et les Etats Unis. Et ce sera aussi l'opérateur des Comores qui supportera le coût dans le cas inverse où l'utilisateur aux Etats Unis enverra une communication aux Comores. Un autre paradoxe est si la communication entre les 2 utilisateurs se fait dans le même pays. Les informations transiteront d'abord à l'extérieur du pays (généralement aux Etats-Unis) et par la suite reviendra sur le réseau local. Le fournisseur aura à nouveau à payer pour une communication locale, les frais internationaux de transit dont le coût sera répercuté sur l'utilisateur final des Comores (dans notre exemple). L'utilisation des points d'échange Internet (IXP) **permet d'éviter ce type de paradoxe** en permettant de router la communication, afin d'éviter des échanges systématiques sur la connexion internationale entraînant des coûts supplémentaires. Le processus utilisera en fonction le réseau de relais local au pays dans le cas d'une communication locale ou les relais régionaux (pays voisins) dont le partenariat et la régulation de la tarification permettraient de réduire le coût des échanges mais aussi une amélioration de la qualité du réseau car le message n'aurait pas besoin de « faire le tour du monde avant d'arriver chez le voisin ».

L'émergence des systèmes satellitaires dû à la réduction des coûts d'utilisation et l'amélioration de la qualité de la connexion: jusqu'à aujourd'hui, l'utilisation des systèmes satellitaires avait un coût exorbitant qui était un obstacle au déploiement de cette solution dans les petits pays qui n'ont pas d'accès aux câbles sous-marins. Cependant de nouvelles techniques

9 <https://www.itu.int/ITU-D/treg/publications/AfricaXPrep-fr.pdf#page=9&zoom=100,0,0>

avec des nouveaux modèles tarifaires ont permis une réduction des prix mais aussi une meilleure qualité de service et une augmentation de la bande passante satellitaire. Une des principales caractéristiques des systèmes satellitaire est la **rapidité et le faible coût de déploiement** en termes d'infrastructure en comparaison des solutions précédentes. De plus, l'utilisation de trajectoires orbitales satellitaires à courte et moyenne distance de la terre (LEO et MEO) améliore la qualité de service par la réduction de la distance en termes de connexion avec le satellite. Cette technologie est destinée aux opérateurs de télécommunication qui utilisent cette technique plus en backup de leur solutions existantes. Cette technologie pourrait avoir un potentiel intéressant pour les Petits Etats ayant accès seulement à un câble sous-marin.

Au-delà de la technique

Des économies d'échelle par le capital humain, le partage du savoir et une coopération régionale :

La solution clé pour promouvoir un développement durable par le biais du réseau des TIC est de développer les compétences dans le secteur TIC de la région et une meilleure intégration régionale favorisant les échanges.

ENCADRÉ¹⁰. ECONOMIE D'ÉCHELLE PAR LA MISE EN PLACE D'UNE STRUCTURE RÉGIONALE QUI POURRAIT :

- Offrir une formation de grande qualité et des installations de recherche liées à l'utilisation des TIC à des fins de développement ;
- Créer une plate-forme de partage des connaissances des bonnes pratiques entre les États insulaires de la région ;
- Favoriser le partage des connaissances entre différentes parties prenantes du secteur TIC régional, notamment les responsables gouvernementaux et les petites et moyennes entreprises ;
- Renforcer le développement des nouvelles entreprises en sciences et technologie ;
- Stimuler le développement des TIC dans les pays de la région tout en améliorant la recherche et le développement dans les TIC.

Le besoin d'une nouvelle approche : Les décideurs politiques doivent aussi adopter de nouvelles stratégies avec des réformes permettant non seulement l'ajustement aux changements du secteur privé avec l'ouverture à la compétitivité du marché, mais aussi la stimulation de la demande de services dans les communautés petites et isolées.

Les Transferts de fonds

Les transferts de fonds sont une source importante de financement extérieur pour les Petits Etats. Les envois de fonds des travailleurs de l'étranger offrent une bouée de sauvetage économique à de nombreuses familles et un catalyseur pour améliorer les résultats du développement humain. Il est important de noter que les envois de fonds en termes de PIB ont tendance à être les plus importants dans les pays pauvres (8,9% en 2019), les Petits Etats insulaires en développement (7,7%) et ceux en situation de fragilité et de conflits (9,2%). [1] Entre 2012 et 2015, les transferts de fonds ont représenté le flux de financement extérieur vers les PEID. Les envois de fonds ont toujours été une source de financement pour de nombreux PEID avec leurs diasporas à travers le monde, contribuant, par exemple, à l'économie des Tonga jusqu'à plus de 39% du PIB. Dans 11 PEID, les transferts de fonds étaient égaux à plus de 10% du produit intérieur brut (PIB). Les 10 principaux bénéficiaires des envois de fonds en 2019 sont : la Jamaïque (2,6 milliards de dollars); Monténégro (1,4 milliard de dollars); Lesotho (0,6 milliard de dollars); Guyana (0,3 milliard de dollars); Fidji (0,3 milliard de dollars); la Gambie (0,3 milliard de dollars); Cabo Verde (0,2 milliard de dollars); Tonga (0,2 \$); Maurice (0,2 milliard de dollars); Samoa (0,1 milliard de dollars). Ces statistiques pourraient être doublées s'il y avait plus de possibilités pour la main-d'œuvre migrante. Ces pays sont tous des pays à forte émigration. Il y a 4,8 millions d'émigrants, soit 16 % de la population.

Le KNOMAD/Banque mondiale prévoit une baisse de 20 % des envois de fonds mondiaux en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences économiques. Étant donné leur importance dans les économies des PEID, ces flux financiers doivent être maintenus pendant la COVID-19. Sans envois de fonds, les familles courent les risques et les conséquences graves de ne pas pouvoir subvenir à ces besoins essentiels. Les PEID seront touchés. En mai, les gouvernements de la Suisse et du Royaume-Uni, en partenariat avec le Fonds d'Équipement des Nations Unies (FENU), le Partenariat mondial de la connaissance sur les migrations et le développement (KNOMAD) de la Banque mondiale, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD),

10 <https://www.commissionoceanindien.org/connectivite-numerique-dans-lindianoceanie-les-enjeux/>

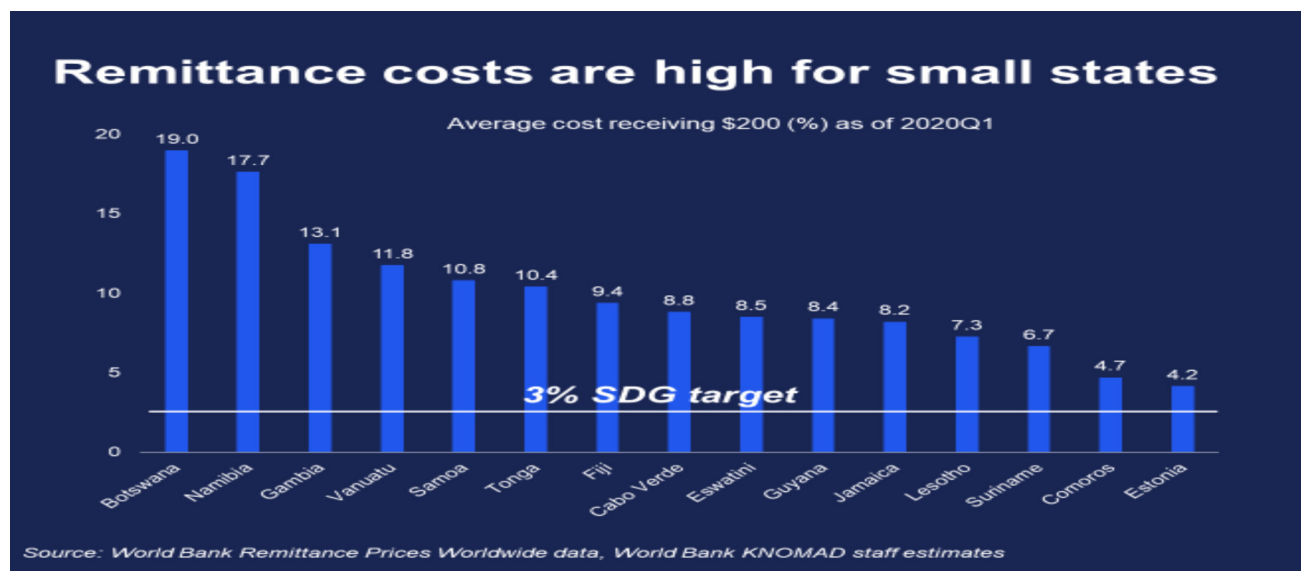
l'Association internationale des réseaux de transfert d'argent (IAMTN) ont lancé un appel à l'action intitulé «Envoi des fonds en temps de crise ; comment les maintenir» pour faire face à l'effondrement sans précédent des envois de fonds causé par la crise du COVID-19. Fidji, Vanuatu, le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, la Banque de développement des Caraïbes et la Banque asiatique de développement font partie de cette initiative.

Réduire les Coûts des Envois de fonds (indicateur des ODD 10.c.1) et tirer parti des envois de fonds pour le développement (ODD 17.3.2).

Bien que des efforts internationaux aient été déployés pour réduire le coût des envois de fonds, ils restent élevés dans les Petits Etats. Les coûts des transferts de fonds dans de nombreuses petites îles du Pacifique restent supérieurs à 9%, ainsi qu'aux Petits Etats en raison des faibles volumes de flux officiels, de

la pénétration inadéquate des technologies innovantes et de l'absence d'un environnement de marché concurrentiel (voir la figure 1). Selon le rapport sur le régime des travailleurs saisonniers de la Nouvelle-Zélande, les travailleurs tongas en Nouvelle-Zélande dépensent environ 8 à 9% de leurs transferts de fonds sur les frais de transfert d'argent. Comme dans d'autres régions, les coûts des virements bancaires sont les plus élevés et les MTO les plus bas. Pour les travailleurs samoais et tongais interrogés dans le cadre de l'étude, l'argent a été transféré principalement par l'intermédiaire des MTO. Pour réduire les coûts des envois de fonds, les PEID pourraient poursuivre certaines politiques telles que l'amélioration de l'interopérabilité des systèmes de paiement de détail, les efforts visant à réduire les barrières à l'entrée pour les nouveaux acteurs offrant des technologies efficaces, des mesures pour réduire la charge du respect de la réglementation visant à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et le suivi des coûts et des volumes des envois de fonds.

Figure 8. Coût des envois de fonds des migrants pour les Petits Pays



Selon l'OCDE, la réglementation de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (AML-CFT) mise en œuvre en 2009 vise à renforcer la santé de l'économie mondiale, mais la perte des relations de correspondants bancaires qui en a résulté a entraîné une augmentation des coûts de transaction pour le transfert des fonds. La Banque mondiale a souligné qu'il avait renouvelé son attention sur la LAM/CFT a conduit de nombreuses banques à cesser d'offrir des services de transfert de fonds et à fermer les comptes des MTO, affectant en particulier les Petits Etats des Caraïbes et des îles du Pacifique.

La possibilité de maximiser cette importante ressource pour les Petits Etats repose sur les efforts de la communauté internationale pour mettre en place une politique efficace pour tirer parti des avantages et du développement des envois de fonds. Par exemple, les programmes de mobilité de la main-d'œuvre dans le Pacifique se sont avérés bénéfiques pour les PEID et les grands pays partenaires. La Nouvelle-Zélande gère un programme de mobilité de la main-d'œuvre dans le Pacifique qui a permis d'accroître les flux de transferts de fonds, développé de nouvelles compétences pour les travailleurs migrants et comblé un déficit de capacité pour les entreprises du pays.[2]

Mobilisation des obligations de la diaspora

Jusqu'à présent, les envois de fonds ont été essentiellement orientés vers la subsistance qui se traduit par la consommation quotidienne et l'allègement de la pauvreté. Néanmoins, les obligations de la diaspora pourraient canaliser les envois de fonds vers des projets structurels dans les PEID et favoriser le développement du secteur privé. En vue de mieux mobiliser ces ressources de la diaspora, les PEID pourraient envisager la titrisation des envois de fonds et la mise en place des obligations de la diaspora.

Comme l'indique Dilip Ratha (2019): « Les obligations de la diaspora peuvent être un instrument utile pour le financement à long terme des programmes de développement, en particulier dans les périodes économiques difficiles, et pour la réhabilitation et la reconstruction après une catastrophe naturelle. » Les obligations de la diaspora offrent aux pays d'origine une occasion unique de maximiser les rendements pour la diaspora tout en obtenant un financement à long terme indispensable pour les projets de développement au pays. Ratha (2019) indique que les obligations diaspora ont eu un succès variable selon les pays. Ils ont particulièrement bien réussi dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, avec une importante diaspora de première génération dans les pays à revenu intermédiaire ou élevé. Des pays tels que Israël, l'Inde et le Nigeria ont eu du succès avec ces obligations, tandis que d'autres, dont l'Éthiopie et le Népal, n'ont pas eu autant de chance. Ratha (2019) fournit les recommandations suivantes pour une émission réussie d'une obligation de la diaspora: i) trouver des projets d'investissement avec la bonne combinaison de risque et de récompense peut faire une grande différence en termes de viabilité de l'obligation, en particulier lorsque les membres de la diaspora estiment que leur argent est géré efficacement et sera utilisé pour stimuler le développement dans leur pays d'origine ; ii) offrir le même taux d'intérêt sur les obligations de la diaspora que sur les obligations souveraines en euros et permettre aux investisseurs institutionnels d'acheter des obligations de la diaspora ;iii) l'enregistrement de ces obligations en vertu des réglementations appropriés en matière de valeurs mobilières et de change dans les pays où résident les membres de la diaspora. Pour assurer la viabilité à long terme, les obligations de la diaspora devraient être conformes aux politiques du marché de la dette publique et aux objectifs de développement financier. En outre, Ratha souligne l'importance des canaux de distribution rentables.

Outre les obligations de la diaspora, les pays du PEID pourraient

également envisager, d'autres instruments visant à mobiliser les ressources de la diaspora pour soutenir l'entrepreneuriat et le développement du secteur privé, notamment les plateformes de financement participatif et les investissements en actions. D'autres instruments financiers qui ont été utilisés par les pays pour mobiliser des financements obligataires sont la titrisation des flux futurs d'envois des fonds et les des droits de paiement diversifiés. Le Groupe de la Banque mondiale aide les pays à mobiliser les investissements de la diaspora pour financer des programmes de développement. Par exemple, il aide à la mise en œuvre d'obligations de la diaspora (encadré 5.3) en aidant à préparer une législation habilitante et en soutenant des institutions clés telles que les agences de promotion des investissements. Les obligations de la diaspora peuvent être utilisées pour mobiliser des financements pour la reconstruction après une catastrophe ou même pour refinancer une dette plus coûteuse. La titrisation des flux futurs d'envois de fonds peut être utilisée pour financer des microentreprises.

Mettre les envois de fonds au service du Développement

S'appuyant sur les travaux antérieurs de KNOMAD de la Banque mondiale et de Dilip Ratha, certaines mesures réalisables pour maintenir les envois de fonds et le financement du développement:

- 1) Un crédit d'impôt pourrait être offert aux fournisseurs de services de transfert de fonds, ce qui équivaldrait à la réduction des frais payés par les expéditeurs et les destinataires des envois de fonds. Inversement, l'imposition de taxes sur les envois de fonds devrait être évitée par les pays d'origine et les pays bénéficiaires.
- 2) Accroître la concurrence sur le marché du secteur des transferts de fonds. De nombreux pays à travers le monde ont des partenariats exclusifs, ce qui étouffe la concurrence sur le marché et impose une taxe de facto sur les expéditeurs et les bénéficiaires des envois de fonds. Nous devons ouvrir des partenariats entre les bureaux de postes nationaux, les banques et les opérateurs de transfert d'argent. Nous devons également encourager l'interopérabilité des technologies de transfert de fonds pour bénéficier des économies d'échelle et réduire les coûts.
- 3) Utiliser les technologies numériques et faites progresser les exigences de connaissance de votre client (KYC) adéquates et appropriées, basées sur les risques. Cela pourrait aider à lutter contre les pratiques de « réduction des risques » des banques correspondantes (visant à éviter plutôt qu'à gérer les risques) qui continuent d'affecter l'accès aux

comptes bancaires des entreprises de transfert d'argent opérant dans des couloirs de transfert de fonds plus petits et plus pauvres.

- 4) Utiliser les flux futurs, y compris les envois de fonds, comme garantie peut faciliter les émissions d'obligations pendant une crise financière.
- 5) Soutenir le développement et l'intensification des canaux de transfert de fonds numériques pour les migrants et les familles, ce qui contribuera à réduire les coûts des transferts de fonds.
- 6) Les programmes de mobilité de la main-d'œuvre dans le Pacifique ont entraîné une augmentation des flux de transferts de fonds, développé de nouvelles compétences pour les travailleurs migrants et comblé un déficit de capacité pour les entreprises du pays. Les fournisseurs pourraient explorer la possibilité d'étendre davantage ces programmes dans le Pacifique ainsi que dans d'autres régions des PEID

Plus important encore, la protection sociale reste l'une des rares interventions que les États peuvent encore faire sur les marchés même les plus libéraux. Si elle est centrée sur des mesures actives telles que les services du marché du travail, la protection sociale est procyclique dans les booms économiques et contracyclique en période de chocs et de ralentissements, dans ce dernier cas, elle renforce le pouvoir d'achat des populations affectées et leur capacité à récupérer et à maintenir la demande.

L'allocation universelle pour enfants subordonnée à la fréquentation scolaire, à l'alimentation scolaire et au soutien familial monoparental est également un moyen important par lequel la protection sociale représente un investissement dans les générations futures pour le développement durable. En fin de compte, ne laisser personne de côté commence par s'assurer qu'aucun enfant n'est déscolarisé, affamé ou abandonné sans soins de santé appropriés.

La question est de savoir comment ces systèmes de protection sociale peuvent être financièrement viables dans les petites économies. On peut soutenir qu'il est beaucoup plus facile de maintenir la viabilité d'un système de retraite sur des marchés où la conformité peut être facilement appliquée et les cotisations de sécurité sociale systématiquement collectées. Cependant, avec des taux d'emploi et d'activité aussi bas, les fonds de pension seront trop petits pour avoir un impact économique et pour couvrir les droits à pension des populations vieillissantes. La

réponse reste l'élargissement de la base d'imposition et de cotisation grâce à un plus grand nombre de personnes occupant un emploi rémunéré et à des prestations de retraite bien conçues.

Objectifs du réseau des praticiens de SISRI

- 1) Échanger des expériences et des bonnes pratiques élaborées par les Petits Etats insulaires pour rendre le développement résilient au climat et aux catastrophes ;
- 2) Faciliter l'apprentissage entre pairs afin d'appuyer la conception et la mise en œuvre efficaces des investissements et des interventions stratégiques résilients au climat et aux catastrophes ;
- 3) Renforcer davantage la communauté de pratique entre les praticiens des Petits Etats insulaires.

Les envois de fonds peuvent ensuite être convertis en financement du développement au moyen d'obligations de la diaspora qui ont connu un certain succès en Israël, au Liban et au Sri Lanka, entre autres, les expatriés étant plus susceptibles d'accepter des rendements inférieurs et de négliger certains des problèmes structurels du pays.

Centrer la protection sociale sur la professionnalisation des marchés du travail et investir dans la main-d'œuvre qualifiée, y compris dans la science et la technologie de pointe, pourrait créer un solide avantage concurrentiel pour les PEID et favoriser la croissance et la résilience dans ces pays et territoires fortement exposés. Sinon, ces régions incroyablement belles du monde continueront de favoriser la vulnérabilité et l'exclusion et de progresser lentement, le cas échéant, sur la voie des objectifs de développement durable.

GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE DANS LES PEID

Les Petits Etats insulaires en développement (PEID) comptent parmi les pays les plus vulnérables au monde face aux risques naturels et au changement climatique, en raison de leur petite taille et de leurs situations économique, géographique et environnementale unique. Actuellement, plus de 2/3 des pays où les pertes annuelles en cas de catastrophes naturelles de l'ordre de 1 à 9 % du PIB sont les PEID. Il s'agit d'une réelle préoccupation, car le coût croissant des pertes associées aux catastrophes récurrentes sape les gains de développement durablement gagnés et augmente la dette nationale de nombreux PEID, qui ont déjà des niveaux d'endettement très élevés.

Les PEID se sont placés à l'avant-garde de la politique internationale en matière de climat et de catastrophe. Leur besoin d'efforts particuliers pour réduire les risques et renforcer la résilience est au centre de la voie à suivre de Samoa et reconnu dans le Programme pour le développement durable à l'horizon 2030, l'Accord de Paris et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030). En conséquence, les PEID ont pris l'initiative d'assurer la cohérence de la mise en œuvre de ces trois grands accords mondiaux et ont mobilisé un soutien technique et financier international pour relever les défis uniques que posent les catastrophes naturelles, la variabilité du climat et le changement à leurs populations, leurs systèmes sociaux et économiques.

L'apprentissage par les pairs chez les PEID

Depuis 2014, l'Initiative pour la résilience des Petits Etats insulaires (SISRI) de la Facilité mondiale pour la réduction des risques de

La Protection civile du Cabo Verde s'attaque à l'absence des femmes dans le processus décisionnel en les invitant et les encourageant activement à commenter et à participer à l'élaboration de la stratégie nationale de réduction des risques de catastrophe et d'évaluation de ces risques. En suivant une telle approche, ils ont augmenté à 40% la participation des femmes à l'élaboration de la stratégie et à 47 % dans les évaluations des risques effectuées dans les zones urbaines. La Protection civile est consciente de la nécessité de mettre en place un système de suivi pour accompagner l'avancement de la mise en œuvre de la stratégie, ainsi que d'actualiser régulièrement les évaluations des risques en milieu urbain au fur et à mesure de leur évolution au fil du temps.

catastrophe (GFDRR) de la Banque mondiale a travaillé avec les PEID pour accroître l'ampleur et l'efficacité de leurs investissements en matière de résilience, y compris des investissements visant à protéger les zones côtières contre les impacts climatiques et à construire des filets de sécurité qui protègent les citoyens après les catastrophes. Le SISRI a également mis en place une communauté mondiale de praticiens, le réseau des praticiens du SISRI, pour faciliter le dialogue et le partage de connaissances et d'expériences sur la réduction des risques et le renforcement de la résilience entre les principaux praticiens des petites nations insulaires.

Entre 2016 et 2019, quatre réunions du réseau des praticiens ont eu lieu, chacune avec une orientation thématique différente. En 2018, la réunion du réseau s'est concentrée sur la reprise résiliente à la suite des catastrophes, en mettant l'accent sur la saison des ouragans 2017 dans les Caraïbes. La quatrième réunion du réseau des praticiens du SISRI a mis l'accent sur la nécessité urgente d'accélérer la mise en œuvre et l'intensification des mesures efficaces de réduction des risques climatiques et de catastrophes et de renforcement de la résilience dans les PEID. Les participants ont partagé leur expérience sur les progrès réalisés dans le développement d'infrastructures résilientes, de solutions basées sur la nature, de résilience sociale, y compris le genre, les systèmes de préparation et d'alerte précoce et le financement des risques, tout en discutant des goulots d'étranglement de la mise en œuvre et des solutions potentielles.

Renforcement de la résilience dans les PEID: expérience régionale et nationale

Les planificateurs de développement et les décideurs engagés dans les processus de renforcement de la résilience liée au climat et aux catastrophes dans les PEID font face au défi de sélectionner, parmi une kyrielle d'options et avec des ressources limitées, les investissements et interventions potentiellement les plus efficaces et efficaces. Bien qu'il n'existe pas une approche cohérente unique pour hiérarchiser ou prendre des décisions sur les actions de renforcement de la résilience, les dilemmes auxquels sont confrontés les différents pays sont similaires et liés à des questions telles que : où investir (actions sectorielles par rapport aux actions multisectorielles ou intersectorielles), à quel niveau (interventions locales ou nationales), qui engager, ou se trouve l'urgence, comment faire en sorte que les avantages du renforcement de la résilience atteignent les groupes les plus vulnérables et comment garantir que les investissements et leurs avantages soient durables à long terme.

Dans les Caraïbes, le chemin pour renforcer la résilience régionale a évolué au fil du temps. En 2001, un processus inclusif, éclairé et hautement consultatif a conduit à la formulation de la Stratégie globale de gestion des catastrophes dans les Caraïbes, dans le but d'intégrer les considérations relatives au climat et aux risques de catastrophe dans la planification du développement. La stratégie 2014-2024, qui englobe quatre grands domaines prioritaires et quatre thèmes transversaux (genre, changement climatique, technologie de l'information et de la communication et environnement) a été adoptée par 18 États membres de la CARICOM. Cependant, après la dévastation causée par les ouragans Irma et Maria en 2017, la stratégie a été revue pour combler les lacunes critiques. Un parcours de résilience pour les États membres de la CARICOM a été créé, axé sur les investissements et les actions sur cinq piliers, à savoir la protection sociale des plus vulnérables, la création d'opportunités économiques, la sauvegarde des infrastructures (secteur le plus touché par les ouragans), la protection de l'environnement et la préparation opérationnelle (réponse et reprise).

Pour la région du Pacifique, le **Système d'information sur les risques du Pacifique (PacRIS)** a émergé des travaux d'évaluation des risques de catastrophe qui a inspiré le développement de la Facilité pour les risques de catastrophe du Pacifique. PacRIS propose des profils de risque pour 15 pays ; des évaluations quantitatives et probabilistes des risques pour les principaux dangers et autres outils pour éclairer l'élaboration des systèmes d'alerte précoce et d'autres interventions de réduction des risques et de préparation aux cyclones tropicaux, tsunamis et tremblements de terre. Les défis majeurs rencontrés par les plateformes PacRIS (et DRClima) ont été de sensibiliser la population à leur existence et aux possibilités qu'elles offrent. PacRIS a partiellement surmonté ce problème en déployant des projets au niveau des pays qui développent et intègrent les produits associés à la plateforme dans le flux de travail des agences concernées.

La Plateforme DRClima de São Tomé-et-Principe et le Système d'information du Pacifique (PaCRIS) sont des outils convenables pour éclairer les activités de réduction des risques, d'adaptation au climat et d'autres politiques et investissements de développement

São Tomé et Príncipe a adopté une approche spatiale pour soutenir une planification résiliente du développement. Le pays a créé la plate-forme DRClima, une plate-forme géographique en ligne qui intègre des informations sur l'utilisation des terres,

les systèmes de transport, les enregistrements historiques des catastrophes, les cartes des inondations pour le climat actuel et futur à l'aide des scénarios climatiques et un registre des projets d'adaptation. La plateforme permet aux décideurs d'identifier les points chauds actuels et futurs pour les risques climatiques (par exemple, les zones à haut risque d'inondation) et offre des informations sur l'emplacement des projets d'adaptation et d'atténuation du climat mis en place pour la mise en œuvre des contributions déterminées à l'échelle nationale (NDC). Rassembler toutes ces informations sur une plateforme unique en ligne est une étape vers une meilleure coordination afin d'éviter les doubles emplois, d'améliorer la communication, de renforcer la synergie et d'intensifier les actions efficaces. Les premiers résultats obtenus grâce à l'utilisation de la Plate-forme DRClima indiquent que les investissements et les actions les plus urgents de renforcement de la résilience sont nécessaires dans les zones côtières du pays.

Ne laisser personne de côté: Stratégies inclusives et rôle des femmes

Les catastrophes et le changement climatique exacerbent les inégalités et affectent de manière disproportionnée les personnes aux capacités limitées pour anticiper et se préparer, faire face et se remettre de leurs impacts. Parmi les groupes vulnérables et/ou marginalisés figurent les femmes, les enfants et les personnes âgées, les personnes handicapées, les autres groupes marginalisés de la prise de décision, les personnes vivant dans des zones à haut risque et les pauvres. La réduction des vulnérabilités liées au genre et à la structure sociale est une condition nécessaire pour renforcer la résilience au climat et aux catastrophes. Elle nécessite des efforts importants pour répondre aux besoins des plus vulnérables et leur donner la voix. Les PEID ont fait des progrès pour renforcer l'inclusion dans les politiques et les opérations pertinentes, en s'assurant que les groupes vulnérables peuvent, de manière significative, participer et bénéficier des investissements dans le développement, l'adaptation au climat et la réduction et la réponse en cas de catastrophe. La conclusion d'une étude portant sur les dossiers de catastrophes dans 141 pays au cours d'une période de 21 ans indique que les femmes sont plus enclines à mourir lors de catastrophes et ont une espérance de vie réduite plus que celle des hommes à la suite de catastrophes. Cela est dû aux défis socioéconomiques quotidiens des femmes et aux obstacles liés à l'accès aux ressources, à l'éducation, à l'emploi aux politiques et aux possibilités de prise de décisions. Alors que les catastrophes liées au climat augmentent les défis des groupes marginalisés et vulnérables, y compris les femmes, intégrer l'égalité des sexes et l'autonomisation des

femmes dans les politiques et les investissements de réduction des risques de catastrophe et de renforcement de la résilience. Le renforcement de la résilience sexospécifique diminue l'exposition aux risques pour tous les groupes de population en utilisant une lentille sexospécifique pour réduire la vulnérabilité et les efforts de relèvement après sinistre.

Une double approche pratique pour atteindre cet objectif proposé par ONU Femmes comprend 1) la mise en place de systèmes, de plans et d'outils sensibles au genre pour créer un environnement favorable et 2) la mise en œuvre d'actions ciblées pour les filles et les femmes afin de répondre à leurs besoins. Les actions ciblées comprennent la mise en place de budgets adaptés au genre et la garantie que des dispositions politiques, stratégiques et programmatiques visant à: a) fournir aux femmes l'accès à la protection sociale et aux produits financiers avant le déclenchement d'une catastrophe, ainsi qu'à des programmes de compensation et d'indemnisation en espèces adaptés aux femmes à la suite de catastrophes; b) reconnaître et respecter le fait que les agricultrices dépendent de la terre, des ressources agricoles et naturelles pour leur subsistance, même si elles ne possèdent pas ces ressources et, c), s'assurer que les services efficaces de lutte contre la violence sexiste sont en place, car les données montrent que la violence basée sur le genre augmente énormément après les catastrophes.

Renforcer la résilience au climat et aux catastrophes

Les phénomènes météorologiques extrêmes combinés aux effets du changement climatique font des ravages dans les PEID et pèsent sur leurs moyens de subsistance, leurs économies, leurs systèmes sociaux et leurs environnements bâtis traditionnels. Le Vanuatu et Tonga, par exemple, se classent au premier et au deuxième rang des endroits les plus risqués au monde, car ils sont exposés et affectés chaque année par une multitude de risques liés au climat et autres tels que les volcans actifs, les tremblements de terre, les tsunamis et les cyclones. De l'autre côté de l'océan, Haïti et la plupart des îles des Caraïbes souffrent de dangers similaires. Haïti a perdu 100% de son PIB en 2010 en raison d'un tremblement de terre tandis que les Barbade et la Dominique ont été fortement touchées en 2017 par les ouragans Irma et Maria respectivement. Dans l'océan Indien, Madagascar et Maurice sont régulièrement visités par des cyclones tropicaux qui causent des dommages importants à des degrés divers à l'agriculture, aux infrastructures et aux logements en fonction de la gravité du cyclone.

Pour la plupart de ces pays, les effets des catastrophes se font

immédiatement sentir partout, avec des dommages et des pertes importants dans tous les secteurs de développement, mais affectant particulièrement le logement, les infrastructures publiques, les transports, le tourisme et les systèmes de santé. Tout retard dans l'intervention à la catastrophe affecte la capacité des gens à reprendre une vie normale. Pour prévenir cette situation, les PEID prennent des mesures concrètes pour protéger leurs communautés et leurs infrastructures contre les impacts des dangers, en améliorant la qualité de leurs infrastructures et de leur secteur du logement grâce à l'utilisation des codes du bâtiment, ainsi qu'en améliorant la cartographie des risques, les cadres réglementaires, la coordination inter-institutions et en sensibilisant la population locale à l'importance de ces mesures.

Instruments financiers et gestion pour renforcer la résilience

Comme l'ont démontré les ouragans Irma et Maria en 2017, les catastrophes dans les PEID peuvent entraîner d'énormes pertes sur leur PIB, compromettant les gains de développement durement gagnés et imposant des conditions financières paralysantes aux opérations gouvernementales, aux communautés et aux ménages. Pour éviter cette situation, les PEID développent et mettent en œuvre des solutions financières pour réduire les coûts économiques associés aux catastrophes et fournir des liquidités immédiates aux efforts de relèvement. Les mécanismes régionaux de mutualisation des risques de l'assurance souveraine, l'assurance agricole et immobilière et les fonds d'urgence sont quelques-uns des instruments financiers testés et utilisés pour renforcer la résilience en anticipant les moyens de couvrir le coût économique des impacts des catastrophes.

Les Seychelles ont conçu la première obligation bleu au monde et d'autres solutions financières innovantes pour financer l'adaptation au climat, la réduction des risques et les efforts de gestion durable des écosystèmes.

Les Seychelles ont considérablement progressé dans le renforcement de leurs marges de manœuvre budgétaires. Cependant, des défis subsistent, notamment l'absence d'évaluation systématique des risques liés aux catastrophes et au climat et son intégration dans la planification budgétaire. Après avoir utilisé un CAT DDO pour répondre aux besoins de liquidités immédiats après avoir été frappé par un cyclone en 2013, ils mettent désormais davantage l'accent sur la prévention des catastrophes en intégrant les considérations de gestion des risques dans les opérations

sectorielles. En outre, les Seychelles ont effectivement appliqué des solutions financières innovantes telles que les swaps de dette contre la nature axée sur la durabilité des océans, et ont émis la première obligation bleue du monde. Parmi les leçons apprises sur la voie du renforcement de la résilience, il convient de procéder à des évaluations initiales des risques et de la vulnérabilité et à la préparation de profils de risque et de cartes des dangers. Pour qu'elles réussissent, elles doivent être complétées par une solide gestion des investissements publics et une flexibilité budgétaire.

Des investissements clés sont nécessaires pour accélérer la mise en œuvre des politiques et interventions en matière de réduction des risques climatiques et de catastrophes dans les PEID. Il s'agit notamment des investissements dans:

- 1) **Le renforcement institutionnel et mécanismes** visant à améliorer la compréhension du concept de résilience dans les contextes national, sectoriel et local pour chaque pays.
- 2) **Les solutions fondées sur la nature** telles que les interventions intégrées de gestion des zones côtières, y compris la réglementation du développement côtier ; l'infrastructure verte et la foresterie durable.

3) **La résilience urbaine** : Un manque de sensibilisation aux risques au sein de la population est répandu dans les PEID et constitue un obstacle majeur à l'accélération de la mise en œuvre et de la durabilité des investissements dans le renforcement de la résilience.

4) **Les systèmes multirisques d'alerte rapide de bout en bout** pour les centres nationaux d'alerte nationale afin de communiquer avec les communautés éloignées et de communiquer avec leurs homologues des pays voisins.

5) **La résilience sociale et l'inclusion**: Les évaluations des risques, les profils de vulnérabilité et les registres de protection sociale peuvent aider à localiser les personnes et les groupes qui ont le plus besoin de soutien et d'intégration dans les initiatives de réduction des risques climatiques et de catastrophe.

Toutefois, pour que ces investissements soient efficaces, plusieurs goulots d'étranglement en matière de politique, de capacités et d'autres limitations qui entravent la mise en œuvre des actions et des investissements doivent être résolus de toute urgence. Ceux-ci sont résumés dans le tableau suivant:

Tableau 5 : Investissements clés pour soutenir la réduction des risques climatiques et de catastrophe dans les PEID

Limitations politiques et institutionnelles	Solutions Potentielles
✓ Faible capacité humaine à mettre en œuvre des politiques	✓ Transposer la politique dans la législation.
✓ Cadres juridiques faibles ou inexistantes pour la formulation et la mise en œuvre de nouvelles politiques (des cadres juridiques habitants doivent être mis en place avant que de nouvelles politiques ne soient formulées).	✓ Donner aux communautés les moyens d'être responsables de la mise en œuvre des politiques de réduction des risques au niveau local
✓ Cadres institutionnels inadéquats pour la mise en œuvre des politiques	✓ Créer un cadre pour les fusion -acquisitions appropriées pour mesurer les progrès et alertes lorsque des problèmes de durabilité apparaissent
✓ Faibles niveaux d'adhésion des décideurs, des organismes gouvernementaux et/ou des collectivités pour la formulation/le renforcement des politiques liées à la résilience, la mise en œuvre et l'application de la loi.	✓ Faire participer des partenaires au développement pour aider le gouvernement à combler les pénuries de capacité, le cas échéant.
✓ Problèmes de conformité aux politiques.	✓ Intégrer des solutions dans les cadres existants (p. ex. des solutions basées sur la nature dans les cadres de gestion côtière existants).
✓ Manque de sensibilisation au rôle joué par les différents organismes dans la réduction des risques de catastrophe	✓ Impliquer les communautés dans la mise en place de systèmes de récupération rapide.
✓ Faible capacité de suivi et de mise en œuvre des politiques.	✓ Éduquer et sensibiliser les groupes qui résistent au changement et sur les avantages du changement de leur comportement face aux situations à risque.
✓ Refus d'accepter des changements (p. ex. s'éloigner des zones à haut risque et se réinstaller ; changer les modes de vie traditionnels ou les comportements à risque).	✓ Adopter une approche plus programmatique de la coopération au développement, permettant la hiérarchisation, une meilleure coordination et des synergies entre les projets de développement
✓ Manque de synchronisation et de coordination entre les partenaires de développement et se terminant souvent par des doubles emplois inutiles.	

Source : Quatrième réunion du réseau des praticiens du SISRI, May 2019, Genève

Un exemple de soutien des partenaires au développement des PEID et des PMA

L'initiative de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+) est une initiative de l'Union européenne visant à soutenir l'action contre le changement climatique dans les PEID et les pays les moins avancés. Elle a des engagements de financement de 750 millions d'euros sur la période 2007-2020. L'AMCC+ fonctionne sur deux piliers : i) favoriser le dialogue politique pour élaborer des approches politiques communes; et (ii) mettre en œuvre des mesures d'atténuation du changement climatique. Cependant, en raison de la nature des pays partenaires, la plupart des 39 projets qui ont eu lieu dans les PEID ont été dans le domaine de l'adaptation. Les trois domaines prioritaires de l'initiative sont les suivants : (a) accroître la résilience aux chocs climatiques et promouvoir la réduction des risques de catastrophe; (b) intégrer le changement climatique dans la réduction de la pauvreté et le développement et, (c) soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies, de plans et d'actions d'adaptation et d'atténuation. Dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe, l'AMCC+ a financé des interventions dans les domaines des infrastructures de protection (abris contre les cyclones, systèmes de drainage, protection côtière, etc.); restauration de forêts protectrices; systèmes de protection sociale (assurances, filets de sécurité); systèmes d'alerte précoce

(inondations, cyclones, ondes de tempête); adaptation des politiques et de la recherche pour soutenir les actions de RRC.

De nombreux enseignements ont été tirés de la mise en œuvre des projets de l'AMCC+ dans les PEID, notamment que : ces investissements ont des coûts opérationnels élevés qui doivent être budgétisés; la flexibilité et une bonne compréhension des contextes nationaux et locaux, y compris sa dimension culturelle (et spirituelle) sont nécessaires lors de la planification des investissements et des opérations; les solutions basées sur la nature sont des investissements clés; des stratégies et des politiques globales de financement des risques (par exemple l'assurance) devraient être mises en place et, surtout, qu'il est crucial de tirer parti des stratégies d'adaptation existantes des collectivités locales et que davantage d'efforts devraient être faits pour rapprocher la science et les connaissances traditionnelles afin de relever les défis liés à l'adaptation. L'AMCC+ a également formé une communauté de praticiens (Capacity4dev.eu) où des centaines de personnes partagent des informations sur les événements, les outils, les lignes directrices et d'autres questions relatives au renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes.

PETITS ETATS - ACCES AU FINANCEMENT

Dettes et viabilité de la dette

Les niveaux élevés de dette publique demeurent un défi majeur pour de nombreux pays en développement (PED) et les Petits Etats insulaires (PEID) qui souhaitent financer leur développement pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) dans les délais requis. Les PED ont enregistré les stocks dettes et les risques de surendettement prendre des tendances haussières jusqu'en 2019. Environ 44 % des pays à faible revenu (PFR) et les pays les moins avancés (PMA) sont actuellement considérés comme étant à haut risque de surendettement extérieur ou déjà en situation de surendettement. La COVID-19, conjuguée aux chocs économiques mondiaux et des prix des produits de base, pourrait augmenter considérablement ce nombre, notamment en particulier en Afrique et dans les PEID tributaires exportateurs de pétrole.

La dette publique médiane des PED a continué d'augmenter en 2019, mais à un rythme plus lent. Après une croissance en pourcentage du PIB pendant la majeure partie de la dernière décennie (de 35% en 2012 à 49% en 2019), le ratio dette publique sur PIB se serait stabilisé dans tous les groupes de pays. Dans les PMA et les PEID, la dette publique médiane était de 47 et 58% du PIB respectivement. Cependant sous l'effet majeurs des changements dans la composition de la dette des PED, le fardeau du service de la dette a continué de s'alourdir.

Il convient de noter que plusieurs PEID présentent des problèmes particuliers de viabilité de la dette qui sont généralement négligés, en partie à cause de leurs niveaux de revenu par habitant plus élevés que ceux des autres PED. Les indicateurs de revenu par habitant masquent cependant la fragilité et la vulnérabilité inhérentes de ces pays à une série de chocs externes spécifiques à leur nature tels que les événements météorologiques extrêmes, le changement climatique et les chocs des termes de l'échange.

Ce chapitre aborde deux grands aspects de la dette. Il examine d'abord les tendances de la dette au niveau mondial et dans les PED et les évaluations des risques liés à la dette, et les changements sous-jacents des niveaux de dette publique et privée et de la composition de la dette. Ensuite, il explore les options politiques pour mobiliser plus de financement pour les investissements dans les ODD tout en maintenant la viabilité de la dette, par le biais d'emprunts et de prêts responsables (évaluations de la viabilité de la dette, gestion de la dette, transparence et principes de financement durable), d'instruments de financement innovants et des initiatives de résolution de crise de la dette (DSSI) dans le cadre d'une réponse responsable au COVID-19.

Dette : Tendances récentes, déterminants, et fardeaux dans les PEID et les autres PED

Depuis le début de la crise financière mondiale en 2008, l'encours de la dette mondiale qui représentait 152 milliards de dollars (soit 239% du PIB mondial) a continué d'augmenter et s'élève à 228 milliards de dollars (soit 267% du PIB mondial) en 2018. Dans les pays développés, le taux de croissance de la dette a ralenti après l'augmentation initiale de la dette publique à la suite de la crise financière mondiale. En revanche, dans les PED la dette publique et la dette privée ont augmenté, la dette privée s'accroissant particulièrement fortement après la crise.

La politique monétaire expansionniste « quantitative easing » dans les économies développées au lendemain de la crise de 2008, qui a alimenté la recherche de rendement des investisseurs, a permis à un nombre croissant de PED d'emprunter auprès des sources commerciales. Cette politique a également atteint les bilans des entreprises dans les PRI, les obligations d'entreprises des marchés émergents offrant des opportunités d'investissement à haut rendement.

Un nombre important de pays en situation de risque élevé de soutenabilité de la dette

En 2019 et avant l'épidémie de COVID-19, les projections du FMI indiquaient une stabilisation des ratios dette sur PIB des PED à faible revenu pour l'avenir. Néanmoins, les tests de résistance de l'évaluation de la viabilité de la dette suggéraient que de nombreux pays restent exposés à une dégradation en cas de chocs mondiaux.

Le COVID-19, ainsi que la chute soudaine et dramatique des

prix du pétrole, a considérablement accru la probabilité que de tels chocs - en particulier une croissance mondiale plus faible que prévu et une baisse des prix des matières premières - se matérialisent. Environ 44% des PED à faible revenu éligibles au Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) du FMI étaient évalués à haut risque de surendettement extérieur ou déjà en situation de surendettement avant le COVID-19; Dix-neuf d'entre eux sont des PMA. Dix pays, dont six PMA, étaient surendettés à la fin de 2019 (Érythrée, Gambie, Grenade, Mozambique, République du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Somalie, Soudan du Sud, Soudan et Zimbabwe).

Augmentation de la dette publique des PED et PEID jusqu'en 2019

La dette publique médiane des PED a continué d'augmenter en 2019, mais à un rythme plus lent. Après avoir augmenté en pourcentage du PIB pendant la majeure partie de la dernière décennie (de 35% en 2012 à 49% en 2019), le ratio dette publique sur PIB se serait stabilisé dans tous les groupes de pays. Dans les PMA et les PEID, la dette publique médiane était respectivement de 47 et 58% du PIB. Toutefois le fardeau du service de la dette (service de la dette par rapport aux recettes publiques) a continué d'augmenter, principalement en raison des changements dans la composition de la dette des PED.

Montée des créanciers privés et non membre du Club de Paris dans la composition de la dette des PED

Malgré une légère baisse en 2018, les emprunts à des conditions commerciales ont dépassé les autres sources de crédit extérieur au cours des deux dernières années dans les PED. La dette multilatérale a augmenté d'un point de pourcentage du PIB entre 2016 et 2018, stoppant la baisse observée entre 2010-2016. Les prêts des créanciers bilatéraux officiels sont restés globalement stables ces dernières années, la Chine représentant une part plus importante qu'il y a dix ans.

Parmi les sources commerciales de crédit, les emprunts obligataires sur les marchés financiers internationaux ont continué de croître au cours des deux dernières années. Les obligations libellées en devises ont été la source de financement à la croissance la plus rapide pour les économies frontalières, principalement en Afrique subsaharienne. La dette en monnaie locale a également augmenté, les avoirs de non-résidents continuant de croître dans une poignée de pays.

Le financement par les marchés financiers internationaux et nationaux a permis aux pays de financer de nouveaux investissements, mais non sans conséquence. Un tel financement comporte un coût et un risque plus élevés que le financement officiel traditionnel, et la baisse relative de l'APD a fait monter les taux d'intérêt moyens sur la dette extérieure. Le service total de la dette publique devrait représenter 13% des recettes fiscales des PED à faible revenu en 2019, contre environ 12% en 2013.

Parallèlement, les échéances moyennes des nouveaux engagements extérieurs ont continué de baisser, augmentant encore le risque de refinancement. Entre 2017 et 2018, la maturité moyenne de la dette extérieure est passée de 21,6 à 20,6 ans, prolongeant une tendance à la baisse amorcée en 2010. Bien entendu, la montée du risque de refinancement affecte particulièrement les PED ayant accès aux marchés internationaux de la dette. Les besoins de refinancement des eurobonds de ces pays augmenteront au cours des 5 prochaines années pour atteindre une moyenne annuelle de près de 5 milliards de dollars, contre moins de 2 milliards de dollars en 2017-2018.

Tendance haussière de la dette privée dans les PED

La dette du secteur privé reste un moteur majeur de la croissance totale de la dette des PED et représentait 139% de leur PIB à la fin de 2018. Les prêts aux sociétés non financières sur les marchés émergents et en Chine en particulier expliquent l'essentiel de cette augmentation. Mais même dans les PFR dotés de systèmes financiers peu profonds, la dette du secteur privé s'élève désormais à environ 18% du PIB, contre environ 12% juste avant le début de la crise de 2008.

Cette dette croissante du secteur privé soulève des problèmes de viabilité de la dette. D'abord, elle rend les pays vulnérables aux inversions de flux de capitaux et aux crises monétaires, et met en danger la stabilité financière et, en fin de compte, la viabilité de la dette publique. Ensuite, elle ne semble pas avoir stimulé l'investissement productif car la croissance de la dette des entreprises a dépassé la vitesse de formation de capital dans de nombreux PED, tout en détériorant la solvabilité des entreprises non financières.

Par ailleurs, dans certains pays, la viabilité de la dette publique pourrait également être menacée par l'augmentation de la dette des entreprises publiques, qui représentent désormais une part importante de la dette totale des marchés émergents et ont, dans certains cas, profité des conditions financières mondiales faciles au cours de la dernière décennie pour augmenter

considérablement leur dette en devises fortes. In fine, la hausse de la dette des entreprises publiques pourrait avoir un impact sur la situation budgétaire du gouvernement, en particulier dans les pays à endettement élevé.

La nécessité de recourir à des emprunts et prêts viables et responsables pour financer les ODD

La dette est une source clé de financement pour le développement durable et de nombreux investissements dans les ODD peuvent générer les ressources nécessaires pour rembourser la dette. Pourtant, l'ampleur des déficits de financement des ODD remet en question la capacité des PED à mobiliser un financement suffisant de la dette publique pour atteindre les ODD tout en maintenant des niveaux d'endettement soutenables. Par exemple, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) estime que, si elle était financée par des emprunts supplémentaires, la réalisation des quatre premiers ODD d'ici 2030 entraînerait une augmentation spectaculaire de la dette publique des PED en même temps que sa vulnérabilité. Dans le même sens, une étude du FMI estime que les investissements dans les ODD dans cinq domaines qui nécessitent généralement des dépenses publiques (éducation, santé, routes, électricité, eau et assainissement) porteraient les dépenses annuelles supplémentaires d'environ 15 points de pourcentage du PIB dans les pays les plus pauvres. De manière réaliste des financements de tels dépenses supplémentaires nécessaires ne pourraient être réalisées qu'en empruntant à grande échelle à des conditions commerciales qui entraîneraient une forte augmentation des charges d'intérêts et des risques de surendettement.

La question cruciale est donc: comment créer un espace budgétaire pour des investissements publics supplémentaires dans les ODD, en particulier pour les pays fortement endettés? Pour tenter de répondre à une telle question, nous pensons qu'il y a un certain nombre de solutions intéressantes. Pour les PEID et les autres PED africains de notre groupe, nous voulons insister sur la nécessité de : (i) identifier les opportunités grâce à l'approche du bilan; (ii) améliorer les outils d'analyse pour des évaluations de la viabilité de la dette meilleures, (iii) renforcer la gestion de la dette publique, (iv) améliorer les données, les rapports et la transparence sur la dette, (v) recourir aux initiatives internationales de financement (IDA, IMF, CNUCED, G-20, etc.), (vi) recourir aux instruments innovants de dette ; (vii) prendre avantage de l'initiative du moratoire du service de la dette du G20 en réponse au COVID19.

Identifier les opportunités par l'approche bilancielle

Les investissements productifs, tout en augmentant les ratios d'endettement à court terme, peuvent générer des revenus futurs et une croissance plus élevée, conduisant à des ratios d'endettement inférieurs au fil du temps et créant un cercle vertueux. Il est important pour les pays lourdement endettés d'analyser l'impact de l'investissement et les risques globaux présentés par les actifs et les passifs afin de mieux comprendre où ils pourraient disposer d'un espace budgétaire. Une analyse du bilan peut aider à cet égard. Dans le même temps, il est extrêmement difficile de prévoir l'impact des emprunts pour investissement sur les taux de croissance, en raison des incertitudes entourant l'efficacité des investissements et la rétroaction de la croissance.

Améliorer les outils d'analyse pour les évaluations de la viabilité de la dette

Relever correctement les liens de croissance des investissements est l'un des éléments d'une solide analyse de la viabilité de la dette. En 2018, le Cadre de Soutenabilité de la Dette des PFR (DSF – LIC) du FMI intègre à nouveau d'autres éléments clés, notamment des tests de résistance supplémentaires adaptés aux vulnérabilités économiques propres à chaque pays, des exigences accrues en matière de transparence et une couverture de la dette plus large. Il est important que les PED et les PEID saisissent correctement la capacité de remboursement de la dette des entreprises publiques lors de leur intégration à une analyse DSF. Le FMI examine également actuellement le cadre d'évaluation de la viabilité de la dette dans les pays ayant un accès important aux marchés internationaux de la dette et sa dernière série de propositions est prévue d'être examinée par son Conseil d'administration en 2020 et introduite dans les analyses des pays en 2021.

Renforcer la gestion de la dette publique

Les PED ont, dans la plupart des cas, fait des progrès pour renforcer l'évaluation de la performance de la gestion de la dette (DeMPA) afin à la fois de libérer des ressources pour l'investissement et de réduire le risque de crise de la dette. Cependant, des lacunes persistent dans la gestion de la dette dans des domaines tels que l'établissement de rapports et l'audit de la dette, ainsi que la formulation de stratégies de gestion de la dette. D'autres préoccupations concernent le fait que la gestion de la dette peut parfois être insuffisamment centrée sur le long terme, en utilisant des cadres d'emprunt sous-optimaux; les audits sont insuffisants; l'absence de gestion des risques opérationnels; la

mauvaise prévision et gestion des flux de trésorerie; la capacité insuffisante du personnel des bureaux de gestion de la dette; la couverture partielle de la dette; et des rapports sur la dette très limités.

Améliorer les données, les rapports et la transparence sur la dette

Des données actualisées et complètes sur le niveau et la composition de la dette sont une condition préalable non seulement à la gestion efficace des engagements publics, mais aussi à l'identification des risques de crise de la dette et à la limitation de leur impact. Entre 2008 et 2018, les indicateurs de transparence de la dette se sont améliorés au fil du temps et un tiers des PED à faible revenu publient également régulièrement des bulletins statistiques sur la dette, y compris les deux tiers des marchés frontaliers. Nonobstant, des problèmes importants subsistent dans de nombreux pays en ce qui concerne à la fois la qualité des données sur la dette publique et le niveau de notification. Les départs élevés et fréquents du personnel restent un problème courant et récurrent. La couverture limitée de la dette publique totale est un autre problème répétitif, avec des difficultés spécifiques liées à la dette des municipalités et autres collectivités locales et aux passifs éventuels.

La réponse internationale pour aborder le renforcement des capacités en matière de données, de rapports et de transparence sur la dette comprend essentiellement : (i) l'approche multidimensionnelle (MPA) du FMI et de la Banque mondiale fournit un cadre pour aider à remédier aux risques de surendettement et à combler les écarts de gestion de la dette là où ils existeraient; ii) le programme Système de gestion de la dette et d'analyse financière (SYGADE) de la CNUCED qui est un cadre d'évaluation de la qualité des données sur la dette visant à évaluer et contrôler la qualité des données enregistrées dans les bases de données de la dette des pays.

Participer aux nouvelles initiatives internationales, notamment la SDFP de l'IDA, la politique révisée du plafonnement de la dette du FMI, le DSSI du G20

Alors que les risques surendettement croissants menacent la réalisation des ODD dans le contexte d'un paysage de la dette plus complexe, une attention renouvelée est justifiée pour l'engagement post-2015 encourageant à œuvrer en faveur d'un consensus mondial sur des lignes directrices pour les responsabilités des débiteurs et des créanciers, en s'appuyant sur les initiatives existantes. Plusieurs initiatives complémentaires de financement

durables sont actuellement en cours pour promouvoir des emprunts et des prêts responsables.

La politique de financement du développement durable (SDFP) de l'IDA de la Banque mondiale a été lancée le 1er juillet 2020 et la politique révisée de plafonnement de la dette du FMI devrait également entrer en vigueur au cours du second semestre 2020. Les deux politiques visent à mieux s'aligner sur le nouveau paysage des emprunts, notamment permettre d'emprunter (sous réserve de garanties); créer de meilleures conditions de ciblage des vulnérabilités; et soutenir une transparence et une gestion de la dette renforcées.

L'Institut international des finances a formulé des principes volontaires couvrant la divulgation de données sur la dette par les créanciers privés. Étant donné le potentiel de problèmes d'agence chez les emprunteurs la divulgation par les prêteurs est un moyen important de rendre des comptes. L'initiative devrait se concrétiser en 2020, après identification d'un hôte pour les données qui devraient être accessibles au public.

Les principes de la CNUCED sur la promotion de prêts et d'emprunts souverains responsables fournissent un cadre conceptuel pour guider les meilleures pratiques en matière de prêts et d'emprunts souverains. Ils visent à : (i) établir un équilibre entre les responsabilités des prêteurs et des emprunteurs; (ii) se concentrer sur la sauvegarde de l'intérêt public dans le financement et la passation de marchés par dette souveraine; et (iii) soutenir une approche holistique de l'évaluation des projets d'investissement public et une gestion et un suivi adéquats pour minimiser les incidences de surendettement et éviter les restructurations.

Le G20 a articulé ses orientations pour un financement durable en 2017. Leur objectif est essentiellement d'améliorer l'accès à un financement viable pour le développement tout en veillant à ce que la dette souveraine reste soutenable en favorisant le partage d'informations et la coopération entre les emprunteurs, les créanciers et institutions financières internationales, ainsi que l'apprentissage par le renforcement des capacités. Le G20 a utilisé un outil de diagnostic développé avec l'aide du FMI et de la Banque mondiale en 2019 pour aider les créanciers à diagnostiquer leur niveau de conformité avec les 17 pratiques sous-tendant directives opérationnelles du G20.

Nous pensons que ces initiatives volontaires et non contraignantes peuvent apporter une contribution importante à la promotion d'emprunts et de prêts responsables, notamment en améliorant la transparence et en promouvant la coopération entre les débiteurs et les créanciers. Elles peuvent aussi aider à atténuer

les asymétries d'information qui surviennent dans le domaine de la dette souveraine.

Recourir aux instruments de dette innovants

Différents types d'instruments de dette innovants ont été proposés et certains ont été mis en œuvre à petite échelle ou à titre expérimental. Leur objectif principal est soit (i) de créer de l'espace pour des investissements supplémentaires dans les ODD, soit (ii) de mieux gérer les chocs et les risques. Les Swaps de dette et mécanismes innovants associés pourraient aider à créer un espace budgétaire pour mieux financer les ODD. Les Swaps de dette permettent aux pays d'utiliser des fonds autrement immobilisés dans le service de la dette pour une initiative sociale ou environnementale. Ils ne réduisent généralement pas le fardeau de la dette d'un pays; ils troquent plutôt les paiements du service de la dette d'un pays contre des investissements dans le développement durable.

Les instruments de dette subventionnés par l'État peuvent également aider à créer un espace budgétaire supplémentaire, mais leur objectif principal est d'aider les pays à mieux répondre aux chocs en préservant l'espace budgétaire en temps de crise. Les instruments de dette subordonnés à l'État contiennent un mécanisme de déclenchement qui reporte automatiquement les paiements du service de la dette qui arrivent à échéance pendant une crise d'un type spécifique. Un certain nombre d'obligations avec des clauses conditionnelles à l'État dans leurs contrats ont été émises, notamment pour le PEID dans les Caraïbes où le déclencheur est l'avènement d'un ouragan d'une gravité spécifiée. À ce jour, ces obligations n'ont été introduites que par les gouvernements restructurant leur dette comme à la Barbade.

Participer à l'Initiative de suspension du service de la dette du G20 en réponse au COVID-19

Le Comité du développement de la Banque mondiale et les ministres des finances du G20 ont approuvé l'Initiative de suspension du service de la dette (DSSI) en réponse à un appel de la Banque mondiale et du FMI à accorder la suspension du service de la dette aux pays les plus pauvres pour les aider à gérer les graves conséquences de la pandémie de covid-19. Il est urgent de suspendre le service de la dette avec une participation large et équitable pour permettre aux pays à faible revenu de concentrer leurs ressources sur la lutte contre la pandémie. Notons que le G20 a appelé les créanciers privés à participer à l'initiative à des conditions comparables.

Le COVID-19 ayant déclenché la récession mondiale la plus profonde depuis la Seconde Guerre mondiale, l'objectif principal de la DSSI est de permettre aux pays pauvres de concentrer leurs ressources sur la lutte contre la pandémie et la sauvegarde de la vie et des moyens de subsistance de millions de personnes les plus vulnérables. Le FMI et la Banque mondiale soutiennent la mise en œuvre de la DSSI, en surveillant les dépenses, en améliorant la transparence de la dette publique et en garantissant des emprunts prudents.

Un objectif clé de la DSSI est de permettre une réponse efficace aux crises. Les emprunteurs s'engagent donc à utiliser les ressources libérées pour augmenter les dépenses sociales, sanitaires ou économiques en réponse à la crise. Les bénéficiaires s'engagent également à divulguer tous les engagements financiers du secteur public (concernant la dette et les instruments analogues à la dette). Des données fiables sur les engagements financiers du secteur public amélioreront les évaluations de la viabilité de la dette et des besoins de financement. Une plus grande transparence de la dette est essentielle pour aider les pays à prendre des décisions d'emprunt et d'investissement plus éclairées et pour attirer les investissements directs étrangers. Dans le cadre de la DSSI, les pays s'engagent également à limiter leurs emprunts non concessionnels, comme le soutiennent les plafonds des programmes du FMI et les politiques d'emprunt non concessionnelles de la Banque mondiale.

La DSSI profite aux pays à faible revenu de différentes manières selon la nature des emprunteurs et le montant de leurs dettes. La plupart des PFR africains, y compris le PEID dans notre région, bénéficieront de l'initiative avec des économies potentielles DSSI dépendant des créanciers du pays, comme soigneusement présenté dans le tableau dont les estimations datent du 20 juillet 2020.

Mobilisation des ressources internes

Les discussions sur le financement du programme de développement durable mettent l'accent sur les ressources nationales en tant que source de financement la plus importante disponible pour financer les ODD. Comparés aux économies plus grandes, les Petits Etats insulaires en développement (PEID) ont tendance à être confrontés à des réalités sociales, géographiques, démographiques et économiques très différentes. Leurs économies ont tendance à être plus ouvertes et beaucoup moins diversifiées, avec une base de ressources imposables étroite et des types d'activités économiques relativement limités et ne bénéficiant pas facilement d'économies d'échelle.

A cet effet, la mobilisation des ressources nationales (MRN) est un défi pour de nombreux PEID. D'une part, la fourniture de biens publics a tendance à être plus coûteuse par habitant par rapport aux pays ayant une population plus importante voire plus concentrée. Les recettes fiscales en pourcentage du PIB devraient probablement être encore plus élevées dans les PEID que dans de nombreux autres pays car le coût marginal de la fourniture de biens publics y est plus élevé. D'autre part, la libéralisation croissante des échanges conduit à l'érosion des assiettes fiscales de nombreux PEID qui dépendent fortement de la fiscalité commerciale pour générer des recettes fiscales. Enfin, certains investissements peuvent ne pas sembler coûteux en termes de volume, mais pour les PEID, ils sont extrêmement élevés et les ressources nationales à elles seules ne seront probablement pas suffisantes pour les financer.

Il convient de noter qu'il existe une grande variation entre les PEID en termes de capacités de MRN. La plupart des PEID n'ont pas réussi à augmenter considérablement leurs ratios impôts sur le PIB. De même, certains PEID ont réussi à élargir l'assiette de l'impôt sur le revenu des particuliers, mais un nombre d'entre eux s'appuient largement sur la fiscalité indirecte, en particulier sur la valeur ajoutée et les taxes de vente qui peuvent être régressives. Les exonérations fiscales généralisées contribuent systématiquement à de faibles niveaux de recouvrement dans de nombreux pays. Les efforts pour contrôler l'évasion et la fraude fiscales et d'autres flux illicites ont également souvent été faibles.

Si de nombreux PEID peuvent sans aucun doute faire davantage pour améliorer la qualité de leurs institutions et de leurs dépenses, il faut également reconnaître que ces efforts, bien que nécessaires, ne suffiront pas non plus à répondre aux demandes d'investissement pour atteindre les ODD à l'horizon 2030. Ainsi, les ressources internationales constitueront un complément essentiel.

Sur la base des travaux faits par le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE et les plus récents rapports sur le financement du développement durable 2020 et 2019, ce chapitre passe d'abord en revue la situation et la stratégie de la MRN dans les PED, incluant les PEID. Tout en gardant en esprit l'urgent objectif de financer les ODDs, il fournit ensuite quelques éléments essentiels pour accélérer la MRN dans ces pays en mettant l'accent sur la nécessité de renforcer et numériser l'administration fiscale, ainsi que lutter contre l'évasion et la fraude fiscales. Finalement, il propose quelques éléments complémentaires pour une plus grande MRN, à savoir : renforcer la coopération fiscale internationale, lutter contre les flux financiers illicites et aligner les dépenses et les investissements aux budgets pour mieux

Tableau 6 : Situation et estimations de l'épargne potentielle de la participation des pays africains à la DSSI

Pays Africain	Participation au DSSI?	Risque de surendettement extérieur	Risque de surendettement global	Date de la publication du de l'AVD (DSA)	Epargne potentielle du DSSI (millions de \$)	Epargne potentielle du DSSI (% du PIB de 2019)
Angola	Oui	...	...	...	\$2645.6	3.1%
Benin	Non	Modéré	Modéré	Dec-19	\$13.7	0.1%
Burkina Faso	Oui	Modéré	Modéré	Avr-20	\$23.3	0.2%
Burundi	Oui	Élevé	...	Avr-15	\$3.9	0.1%
Cabo Verde	Oui	Élevé	Élevé	Avr-20	\$14.9	0.7%
Cameroun	Oui	Élevé	Élevé	Mai-20	\$276.1	0.7%
Centrafrique	Oui	Élevé	Élevé	Avr-20	\$6.3	0.3%
Chad	Oui	Élevé	Élevé	Avr-20	\$61.0	0.5%
Comores	Oui	Modéré	Modéré	Aout-19	\$2.3	0.2%
Congo (RDC)	Oui	Modéré	Modéré	Avr-20	\$104.4	0.2%
Congo (Rep)	Oui	Surendetté	Surendetté	Jan-20	\$146.2	1.3%
Côte d'Ivoire	Oui	Modéré	Modéré	Avr-20	\$232.1	0.4%
Djibouti	Oui	Élevé	Élevé	Oct-19	\$59.2	1.6%
Ethiopie	Oui	Élevé	Élevé	Avr-20	\$511.3	0.5%
Gambie	Oui	Élevé	Élevé	Avr-20	\$11.5	0.7%
Ghana	Non	Élevé	Élevé	Avr-20	\$354.1	0.5%
Guinée	Oui	Modéré	Modéré	Aou-19	\$129.7	0.9%
Guinée-Bissau	Non	Modéré	...	Juin-18	\$0.9	0.1%
Kenya	Non	Élevé	Élevé	Mai-20	\$802.6	0.8%
Lesotho	Oui	Modéré	Modéré	Avr-19	\$9.5	0.3%
Liberia	No	Modéré	Élevé	Dec-19	\$1.8	0.1%
Madagascar	Oui	Faible	Modéré	Avr-20	\$24.0	0.2%
Malawi	Oui	Modéré	Élevé	Dec-19	\$17.1	0.2%
Mali	Oui	Modéré	Modéré	Sep-19	\$52.3	0.3%
Mauritanie	Oui	Élevé	Élevé	Avr-20	\$90.0	1.2%
Mozambique	Oui	Surendetté	Surendetté	Mai-19	\$294.2	2.0%
Niger	Oui	Modéré	Modéré	Avr-20	\$25.8	0.2%
Nigeria	Non	...	...	...	\$107.5	0.0%
Rwanda	Non	Modéré	Modéré	Avr-20	\$12.6	0.1%
São Tomé e Príncipe	Oui	Surendetté	Surendetté	Avr-20	\$2.1	0.5%
Senegal	Oui	Modéré	Modéré	Avr-20	\$131.7	0.6%
Sierra Leone	Oui	Élevé	Élevé	Dec-18	\$7.0	0.2%
Somalia	Non	Surendetté	Surendetté	Mar-20	...	...
South Sudan	Non	Surendetté	Surendetté	Jun-19	...	...
Tanzania	Oui	Faible	...	Jan-18	\$148.9	0.2%
Togo	Oui	Modéré	Élevé	Oct-19	\$25.8	0.5%
Uganda	Oui	Faible	Faible	Mai-19	\$95.4	0.3%
Zambie	Oui	Élevé	Élevé	A-19	\$139.2	0.6%
TOTAL DSSI					\$11,548.5	

financer le développement durable. Il convient de souligner que tout au long de ce chapitre et sur la base des données désagrégées, les performances et les politiques de MRN des PEID ne sont pas substantiellement très différents de ceux des autres PED.

Situation et stratégies de MRN

Les PED et la majorité des PEID ont reçu des recettes fiscales croissantes en 2018. Toutefois cette performance louable n'est pas intégrée dans une approche de stratégie de revenu à moyen terme et reste bien faible pour faire face aux besoins de financement pour atteindre les ODD.

Augmentation des recettes fiscales en 2018, mais à des niveaux inférieurs aux besoins de financement des ODD

En 2018, les recettes fiscales, mesurées comme le ratio médian des recettes fiscales par rapport au PIB, ont augmenté dans 53 pays PED et diminué dans 46. Les PEID et les pays à revenu intermédiaire (PRI) ont vu leurs recettes fiscales augmenter se situant à 21,6% et 19,2% respectivement, tandis que les pays les moins avancés (PMA) ont subi une légère baisse atteignant 12,1% (graphique 1). Le ratio médian des recettes fiscales par rapport au PIB des pays développés (PD) a légèrement diminué, en grande partie en raison de la réforme de la fiscalité aux États-Unis d'Amérique.

Les disparités régionales sont notoires entre 2012 et 2017, avec des recettes fiscales chutant et à des niveaux médians les plus bas (en pourcentage du PIB) en Asie et en Afrique, contre une reprise des recettes fiscales en Europe, l'Océanie et l'Amérique.

Les recettes fiscales varient également considérablement d'un pays à l'autre au sein d'une même région. Si les revenus en Afrique ont diminué en moyenne de 2012 à 2017, causé principalement par l'impact de la baisse des prix des produits de base sur les recettes fiscales dans les pays dépendants des produits de base; les recettes fiscales ont augmenté dans 21 pays non dépendants des matières premières au cours de la période.

Les recettes par type de taxe montrent des différences structurelles supplémentaires dans les recettes fiscales entre les pays et les régions. Tous les pays dépendent des impôts sur les biens et services suivis de l'impôt sur le revenu, avec des parts faibles (et souvent en baisse) de l'impôt sur les sociétés. L'essentiel de l'augmentation des taxes depuis 2007 provenait des taxes sur les biens et services (principalement la taxe sur la valeur ajoutée

(TVA)), notamment dans les PMA et les PEID.

Les PED sont plus dépendants de l'impôt sur les sociétés que les pays développés, une dépendance qui dans les PRI s'est accrue au cours des deux dernières décennies. Les PED, en particulier les PEID, dépendent également davantage plus des taxes commerciales.

Les politiques fiscales et les décisions sur le dosage fiscal optimal pour chaque pays dépendront des structures économiques et sociales nationales, ainsi que des priorités politiques nationales. Mais ils sont également influencés par et doivent répondre aux tendances mondiales, telles que l'impact des changements technologiques sur les salaires et la part des bénéficiaires. Dans un environnement mondial de taux d'intérêt bas, les pays ayant accès aux marchés peuvent trouver l'emprunt plus opportun sur le plan politique que d'entreprendre de lourdes réformes fiscales. L'environnement politique propice à des changements dans la composition fiscale doit également être pris en compte, car l'élargissement de l'assiette fiscale signifie que certaines circonscriptions qui auparavant ne payaient pas (ou payaient très peu) d'impôt sur le revenu seront désormais invitées à contribuer davantage aux ressources publiques nationales.

Une MRN encore faiblement intégrée à des stratégies de revenu à moyen terme

A la lumière de l'évolution des recettes fiscales encore en dessous du potentiel dans les PED et les PEID, il est important de souligner que la planification gouvernementale intégrée dans la MRN et la réalisation des ODD demeure une approche essentielle. A cet effet, une stratégie de recettes à moyen terme (MTRS) peut être la pierre angulaire pour l'efficacité d'une réforme fiscale et d'une politique de développement, ainsi que pour la réussite d'une planification gouvernementale plus large. Un MTRS est une approche globale de la réforme fiscale, basée sur des objectifs de revenus alignés sur les besoins de développement, y compris l'égalité sociale et économique, la parité et l'inclusion entre les sexes, et les impacts environnementaux. Il examine la mobilisation des recettes pour soutenir un plus grand investissement public ainsi que les incidences du système de recettes sur le développement économique et social. En liant la collecte des recettes aux dépenses pour une prestation de services publics de qualité à travers les cycles politiques et économiques, un MTRS peut renforcer le contrat social entre le citoyen et l'État.

Pour que cette stratégie réussisse, il serait essentiel que son élaboration soit suffisamment appropriée par le pays, notamment en disposant d'un mécanisme permettant au gouvernement de

relever de manière significative ses défis propres en matière de mobilisation des recettes, ainsi qu'avoir un cadre dans lequel il peuvent adapter et ajuster les réformes en fonction des défis de mise en œuvre. En d'autres termes pour que cette stratégie soient efficaces, elle doit appartenir au pays, refléter les priorités de développement, être préparée par l'ensemble du gouvernement et bénéficier du plein appui des leaders de la politiques nationale. Cela renforce le contrat social et la responsabilité envers les citoyens, qui peuvent exiger une meilleure prestation de services parallèlement à une gouvernance plus efficace. En 2019, 19 pays en sont à un stade de développement d'un MTRS en collaboration avec le FMI ou le Groupe de la Banque mondiale, dont 12 autres pays ont entamé le processus de pré-formulation du dialogue, y compris des ateliers, des consultations avec parties prenantes et analyse initiale de la politique fiscale.

Renforcer l'administration et réduire l'évasion et la fraude fiscales

Les PEID, comme tous les autres PED, doivent d'abord consolider leurs efforts de MDR en renforçant les capacités de leurs administrations fiscales par le renfort et soutien de leurs ressources humaines et l'adoption des technologies idoines. Ils doivent aussi mener tous les efforts nécessaires pour lutter contre l'évasion et la fraude fiscales.

Améliorer les capacités, incluant l'adoption des technologies, de l'administration fiscale

Le renforcement des capacités de l'administration fiscale est essentiel pour une meilleure planification à moyen terme. En effet, l'administration fiscale dispose de capacités plus faibles dans les PMA et dans certains PRI. Les PFR comptent environ un dixième des effectifs des pays à revenu élevé. Au regard de tous les groupes de revenus, la population par employé de l'administration fiscale a augmenté entre 2016 et 2017, suggérant une diminution de la capacité de l'administration fiscale ou une augmentation de la productivité du personnel, certainement grâce à l'adoption de la technologie. Le pourcentage de femmes parmi le personnel et les cadres de l'administration fiscale augmente avec les niveaux de revenu des pays plus élevés. Une représentation plus équitable des femmes parmi le personnel des administrations fiscales et des ministères des finances, qui élaborent souvent la politique fiscale, peut contribuer à garantir que les incidences sexospécifiques des politiques fiscales soient plus efficacement prises en compte dans la prise de décision.

L'évaluation diagnostique de l'administration fiscale (TADAT), cadre utile pour mesurer les éléments clés d'une administration fiscale, pourrait aussi aider les PEID à mieux préparer leurs stratégies de revenus. Il permet de guider les décisions de haut niveau sur les efforts de réforme de l'administration fiscale. Certaines administrations douanières utilisent des éléments pertinents de cet outil pour surveiller les performances et mettre en œuvre des mesures correctives. Plus de pays devraient recourir à cet outil, bien qu'en fin janvier 2020, 92 évaluations TADAT ont été effectuées.

L'adoption des technologies idoines peut permettre d'améliorer la capacité et la productivité du personnel de l'administration fiscale et le respect du régime fiscal. Selon des études récentes de la Banque mondiale, l'adoption effective du dépôt électronique non seulement rationalise les efforts de l'administration fiscale, mais permettrait également de réduire les coûts de mise en conformité pour les contribuables.¹¹ Le recours au dépôt électronique est nettement plus faible dans les pays à faible revenu que dans les pays à revenu intermédiaire ou élevé, bien que de manière générale les taux aient augmenté de 2016 à 2017 dans tous les groupes. De même, les PRI de la tranche inférieure ont les taux d'adoption des paiements électroniques les plus élevés en moyenne, contrairement aux PFR. En somme, une marge d'amélioration considérable de l'efficacité de l'administration peut être espérée pour des pays qui adopte des technologies numériques.

La technologie traditionnelle et les solutions logicielles peuvent simplifier l'administration fiscale et fournir une suite améliorée de services électroniques aux contribuables. La technologie numérique crée également de nouveaux outils pour améliorer la surveillance fiscale et réduire le fardeau administratif des contribuables. Par exemple, la technologie peut aider à renforcer l'exactitude des informations dans les bases de données de l'administration fiscale. Les appareils connectés, tels que les caisses enregistreuses électroniques sécurisées, peuvent mesurer et transmettre des données précises en temps réel et améliorer la conformité fiscale en s'attaquant aux ventes non déclarées. Pour la plupart des PEID et des PED, il est encore trop précoce d'évaluer l'impact des technologies avancées telles que l'intelligence artificielle, déterminer les bonnes pratiques et cibler les investissements susceptibles d'avoir des rendements plus élevés. Cependant, les technologies sont prometteuses pour tous les pays quelques soient leurs niveaux de développement.

Les investissements dans l'administration des recettes, y compris dans l'adoption de la technologie, doivent être soigneusement

¹¹ Anna Kochanova, Zahid Hasnain, and Bradley Larson, "Does E-Government Improve Government Capacity? Evidence from Tax Compliance Costs, Tax Revenue, and Public Procurement Competitiveness", *The World Bank Economic Review*, vol. 34, Issue 1 (30 May 2018), pp. 101-120.

examinés parallèlement à l'ensemble des réformes des recettes. Les partenaires internationaux peuvent soutenir ces investissements par le financement et le renforcement des capacités.

Lutter activement contre l'évasion et les fraudes fiscales

L'évasion et la fraude fiscales engendrent des pertes de revenus qui ont des impacts négatifs directs sur la capacité d'un État à fournir des services publics et sociaux, ainsi que des impacts indirects sur les inégalités et la confiance dans le gouvernement et l'efficacité de l'État. Les impôts étant un élément clé du contrat social, la perception de l'équité du système et la qualité des services publics peuvent avoir un impact sur la probabilité de paiement intégral des contribuables individuels. En effet, une étude récente de la Banque mondiale confirme que si le contribuable estime que le système fiscal est juste, que d'autres personnes ayant des revenus similaires paient également leurs impôts et que la qualité des services publics correspond au fardeau fiscal, la confiance dans le système fiscal peut augmenter et même un contribuable ayant la capacité de se soustraire de payer les impôts peut ne plus croire que la fraude est justifiée.¹² En pratique, ce cercle vertueux peut prendre de nombreuses années à se réaliser, car il est difficile de changer les normes sociales liées au paiement des impôts. Les efforts visant à améliorer la conformité fiscale en renforçant la confiance doivent être complétés par des mesures d'application et de facilitation efficaces et crédibles.

De plus, l'imposition des entités multinationales (EMN) est plus compliquée étant donné leur participation ambiguë aux contrats sociaux nationaux. Il est prouvé que les EMN paient proportionnellement moins d'impôts que les petites et moyennes entreprises (PME), et il est clair que les impôts effectivement payés sont bien inférieurs aux taux d'imposition statutaires, souvent à cause de leur conception. Les entreprises multinationales conçoivent leurs stratégies fiscales à leurs sièges sociaux et ne peuvent vraisemblablement pas participer au contrat social dans un pays d'accueil particulier de la même manière qu'une entreprise nationale. Les paiements internes aux EMN et d'autres systèmes peuvent inciter le personnel à concevoir des stratégies fiscales pour éviter l'imposition des sociétés dans le pays d'accueil. Au regard des estimations de l'évasion et de la fraude fiscales internationales sur les sociétés, principalement sous forme d'érosion de l'assiette de l'impôt sur les sociétés et de transfert de bénéficiaires, les

recherches de la Banque mondiale confirment que les PED sont plus susceptibles que les PD d'être victime de voir les EMN transférer leurs bénéficiaires.¹³ Il va sans dire que ces effets négatifs de l'évasion fiscale déjà plus élevés dans les PED en général, sont encore plus accentués dans les PEID qui disposent généralement de faibles capacités et technologies.

Compléments pour renforcer la MRN

Les PEID et les autres PED doivent aussi renforcer la coopération fiscale internationale, réduire substantiellement les flux financiers illicites, et aligner les dépenses aux budgets ayant pour objectifs d'atteindre les ODD d'ici 2030.

Renforcer la coopération fiscale internationale

Le renforcement de la coopération fiscale internationale est un complément essentiel de la politique fiscale nationale et de la réforme de l'administration. En effet, la mondialisation des activités financières et les progrès technologiques qui réduisent les barrières aux marchandises et aux flux financiers obligent les pays à travailler ensemble sur les questions fiscales et à lutter contre le financement illicite. Grâce à la coopération, les pays peuvent relever les défis de l'évasion et de la fraude fiscales des entreprises et des particuliers tout en encourageant l'investissement grâce à une répartition équitable des droits d'imposition. La transparence fiscale et l'échange d'informations entre les gouvernements permettent aux autorités fiscales d'accéder aux informations spécifiques nécessaires pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales transfrontières. Il est regrettable de constater que de nombreux PED, incluant notamment les PEID, ne participent pas assez aux échanges d'instruments de coopération fiscale internationale à en croire la faible croissance de la participation enregistrée depuis 2017. Les PMA en particulier accusent un retard considérable dans leur participation.

Il convient de noter que la croissance du commerce électronique et des modèles commerciaux numériques peut perturber différents systèmes fiscaux, y compris la fiscalité indirecte et directe. L'augmentation de l'offre de biens ou de services au-delà des frontières a introduit des défis pour la perception de la TVA et des taxes sur les produits et services. Quant à l'imposition des bénéficiaires des EMN, la numérisation modifie les exigences en

¹² Fredrik Matias Sjöberg and others, "Voice and Punishment: A Global Survey Experiment on Tax Morale", Policy Research Working Paper (Washington, D.C., World Bank Group, 15 May 2019). Available at: <http://documents.worldbank.org/curated/en/986411557941098413/Voice-and-Punishment-A-Global-Survey-Experiment-on-Tax-Morale>

¹³ Niels Johannesen, Thomas Tørsløv and Ludvig Wier, "Are Less Developed Countries More Exposed to Multinational Tax Avoidance? Method and Evidence from Micro-Data", The World Bank Economic Review (forthcoming) (24 October 2019). Available at <https://doi.org/10.1093/wber/lhz002>

matière d'imposition basée sur la résidence et sur la source car il est désormais plus facile d'opérer sur un marché sans déclencher de règles de résidence fiscale.

Lutter activement contre les flux financiers illicites

La lutte contre les flux financiers illicites (FFI) implique un défi de développement essentiel, car les FFI réduisent la disponibilité de ressources précieuses pour la réalisation des ODD. Il n'y a pas de définition convenue de ce qui constitue des «flux financiers illicites» et ce terme génère encore des désaccords. Il y a cependant trois composantes essentielles des FFI (bien que non mutuellement exclusives ou complètes): (i) les FFI provenant d'activités criminelles transnationales; (ii) les FFI liés à la corruption; et (iii) les FFI liés à la fiscalité. Étant donné que les différents composants ne sont pas comparables, une analyse séparée des canaux ou des composants semble plus efficace et peut éviter le double comptage dans les agrégations des données.

Les FFI étant, par définition, un phénomène transfrontalier, des mesures pour les combattre doivent être prises aux niveaux national et international. Les réponses politiques sont mieux prises en compte dans une approche composante par composante ou canal par canal, bien que certaines mesures puissent être efficaces contre plusieurs types de FFI. Les FFI, quel que soit leur composante, passeront généralement par ou impliqueront de nombreuses personnes. Cela souligne l'importance de l'écosystème des institutions nécessaires pour lutter contre les FFI; bien au-delà des unités de renseignement financier, les administrations fiscales et les agences douanières. En effet, l'établissement de normes et la réglementation, la supervision et la mise en œuvre sont également pertinents pour lutter contre les catalyseurs du financement illicite. Aussi une approche pangouvernementale plus synchronisée est donc nécessaire. Sur le plan international, une plus grande concentration sur l'amélioration de la cohérence des politiques doit continuer d'être une priorité.

Aligner les dépenses et achats stratégiques dans les budgets publics

Pour terminer, il va sans dire que pour mieux mettre en œuvre la politique gouvernementale, le budget doit être intimement lié à la réalisation des ODD. Les processus budgétaires sont un maillon essentiel de la chaîne reliant les objectifs, stratégies et plans de développement durable, les dépenses publiques et, enfin, les résultats. Un cadre budgétaire à moyen terme (MTBF) bien formulé est une plateforme naturelle pour intégrer les ODD à l'allocation des ressources publiques nationales.

La plupart des PED ont besoin de dépenses supplémentaires importantes pour atteindre les ODD. En utilisant des estimations pluriannuelles des dépenses et des recettes pour encadrer les décisions budgétaires, un MTBF permet une approche stratégique de la préparation du budget et des priorités de dépenses. Il met en évidence les coûts et les compromis potentiels de diverses politiques. Par exemple, certains types de politiques de transport qui fournissent des gains économiques à court terme peuvent en fin de compte être contraires aux objectifs climatiques. Des MTBF solides sont basés sur un processus budgétaire itératif qui vise à concilier la discipline budgétaire descendante imposée par les ministères des finances avec une évaluation ascendante des coûts des politiques fournis par les ministères dépensiers. Les MTBF efficaces n'ont pas besoin d'être trop rigides, car les ministères d'exécution peuvent avoir besoin d'une certaine flexibilité pour s'adapter aux développements sur le terrain, tels qu'une catastrophe ou une épidémie. La COVID-19 au début de 2020 démontre ce besoin de flexibilité des dépenses, car les gouvernements confrontés à une propagation rapide de la maladie devaient utiliser les dépenses d'urgence pour renforcer les systèmes de santé publique, y compris pour fournir des soins médicaux à ceux qui avaient contracté le virus et pour la mise en œuvre de mesures préventives.

L'Aide publique au développement (APD) aux PEID / Petits Etats



Par Sharon LINDO¹⁴

Il y a à peine cinq ans, la communauté internationale a mis en place une nouvelle plate-forme de développement. Au fond, il s'agissait d'améliorer le bien-être des personnes et de la planète, et d'aller vers un monde plus prometteur pour plus de personnes. L'Agenda 2030 et ses objectifs de

développement durable sont devenus le plan de développement de facto de la communauté des Nations Unies. Malgré les progrès réalisés dans certains domaines, le Sommet des ODD de 2019 a reconnu que le monde n'était pas sur la bonne voie pour atteindre les ODD et les progrès restaient inégaux. Dans la déclaration politique du Sommet des ODD, les chefs d'État et de gouvernement se sont réengagés à atteindre les objectifs ambitieux de l'Agenda 2030 et ont lancé la Décennie d'action et d'accomplissement pour le développement durable.

Le programme de développement international est vaste et devient plus complexe. Malgré la promesse de faire avancer le programme mondial de développement d'ici à 2020, le monde fait face à une tragédie socio-économique et potentiellement humanitaire provoquée par la pandémie du Covid-19. Cette crise met en péril les progrès des ODD et rend la réalisation de la Décennie d'action plus impérative. La réalisation de l'Agenda 2030 a toujours nécessité des solutions transformatrices et intégrées ; l'impact de la pandémie rend cette situation plus critique.

Il est tentant de contextualiser le monde et le paysage de développement pré et post Covid-19. Les Petits Etats insulaires en développement (PEID) ont les besoins de développement qui varient peu. La crise actuelle est tout simplement une cause de plus grande urgence. La dépendance manifeste à l'égard du soutien international pour maintenir une trajectoire de développement positive place de nombreux PEID dans des positions vulnérables. Mais de nombreux PEID se trouvent également inéligibles aux financements concessionnels, mais également incapables de

soutenir suffisamment leur propre développement.

Les plus pauvres et les plus vulnérables seront sans aucun doute confrontés aux plus grands défis de cette crise. De même, les pays en situation particulière, y compris les PEID, seront affectés de manière disproportionnée à « long terme en raison de la fragilité de leurs systèmes de santé, de la couverture limitée de leurs systèmes de protection sociale, des ressources financières et autres limitées, de la vulnérabilité aux chocs extérieurs et de la dépendance excessive à l'égard du commerce international ». ¹⁵ Les défis auxquels sont confrontés les PEID étant interdépendants et se renforçant mutuellement, les rendent plus vulnérables aux chocs économiques que les autres économies aux mêmes niveaux de revenus.

Déjà, de nombreux PEID sont au bord du gouffre. Dans certains ¹⁶ PEID, le tourisme représente jusqu'à 40 % de leur économie. L'arrêt de cette industrie a eu des répercussions immédiates sur les recettes fiscales, les devises et l'emploi. Les IDE ont pratiquement disparu dans bon nombre de ces pays. De plus, les PEID comptent souvent sur des emprunts extérieurs pour financer les échanges et les déficits des comptes courants, afin de se remettre des catastrophes et investir dans le développement. Le service de la dette varie de 15 à 25 % des recettes d'exportation et représente 5,3 % du PIB dans les PEID comparables. Les PEID connaissent déjà des niveaux d'endettement élevés, dans certains pays à des niveaux insoutenables. Sans action politique immédiate, les risques d'une crise prolongée de la dette sont certains pendant cette pandémie.

Le financement du paysage du développement se diversifie, les financements philanthropiques et privés sont de plus en plus reconnus comme des sources importantes. Cependant, pour une grande partie du monde en ¹⁷ développement, l'aide publique au développement reste une source précieuse dans la composition globale du financement et est souvent utilisée pour mobiliser d'autres sources de financement, y compris les ressources intérieures et les capitaux privés et réduire les risques de gros investissements.

Bien que le montant de l'APD continue d'augmenter, le montant fourni n'est pas suffisant pour respecter les engagements mondiaux ¹⁸. Les pays du CAD ¹⁹ continuent de fournir une part

14 Sharon Lindo est la Négociatrice principale pour le développement durable, AOSIS

15 https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/26298HLPF_2020_impact_COVID19.pdf

16 <https://www.un.org/development/desa/dpad/publication/un-desa-policy-brief-64-the-covid-19-pandemic-puts-small-island-developing-economies-in-dire-straits/>

17 As highlighted in the OECD report "Making Development Co-operation Work for SIDS", concessional finance from the international community remains a vital source of financing for development for many of these countries (SIDS)

18 OECD (2020), "ODA as a collective effort: latest trends", in Development Co-operation Profiles, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/16b-c821c-en>

19 The EU and its Member States are the largest contributors to ODA from amongst the OECD DAC members, averaging 55.2% of total ODA support.

importante de leur allocation d'APD bilatéralement, avec 20 % seulement allant aux organisations multilatérales²⁰. Cependant, on craint de plus en plus qu'une grande partie de l'aide aux organisations multilatérales ne soit affectée à des²¹ fins spécifiques, ce qui nuit à l'alignement avec les opérations stratégiques des organisations bénéficiaires et, souvent, ne soutient pas les mesures de transformation nécessaires dans les pays. Une part croissante du financement de l'APD est également consacrée à l'aide humanitaire, laissant une grande partie des besoins de développement des pays en développement non satisfaits.

L'apport d'APD aux PEID par les BMD est largement régi par des seuils de revenu. Certains PEID ont perdu l'accès à ces ressources concessionnelles à mesure que leurs revenus augmentent, tandis que d'autres y ont simplement été admis ou révoqués d'accès. La Banque mondiale a fait exception en permettant à certains PEID à titre exceptionnel d'avoir accès aux fonds IDA. De même, d'autres Banques multilatérales de développement (BMD) fournissent des allocations en utilisant leurs propres critères, y compris la vulnérabilité économique et la taille de la population. Dans l'ensemble, il n'existe toujours pas de méthodologie convenue pour tenir compte des vulnérabilités des PEID dans la détermination de l'accès, et les solutions restent donc arbitraires.

L'IDA demeure le principal contributeur²² d'APD multilatérale aux petites économies. Dix-neuf PEID sont des membres éligibles de la SSF et recevront un soutien au titre de l'IDA-19. La Banque souligne qu'il y a eu une augmentation notable des reconstitutions de l'IDA,²³ les petites économies récoltant les plus grandes parts des allocations de l'IDA. La Banque maintient également plusieurs fenêtres de crise et de catastrophe pour l'accès des Petits Etats. Dans certains cas, celles-ci répondent aux économies éligibles à l'IDA, mais les pays exclusivement IBRD bénéficient également de ce type de mécanismes de soutien.

L'APD bilatérale traditionnelle a tendance à se concentrer sur les dépenses humanitaires et sociales et est souvent alignée sur les préférences des donateurs. Il est bien connu que les PEID²⁴ sont en première ligne des impacts du changement climatique. Leur espace fiscal limité et leurs ressources techniques rendent

difficile l'accès et la mobilisation des financements non concessionnels. Le soutien aux PEID pour renforcer la résilience reste une condition sine qua non pour leur survie. L'OCDE note²⁵ que, malgré les engagements de haut niveau face aux défis auxquels sont confrontés les pays vulnérables face au changement climatique, la provision d'APD pour ce domaine reste relativement faible. Même lorsque le soutien²⁶ à l'action pour le climat a²⁷ augmenté, ce soutien reste faible en proportion du financement concessionnel global.

Les BMD sont appelés à fournir un soutien accru aux économies vulnérables pendant la Covid-19 et pendant la phase de reprise. Il est également largement admis que les investissements dans la reprise du COVID-19 sont de bon augure pour réaligner la voie vers le développement durable et la réalisation de l'Agenda 2030. Depuis le début de la pandémie, les PEID ont intensifié leur plaidoyer en faveur d'un meilleur accès aux ressources concessionnelles au sein des BMD et une refonte des conditions d'accès pour permettre aux PEID confrontés à d'innombrables vulnérabilités mais interdits en fonction des niveaux de revenu de recevoir un soutien. Ils notent qu'en temps de crise, l'accès aux ressources concessionnelles est à la lisière, entre l'adaptation et l'effondrement.

La communauté internationale est largement alignée sur la nécessité de placer le climat au cœur de la reprise et de la réponse à la COVID-19 – 50 pays et 33 institutions mondiales ont récemment affirmé cet engagement lors d'un forum mondial.²⁸ Ils notent que la restructuration économique mondiale en cours pour répondre à la COVID-19 offre l'occasion d'aligner les objectifs du changement climatique et les objectifs de développement durable sur les mesures de réponse et de relance²⁹. Cette opportunité unique permet de poursuivre une approche holistique pour relever simultanément les nombreux défis auxquels nous sommes confrontés, tout en faisant avancer les aspirations de développement afin d'utiliser le plus efficacement les ressources dont nous disposons. Le statu quo nous a placés dans la situation précaire dans laquelle se trouve la communauté mondiale, et les efforts de relance devraient viser un avenir plus durable et plus résilient.

20 In 2018, total collective support (core and earmarked contributions) to multilateral organisations increased 3.0% to USD 71.9 billion. The highest share of multilateral contributions went to United Nations (UN) organisations, followed by EU institutions, and the World Bank Group.

21 OECD (2018), *Multilateral Development Finance: Towards a New Pact on Multilateralism to Achieve the 2030 Agenda Together*, OECD Publishing, Paris. <https://doi.org/10.1787/9789264308831-en>

22 World Bank (2014-2016) figures indicate that support to these states amount to 28% of multilateral ODA

23 <https://www.worldbank.org/en/country/smallstates/overview#2>

24 The World Bank classifies 17 SIE and 2 non-island small economies as eligible for IDA credits

25 OECD (2020), "ODA as a collective effort: latest trends", in *Development Co-operation Profiles*, OECD Publishing, Paris. <https://doi.org/10.1787/16b-c821c-en>

26 SIDS received 2% of bilateral climate finance flows in 2015-2016 and shared 15% of flows from MDBs with LDCs. (See <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/51904%20-%20UNFCCC%20BA%202018%20-%20Summary%20Final.pdf>)

27 <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/51904%20-%20UNFCCC%20BA%202018%20-%20Summary%20Final.pdf>

28 <https://view.joomag.com/aosis-magazine-issue-1-paf-recap/0300335001587662895?short>

29 https://s3.amazonaws.com/sustainabledevelopment.report/2020/2020_sustainable_development_report.pdf

La pandémie du COVID-19 souligne les vulnérabilités des PEID et confirme la nécessité d'une action mondiale décisive et ambitieuse. Mais les PEID ne peuvent pas le faire en l'absence d'un soutien international. Ils n'en ont tout simplement pas les moyens. La crise actuelle a affaibli la capacité des PEID à résister à une crise simultanée. Avec le début des saisons des cyclones et des ouragans, une catastrophe semble désormais presque ³⁰ inévitable. L'APD sera encore plus importante pour les PEID dans les mois à venir.

De plus, pour les pays dépendants de l'aide, la prévisibilité reste essentielle. Il convient de noter qu'avant même la COVID-19,

IDA: Le régime d'exception des petites économies insulaires

Tenant compte de certaines caractéristiques spécifiques aux petites économies insulaires qui affectent leur solvabilité et leur accès au financement, le Conseil d'administration a approuvé en 1985, une exception aux critères d'éligibilité de l'IDA, afin de permettre aux petites économies insulaires éligibles à l'IDA de continuer à accéder aux ressources concessionnelles de l'IDA tout en adoptant des mesures spécifiques pour renforcer leur solvabilité à emprunter auprès de la BIRD. En effet, l'application stricte des règles d'éligibilité de l'IDA laisserait ces pays membres sans accès aux ressources de l'IDA ou de la BIRD, dans la mesure où certains disposent des revenus par habitant supérieurs au seuil opérationnel de l'IDA. Au nombre de ces caractéristiques figurent, la taille, la grande vulnérabilité aux chocs externes, la dépendance commerciale à l'égard d'un nombre limité de produits d'exportation, la distance vis-à-vis des principaux marchés, le coût élevé par habitant des infrastructures de base, la taille réduite du marché intérieur et l'augmentation des coûts unitaires de la production industrielle.

Le régime d'exception a été révisé en mars 2019 pour inclure : a) des critères applicables à l'examen des demandes de reclassement des petites économies insulaires de la catégorie exclusivement BIRD dans la catégorie IDA; et b) des critères d'étalonnage des conditions d'allocation de ressources concessionnelles de l'IDA aux petites économies insulaires. En vertu du nouveau régime, la République de Fidji a été reclassée de « pays BIRD » en « pays IDA » le 1er juillet 2019.

la probabilité de la réduction des flux d'aide était observée. Comme l'indique l'OCDE, pour ces pays dépendants de l'aide, « une visibilité réduite sur les flux futurs a un impact négatif sur les partenariats, la confiance et la planification à moyen terme ». Le rétablissement ne peut pas être planifié précisément sans ressources prévisibles.

Le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, ³¹ en parlant des effets de la pandémie, a souligné le rôle important que l'APD a joué dans les crises passées et a réaffirmé la confiance de l'OCDE dans le rôle important du financement du développement pour endiguer les effets de la pandémie et soutenir les réponses nationales. Le CAD a également noté que, bien qu'il y ait des pressions sur les budgets des donateurs, il était important pour eux de « s'efforcer de protéger les budgets de l'APD ³² ». Dans son rapport annuel 2020 sur les objectifs de l'UE en matière d'aide au développement, le Conseil européen « réaffirme que davantage d'effort est nécessaire pour atteindre les objectifs collectifs et individuels et fournir collectivement 0,7 % du PIB sous forme d'APD d'ici 2030, en particulier compte tenu de la tendance à la baisse de l'APD et de la crise multidimensionnelle déclenchée par la pandémie du COVID-19. Le Conseil souligne qu'il est urgent que l'UE et ses États membres prennent des mesures concrètes et vérifiables pour atteindre ces engagements et qu'ils continuent de suivre les progrès.”

Les PEID auront probablement besoin d'un soutien extérieur continu pendant de nombreuses années en raison de leurs contraintes structurelles. La manière dont la communauté internationale répondra à ces défis sera cruciale.

REFLEXIONS INSULAIRES SUR MAURICE ET LES SEYCHELLES

par ALEX SIENAERT ³³

Ces dernières années, j'ai eu le bonheur d'exercer les fonctions d'économiste résident de la Banque mondiale pour Maurice et les Seychelles. Alors que ma mission se termine, je voudrais ici partager quelques observations sur les succès obtenus et les défis encore à relever par ces deux pays, observations qui, je l'espère, alimenteront de plus amples réflexions.

30 <https://www.un.org/development/desa/dpad/publication/un-desa-policy-brief-64-the-covid-19-pandemic-puts-small-island-developing-economies-in-dire-straits/>

31 <https://www.oecd.org/development/oecd-and-donor-countries-working-to-focus-development-efforts-on-covid-19-crisis-building-on-a-rise-in-official-aid-in-2019.htm>

32 <http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-data/ODA-2019-detailed-summary.pdf>

33 Alex Sienaert a écrit ce blog le 14 mai 2018 au moment où il servait les fonctions d'économiste résident de la Banque mondiale à Maurice.

« Small is beautiful », certes...

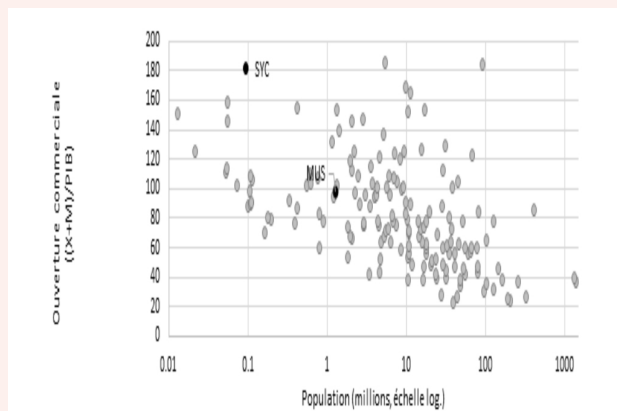
Maurice et les Seychelles sont de petits pays. Maurice compte 1,3 million d'habitants et c'est le 26e plus petit État souverain du monde. Avec une population de 95 000 âmes, les Seychelles occupent le 17e rang de ce classement. Géographiquement parlant, ce sont aussi des pays relativement isolés, leurs voisins les plus proches se trouvant à plus de 1 000 kilomètres de leurs capitales.

Les petits États insulaires font face à des difficultés de développement bien connues (a). Pourtant, cela n'a pas empêché Maurice et les Seychelles de tirer leur épingle du jeu. Les deux pays ont quasiment éliminé l'extrême pauvreté (selon le seuil international de 3,20 dollars par jour). Leurs économies génèrent un revenu moyen situé dans la tranche intermédiaire supérieure à Maurice (RNB : 9 770 dollars par habitant) et dans la catégorie des revenus élevés aux Seychelles (15 410 dollars). Qui plus est, cette prospérité a été relativement bien partagée, le coefficient de Gini s'établissant à 0,36 pour Maurice et à 0,47 pour les Seychelles.

Comment ces pays ont-ils obtenu de tels succès économiques ? À l'évidence, de nombreux facteurs y ont contribué, mais deux d'entre eux ont été particulièrement marquants.

... à condition de s'ouvrir sur l'économie mondiale...

Figure 9. Les économies mauricienne et seychelloise sont ouvertes (ratio des échanges de biens et services à la production totale)



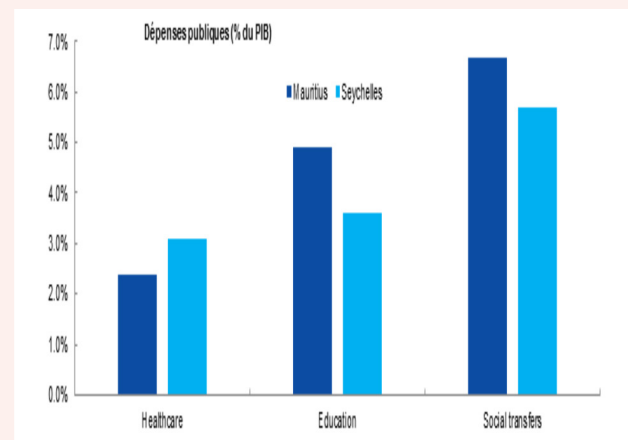
Notes : n=177 pays. À l'exclusion des valeurs extrêmes (ratio > 200 %).
Sources : Indicateurs du développement dans le monde (WDI).

L'île Maurice, comme les Seychelles, sont deux économies ouvertes aux échanges et aux investissements internationaux. Les exportations et importations y représentent respectivement 98 % et 181 % du PIB (Figure 1). Sans cela, leurs marchés domestiques,

trop réduits, seraient incapables de générer une demande suffisante pour créer des emplois hautement qualifiés et rémunérés, ni d'offrir assez de perspectives de spécialisation, facteur essentiel de la productivité et de la croissance. Dans le cas de Maurice, en particulier, le rôle du commerce extérieur dans le développement du pays a été fortement propulsé par l'accès à des marchés clés à des conditions préférentielles (l'Union européenne pour le sucre et les pays signataires des accords multifibres du GATT pour le textile).

Il est probable qu'une autre part moins quantifiable de la réussite économique de ces petites îles soit aussi due à leur ouverture économique. Ainsi, grâce aux investissements étrangers directs, le secteur du tourisme — capital pour les Seychelles — peut intégrer un savoir-faire essentiel et de bonnes pratiques internationales. L'ouverture élargit aussi les horizons en valorisant les compétences recherchées par de grandes multinationales, ce qui favorise la motivation des étudiants comme des salariés et, in fine, les performances et les bénéfices.

Figure 10. Effort important sur les dépenses sociales



Sources : WDI (santé, éducation) ; dépenses prévisionnelles pour 2018 (transferts sociaux)

et de promouvoir des dépenses publiques et un contrat social qui favorisent l'inclusion

L'autre facteur particulièrement important a été la volonté des deux gouvernements — dans des cadres constitutionnels démocratiques et pluralistes — d'assurer l'accès universel à l'éducation et aux services de santé primaires, mais aussi de consacrer un niveau élevé de dépenses à la protection sociale. D'ailleurs, les électeurs des deux pays attendent que leurs dirigeants allouent des moyens aux services qui favorisent le développement du capital humain, et aussi qu'ils garantissent

l'existence de filets de sécurité, y compris pour les personnes âgées.

Au-delà du soleil, de la mer et de la plage

La pérennité de l'ouverture des économies mauricienne et seychelloise et de ce contrat social fondé sur l'inclusion est étroitement liée à la capacité à assurer le partage de la prospérité. D'abord, ces économies ouvertes ont créé de la richesse. Ensuite, les gouvernements ont partagé cette richesse en affectant les ressources nécessaires pour que leurs concitoyens puissent mener une vie productive. Enfin, ces citoyens plus autonomes ont largement contribué à l'essor des exportations. En effet, les ressources naturelles de ces deux pays — le triptyque soleil-mer-plage, le thon (Seychelles) et la canne à sucre (Maurice) — ne peuvent à elles seules expliquer l'ampleur de leur réussite économique, comme le prouvent les difficultés de développement rencontrées par d'autres pays disposant d'un patrimoine naturel bien plus élevé.

Quel est le rôle joué par les sociétés et la finance offshore ?

Il y a bien des sociétés offshore qui se sont créées aux Seychelles, mais ce n'est pas là un levier majeur du développement économique. En revanche, ce secteur est bien plus important pour Maurice, qui s'est positionnée comme une destination offshore privilégiée pour les entreprises indiennes à la suite de la signature en 1983 d'une convention fiscale avec l'Inde destinée à éviter la double imposition.

Au même moment, et jusque dans les années 90, l'économie mauricienne a connu une transformation structurelle marquée par le passage d'une économie de monoculture (canne à sucre) à l'industrialisation manufacturière (textile notamment), avant de s'orienter de plus en plus vers les services (tourisme, finance et TIC). S'il est par conséquent difficile de quantifier l'impact du secteur offshore sur le développement du pays, il est évident que l'accord avec l'Inde a été positif, à la fois sur le plan de la création d'emplois et du desserrement des contraintes entravant les financements extérieurs.

Mais comme partout, des difficultés subsistent

Comme le montrent les diagnostics réalisés récemment par la Banque mondiale pour Maurice (a) et les Seychelles (a), ces deux pays doivent encore relever de nombreux défis.

Vieillesse et migrations

La croissance de la population s'est ralentie et deviendra négative d'ici à 2030, à Maurice comme aux Seychelles, tandis que les taux de dépendance ont déjà commencé à augmenter. Ces évolutions démographiques ont des conséquences importantes qui requièrent des adaptations pour préserver la pérennité des régimes de retraite.

Le sujet sensible des politiques migratoires doit aussi être abordé, sachant que les deux pays accueillent déjà un grand nombre de travailleurs étrangers. Cependant, s'ils désirent en attirer davantage à l'avenir, il sera souhaitable de veiller à ce que cela s'accompagne d'opportunités pour les nationaux, et non de suppressions d'emplois. À cet égard, il serait urgent de mesurer l'ampleur de la « fuite des cerveaux », en particulier parmi les jeunes diplômés, et de déterminer quels leviers politiques pourraient stopper ce phénomène, voire l'inverser.

Changement climatique

Alors que Maurice et les Seychelles ne contribuent pratiquement pas au changement climatique, les deux pays doivent s'adapter à ses conséquences. L'érosion des plages a commencé et la hausse des températures risque à terme de diminuer les réserves halieutiques. Et d'autres risques menacent, comme des dérèglements météorologiques (notamment la modification de la période de la saison des pluies, déjà observée aux Seychelles) et des risques de cyclone (l'île Maurice est située dans la zone habituelle des cyclones de l'océan Indien, contrairement aux Seychelles).

Les investissements nécessaires sont à la hauteur de ces risques. Ces deux pays doivent avant tout améliorer la gestion de leurs investissements, afin de prioriser les dépenses dans un contexte de rareté des ressources publiques, mais aussi pour parvenir à mobiliser davantage le secteur privé et les partenaires de développement. La situation appelle aussi à une meilleure planification, notamment en ce qui concerne l'aménagement de l'espace marin — un domaine dans lequel les Seychelles font figure de pionnier et qui pourrait aussi bénéficier à Maurice.

Transparence, qualité de la réglementation et stratégie offshore

Les efforts entrepris à l'échelle mondiale pour lutter contre les flux financiers illicites et l'évasion fiscale, de même que l'évolution actuelle vers l'imposition à la source, ont des répercussions sur les systèmes nationaux qui affectent tout particulièrement

Maurice et les Seychelles. Les modèles économiques fondés sur le secret et l'arbitrage fiscal sont montrés du doigt. Les secteurs concernés et leurs autorités de réglementation doivent s'adapter pour promouvoir avant tout la transparence et la qualité de l'encadrement réglementaire, conformément aux évolutions mondiales et dans un souci d'intérêt mutuel avec les autres pays en développement.

Des « Islandes » dans l'océan Indien ?

Maurice et les Seychelles prouvent qu'une petite taille n'est pas forcément un obstacle au développement économique, et que celui-ci ne tient pas seulement à la beauté de ces îles ni aux touristes qui y affluent. Cependant, il faudra relever de multiples

défis pour soutenir et renforcer encore leur réussite économique. À cet égard, les partenaires de développement, et notamment la Banque mondiale, ont toujours un rôle important à jouer. En outre, l'enjeu ne s'arrête pas à ces deux États insulaires : d'autres pays peuvent bénéficier des enseignements tirés de leurs succès, et en particulier des innovations portées par les Seychelles, qui ont su placer la préservation du patrimoine environnemental au cœur de leur stratégie de développement.

Et demain ? Avec la bonne combinaison de politiques publiques, et en accordant une attention particulière à leur mise en œuvre, Maurice et les Seychelles pourraient, pourquoi pas, regarder vers l'Islande, une île autrement plus riche, et viser ses 56 790 dollars de RNB par habitant...

LA REPONSE DES PETITS ETATS DU GROUPE AFRIQUE II A L'IMPACT DE LA CRISE DU COVID-19

En plus de leurs vulnérabilités internes et externes aux chocs bien documentées, la pandémie de coronavirus s'est avérée être l'événement imprévisible du cygne noir qui aggrave les problèmes des Petits Etats. Avec les restrictions qui en résultent pour les voyages internationaux, le tourisme s'est immobilisé. Les Petits Etats insulaires ont été coupés de leurs marchés d'origine et connaissent une énorme catastrophe économique et sociale avec l'effondrement de la chaîne de valeur mondiale, les restrictions sur les voyages internationaux entraînant la fermeture d'hôtels, les pertes d'emplois et les effets multiplicateurs dans l'ensemble de l'économie.

Une récente révision des perspectives 2020 du tourisme international réalisée par l'OMT indique une perte de 300 à 450 milliards de dollars de recettes touristiques internationales. Ce chiffre montre une baisse profonde entre 20 et 30%.³⁴ L'impact pourrait être encore plus importante selon la durée de la mesure de confinement et les restrictions de voyage. Les perspectives ne sont pas les plus reluisantes avec la fermeture d'entreprises, de restaurants, d'hôtels, etc. Une prévision plus pessimiste indique une perte de 2,1 milliards de dollars du PIB des voyages et du tourisme cette année.³⁵

L'effet de la pandémie sur le tourisme international devrait être durable, contrairement à d'autres secteurs économiques qui devraient rebondir plus rapidement une fois que les mesures de restriction seront assouplies. La CNUCED estime que les

voyages et le tourisme dans les PEID génèrent environ 30 milliards de dollars par an. Une baisse des recettes touristiques de 25 % entraînera une baisse de 7,4 milliards de dollars ou 7,3 % du PIB. La baisse pourrait être significativement plus importante dans certains PEID atteignant jusqu'à 16 %. Pour de nombreux Petits Etats insulaires en développement, la forte baisse des recettes sans autre source de revenus pour se conformer au service de la dette extérieure, pourrait être catastrophique pour la viabilité et le recouvrement de la dette.

Le flux des envois de fonds, une importante source de revenus pour les familles pauvres, a également connu un coup d'arrêt, sapant des années de progrès. Le Groupe de la Banque mondiale prévoit une baisse de 20 % des envois de fonds pour 2020. Ce scénario en chute libre pose d'énormes défis aux économies émergentes en développement (EMDE) qui ne voient aucun espoir de reprise pour la saison 2020. Avec les restrictions de voyage, les Petits Etats connaissent un assèchement majeur de la source de devises la plus importante en raison des craintes liées à la pandémie, en gardant les touristes à la maison et les travailleurs de la diaspora / migrants qui sont sans emploi dans leurs pays d'adoption ont un pouvoir économique réduit pour envoyer ou investir leur argent dans leur pays d'origine.

Les envois de fonds devraient diminuer d'un cinquième (1/5) en 2020, en baisse de 109 milliards de dollars EU par apport à 554 milliards de dollars l'an dernier. Un récent rapport de la Banque

34 UNWTO (2020). Impact assessment of the COVID-19 outbreak on international tourism. See: <https://www.unwto.org/impact-assessment-of-the-covid-19-outbreak-on-international-tourism>

35 World Travel Tourism Council (2020). Travel and Tourism: Economic impacts of COVID-19

mondiale indique que les envois de fonds vers les pays à revenu faible ou intermédiaire (PFRM) devraient chuter de 19,7 % pour s'établir à 445 milliards de dollars, ce qui représente la perte d'une bouée de sauvetage financière cruciale pour de nombreux ménages vulnérables. Les Petits Etats ne font pas exception à cette tendance et l'impact est sans précédent.

L'économie bleue représente environ 3,5 à 7% du PIB mondial. Les secteurs fortement tributaires des biens et des produits marins souffrent d'une perturbation sans précédent qui entrave la production et affecte la chaîne de valeur au niveau mondial.³⁶Le tourisme de croisière, le transport maritime, la pêche figurent

pour les Petits pays comme les PEID, qui sont souvent très endettés et peu diversifiés. La dette extérieure des PEID en tant que groupe représente en moyenne 72,4 % de son PIB, atteignant 200 % aux Seychelles et aux Bahamas. Les réserves de change sont généralement basses, de nombreux PEID ayant juste assez de réserves pour quelques mois d'importations. Compte tenu de ces statistiques, il est clair que, sans l'aide internationale, les conséquences économiques de la pandémie seront dévastatrices pour de nombreux PEID. Le tableau suivant présente les besoins financiers immédiats des PEID dans notre Groupe.

Tableau 7 : Besoins Financiers des PEID

Pays	Tourisme (% PIB)	Dette extérieure (%PIB)	Réserves (N° mois d'importation)	Baisse du PIB	Aide financière Sollicitée (Million)
Cabo Verde	46	89	5	12	131
Comores	10	17	7	3	19
Maurice	24	72	5	6	540
São Tomé et Príncipe	27	59	3	7	25

Source: UNCTAD Stat, WTTC, WBG, IMF Stats. Aggregate figures are GDP weighted average

parmi les secteurs les plus durement touchés par les restrictions sanitaires qui entravent le progrès et la reprise, les pays étant affectés différemment en fonction de leur capacité à faire face à la pandémie ainsi qu'à la qualité des infrastructures sanitaires. Selon la CNUCED, jusqu'à présent, les lignes de conteneurs ont perdu environ 4 % du volume au cours du premier trimestre par rapport à la même période l'an dernier.³⁷ La question immédiate est de savoir comment avancer au milieu de la pandémie et trouver une stratégie innovante et résiliente pour une reprise rapide.

Des conséquences économiques dévastatrices

En général, les pays peuvent surmonter les tempêtes économiques en recourant à une dette supplémentaire ou en utilisant les réserves de change disponibles. Cependant, l'accès aux marchés financiers mondiaux est de plus en plus restreint, en particulier

Compte tenu de l'impact économique de la réduction des recettes touristiques (en supposant une baisse de 25 % des recettes touristiques) et du rétablissement du niveau minimal de couverture des importations (trois mois), il est possible de fournir une estimation approximative des besoins financiers immédiats de chaque pays pour compenser les dommages causés par la pandémie. À l'heure actuelle, les PEID en général auraient besoin d'environ 5,5 milliards de dollars (CNUCED) pour lutter contre les effets néfastes de la pandémie sur ses économies. De nombreux PEID confrontés à un lourd fardeau de la dette extérieure auront besoin de programmes complémentaires de suspension ou d'allègement de la dette extérieure.

Cette section donne un aperçu de la façon dont les Petits Etats de notre groupe ont réagi à la pandémie et des initiatives pour se préparer à la reprise.

Dans l'île du Cabo Verde par exemple, la fermeture a gravement

³⁶ UNCTAD (2020). Own calculations based on World Bank and UNCTAD data, 2018.

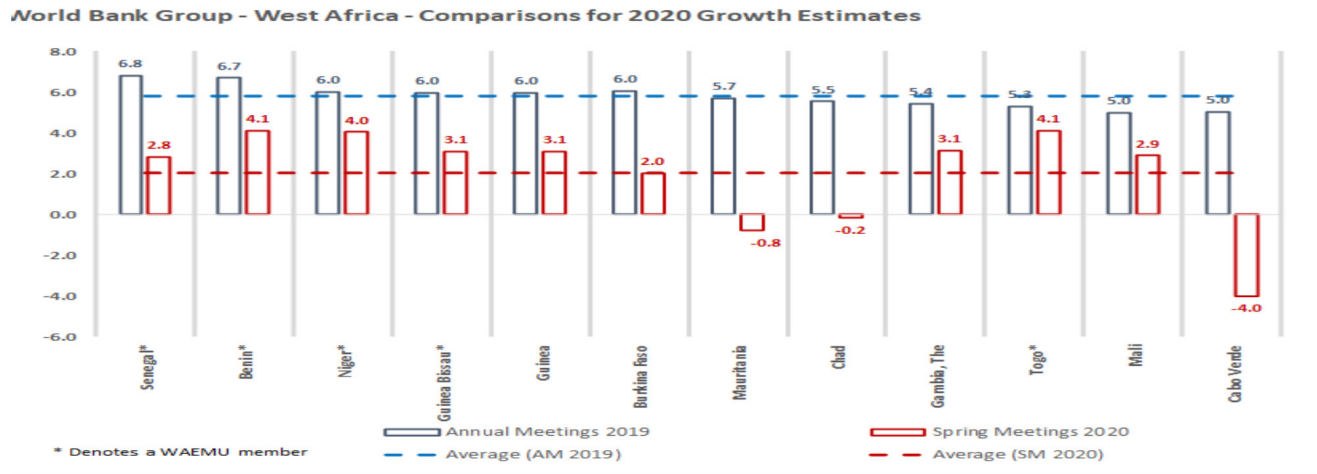
³⁷ Lloyd's List (2020). Box carrier outlook worsens as pandemic progresses. See <https://lloydslist.maritimeintelligence.informa.com/LL1131918/Box-carrier-outlook-worsens-as-pandemic-progresses>

affecté l'économie fortement dépendante du tourisme, enregistrant un taux de croissance négatif de la production (entre -4% et -9%), portant le plafond de la dette publique de 125,75% du PIB en 2018 à 132,5% du PIB cette

de financement de l'IDA en cas de crise sous forme de subventions pour les Petits Etats sont primordiaux pour renforcer davantage le système de santé, soutenir les travailleurs touchés et se préparer à la reprise économique.

année. La saison 2020 est perdue, et toute reprise ne viendra qu'en 2021. À ce titre, les efforts déployés pour obtenir davantage

Figure 12. Comparaisons des estimations de croissance pour 2020



Source: Banque Mondiale

Figure 13. Changement pour les projections de croissance 2020

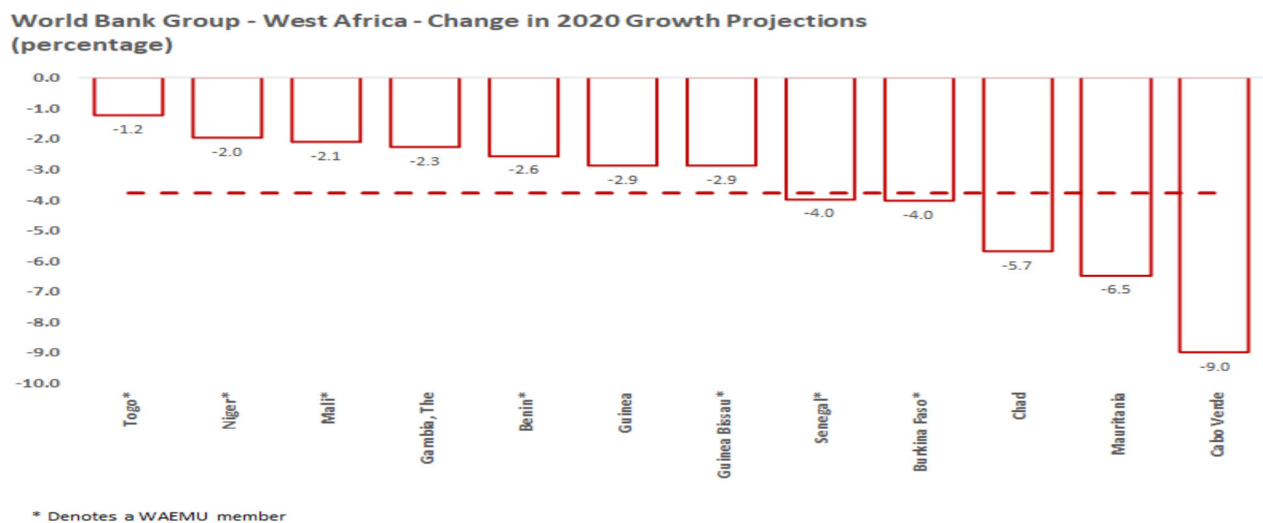


Tableau 8 : La réponse des PETITS ETATS du Groupe Afrique II à l'impact de la crise du COVID-19

Pays	Impact	Contenir la propagation	Mesures fiscales	Mesures monétaires et financière	Relancer l'économie
Cabo Verde	<p>Taux de chômage passé de 11,3 % à 19,2 %, entraînant la perte de 19,8 milliers d'emplois ; Baisse de recettes fiscales de 16,2% en 2020 ; Contraction du PIB estimée entre -6,8 et -8,5 %. Le déficit budgétaire passe à -11,4 et la dette publique à 145,8% du PIB.</p>	<p>Déclaration de l'état d'urgence et mesures de distanciation sociale ; Suspension des vols ; Mis en place un plan d'urgence et une équipe d'intervention rapide.</p>	<p>Compris les garanties de prêts : 50 % pour les grandes entreprises (9 millions d'euros); 80% pour les entreprises des secteurs du tourisme et des transports (1 milliard CVE); 100 % pour les petites et moyennes entreprises (2,7 millions d'euros) et pour les micro-entreprises 6,7 millions d'euros ; remboursements de TVA ; Pour les plus vulnérables, 2,2 milliards d'euros (1,2 % du PIB).</p>	<p>Soutien de 2,2 milliards d'escudoux aux familles à faible revenu ; Baisse du taux d'intérêt directeur ; Diminution des taux des facilités d'apport de liquidité et des facilités d'absorption de liquidités ; Moratoire sur les paiements d'assurance et de prêt pour les familles, les entreprises et les PME.</p>	<p>Reprise des voyages aériens inter-îles le 30 juin. Réouverture des restaurants et commerce le 1er juin</p> <p>Reprise des vols internationaux et inter-îles au mois d'août.</p>
Comores	<p>Contraction du PIB réel de -1,4% en 2020; baisse des envois de fond de la diaspora; baisse du tourisme et des activités économiques associées</p> <p>L'interruption des échanges commerciaux</p>	<p>Restriction des voyages internationaux</p> <p>Fermeture des écoles et des activités non essentielles</p> <p>Mise en place des mesures sanitaires dont la distanciation sociale, le lavage des mains et le port obligatoire des masques dans les espaces publics.</p>	<p>Réduction des coûts commerciaux des aliments de base et des médicaments.</p> <p>Report du paiement d'impôt par les Micro Petite Moyenne entreprises</p> <p>Support financier du gouvernement pour couvrir les salaires des employés des entreprises publiques qui ont été fortement impactés par la crise sanitaire mondiale (i.e. les aéroports).</p>	<p>Demande de suspension de la dette pour alléger le fardeau financier</p> <p>Assistance financière du FMI de \$12.2 millions de dollar.</p>	<p>La Banque mondiale fournira un appui budgétaire à hauteur de 10 millions de dollars US afin de contribuer à la reprise économique et soutenir les réformes qui renforceront la résilience du pays.</p>
Djibouti	<p>Déclin du PIB de 5% ; Perte d'emploi estimée entre 15000 et 30000 ; Augmentation du taux de pauvreté extrême entre 23% à 30% Déficit brut estimé à \$127 M soit 3.3% du PIB ; Diminution des réserves de la banque centrale à 2.8 mois.</p>	<p>Renforcement de la délivrance de service essentiel de sante en établissant et en équipant des sites de quarantaines ; Plan de confinement ; campagne robuste avec près de 43346 tests effectués</p>	<p>Restructuration de système de protection social et le projet de transfert monétaire afin de couvrir 37% des 20000 foyers en situation d'extrême pauvreté dans le pays ;</p>	<p>Dialogue en cours entre la Banque Mondiale et le gouvernement sur la seconde phase de support afin d'adresser l'impact social-économique du COVID19 dans le cadre du prochain partenariat de la banque mondiale et de Djibouti prévu pour approbation dans la seconde moitié de l'exercice 2020.</p>	

Prévisions : Baisse de la production pétrolière de 2,3% ; baisse de la croissance de -3,4% en 2020 ; détérioration du solde global à -4,4% du PIB en moyenne annuelle sur la période 2020-2025 ; baisse des recettes se situant à 15% du PIB ; baisse des exportations de -5 point de % du PIB .

Augmentation du niveau de la pauvreté de 3,6 points de % en 2020.

Gabon

-Interdiction des rassemblements sociaux et les restrictions de voyage ; mis en place d'une stratégie complète de tests ; suivi des mesures recommandées par l'OMS.

-Tests depuis le 29 mai un laboratoire de terrain capable de réaliser 10 000 tests par jour.

Au 27 juillet 2020, 6 984 cas confirmés ; 4 463 cas guéris ; et 49 décès confirmés.

Avec plus de 2,3% de sa population testée, le Gabon a le taux le plus élevé de tests par habitant de l'Afrique subsaharienne.

-Réorientation de l'épargne et soutien des APD \$110,2 millions, soit 0,74% du PIB) au COVID-19.

Projet d'allocation de 193,2 millions \$, soit 1,3% du PIB) pour des bons alimentaires, subventions à l'électricité et à l'eau, et soutien direct aux PME et d'exonérations fiscales.

• Création d'un fonds de santé à la CDC de 2 Millions de dollars.

• Annonce d'un mécanisme de 375 millions USD pour faciliter l'accès au financement des banques commerciales pour les entreprises privées (formelles et informelles), y compris les PME.

• Loi de finance rectificative adoptée le 12 juin

-Baisse du taux directeur de 25 bps et du taux de la facilité de prêt marginal de 100 bps à 5% ;

-Augmentation de la provision de liquidité à 500 milliards de FCFA et un élargissement de la gamme d'instruments privés acceptés en garantie dans les opérations monétaires

-Réduction des décoûtes applicables aux instruments privés acceptés en garantie pour les opérations de refinancement

-Report d'un an le remboursement du principal des crédits de la banque centrale aux États membres.

Début de réouverture de l'économie depuis le lundi 27 avril

Réouverture des vols commerciaux deux fois par semaine réduit de 20h à 5h ; réouverture des écoles a eu lieu le 23 juillet

Restrictions des voyageurs partant à l'étranger ou à la campagne depuis Libreville et Franceville , sauf présentation un test Covid-19 négatif.

Contraction du PIB réel de 2,9%, (-83,9 milliards de FCFA), soit -10,3% du PIB nominal en 2020.

La balance des paiements devrait afficher un déficit de 32,9 milliards de FCFA

Quant à la masse monétaire, elle pourrait être 370,4 milliards de FCFA, en deçà des 417,4 milliards prévus en septembre 2019.

Guinée-Bissau

Mesures d'urgence de 485 millions de FCFA pour les Ministères de la Santé, des Affaires intérieures et de la

Défense ; Aide aux ménages : 525 millions de FRANCS CFA utilisés pour distribuer 20 000 sacs de riz et 10 000 sacs de sucre dans tout le pays ; Le FMI a également mis à disposition 1,8 milliard de FCFA pour le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie ;

Suspension du couvre-feu et l'ouverture des frontières

Dans le secteur de l'éducation, mise en place des conditions requises pour la réouverture des écoles.

Sur la production des noix d'acajou, ils doivent présenter des preuves que le secteur respecte les exigences du protocole hygiénique et sanitaire.

Attribution de taux fixe de 2,5% ; élargi le cadre de garantie ; mis en place un cadre invitant les banques et les institutions de microfinance introduit des mesures d' utilisation des paiements électroniques ; guichet spécial de refinancement de 3 mois à un taux fixe de 2,5% .

Tableau 8 : La réponse des PETITS ETATS du Groupe Afrique II à l'impact de la crise du COVID- 19 (continued)

Pays	Impact	Contenir la propagation	Mesures fiscales	Mesures monétaires et financière	Relancer l'économie
	<p>Les impacts économiques et sociales pourraient être importantes du fait de la baisse du prix et de la production de pétrole liée à la COVID-19.</p> <p>La chute du PIB réel pour 2020 est prévue entre 5,8 % et 8,9 % ; la chute des recettes budgétaires estimée entre 39,16 % et 38,3 % ; la diminution des recettes fiscales sera de 11,72 % et celle des recettes pétrolières de 43,3 %.</p>	<p>Au 27 juillet 2020, le pays compte 3071 cas confirmés, 842 cas guéris et 51 décès.</p> <p>Rapide mise en place du premier système d'intervention, de quarantaine pour les voyageurs et les installations des tests de laboratoire</p> <p>L'utilisation de masques est obligatoire en public et les restrictions de circulation entre les différents districts du pays restent en place.</p>	<p>Mise en place/œuvre e : un programme de dépenses de santé d'urgence (1%PIB) ; d'un régime d'assistance sociale (0,3% du PIB) pour couvrir environ 15% de la population ; dépense pour la continuité des cours (0,4% PIB) Des plans de renforcement de l'administration fiscale et aide aux PME.</p>	<p>Baisse du taux directeur de 25 bps à 3,25% et du taux de la facilité de prêt marginal à 5% ; Suspension des opérations d'absorption, une augmentation de la provision de liquidité à 500 milliards de FCFA, élargissement de la gamme d'instruments privés acceptés en garantie dans les opérations monétaires. Report d'un an le remboursement du principal des crédits de la banque centrale aux États membres.</p>	<p>Le relâchement (suspension de l'ordre de rester à la maison et la fermeture de l'espace aérien) et réouverture des entreprises, mais avec des restrictions de capacité.</p>
<p>Guinée-Equatorial</p>	<p>Croissance en baisse de - 11%</p> <p>Hausse nette de la dette publique pour atteindre 78,2%.</p> <p>Arrêt total des arrivées des touristes</p> <p>Les exportations de biens et services devraient baisser par environ 5%</p> <p>La compagnie aérienne nationale, est passée sous administration.</p>	<p>Fermeture des frontières, l'interdiction des rassemblements publics, l'arrêt des transports en commun, fermeture des écoles, des universités, des centres commerciaux</p> <p>Mesures sanitaires strictes introduites y compris un couvre-feu national</p>	<p>Aide du gouvernement aux entreprises pour les salaires du prive pendant la période de verrouillage ;</p> <p>Levée de 4 milliards de roupies pour des investissements en actions dans les entreprises en difficulté ;</p> <p>200 millions de roupies en crédit aux entreprises à court de liquidités é.</p>	<p>Baisse de taux directeur à 1,85% ; réduction du taux de réserve de trésorerie de 9 à 8%</p> <p>Ligne de crédit spéciale de 5,3 milliards de roupies pour répondre aux besoins de trésorerie et de fonds de roulement des entreprises</p>	<p>La Banque Centrale :</p> <p>Accorde 60 milliards de roupies au gouvernement pour stabiliser l'économie</p> <p>Met en place un fonds d'investissements de \$2 milliards ; pour aider les entreprises des projets stratégiques</p>
<p>São Tomé et Príncipe</p>	<p>Restrictions des déplacements ; distanciation sociale</p> <p>Fermeture de tous les restaurants, commerces écoles et universités</p>	<p>Mise en œuvre du plan d'urgence sanitaire et assistance sociale aux plus vulnérables</p> <p>Aide financière aux travailleurs au chômage forcé.</p> <p>Mise en place de stabilisateurs automatiques.</p>	<p>Réduction de taux directeur et l'exigence de réserve de trésorerie minimale ; réduction de frais bancaires et moratoire temporaire sur le service de la dette.</p>	<p>Réduction de taux directeur et l'exigence de réserve de trésorerie minimale ; réduction de frais bancaires et moratoire temporaire sur le service de la dette.</p>	<p>La Banque mondiale alloue un crédit équivalent à 2,5 millions de dollars US pour le financement du projet destiné à la préparation et à la réponse à la pandémie du COVID-19</p>

ENTRETIEN AVEC S.E. MONSIEUR OLAVO AVELINO CORREIA, VICE PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES FINANCES DE CABO VERDE



BBA : Excellence Monsieur le Vice Premier Ministre, nous vous remercions d'avoir ménagé un temps dans votre agenda chargé pour répondre à nos questions pendant cette période cruciale. Comme on vous l'a indiqué, le Bulletin de l'Administrateur numéro 20 est consacré au développement des Petits Etats face à la crise du COVID-19. Le monde est confronté à un défi sans précédent qui a gravement touché les Petits Etats. Mais, avant d'aborder la question relative à l'impact de la crise du COVID19 sur le Cabo Verde, pourriez-vous nous donner un bref aperçu de l'état de l'économie de votre pays juste avant le début de cette pandémie ?

OAC : L'économie de Cabo Verde se portait bien avant l'avènement de la pandémie mondiale du coronavirus, COVID-19. Ce constat est partagé par le Fonds Monétaire International et la Banque mondiale. Cabo Verde a clôturé 2019 avec une croissance économique de 5,8% et un taux d'inflation à 1%. Les réserves en devises avaient augmenté à 7,1 mois de besoins en exportations, le taux de chômage avait baissé à 11% et devait passer en dessous de 10% en 2020 grâce à la croissance des investissements privés et aux réformes des entreprises publiques et la croissance des recettes fiscales. Le déficit budgétaire allait être ramené en dessous de 2% et la dette continuerait sa trajectoire descendante. Le premier trimestre de 2020, la croissance à continuer même si un ralentissement s'est fait sentir en mars 2020, résultat du début de la pandémie.

BBA : En ce qui concerne le COVID-19, comment a-t-il affecté votre pays non seulement sur le plan de la santé, mais également sur le plan économique et social ? Sur la même note, pouvez-vous nous donner un aperçu du plan de riposte et de relance du gouvernement à la suite de cette pandémie ?

OAC : La pandémie COVID-19 est le plus important choc sanitaire, économique et sociale de l'histoire de notre pays. Du point de vue sanitaire, grâce aux mesures pro-active et difficile de confinement, l'impact sanitaire a été minimisé et le nombre de morts reste en dessous de 20 personnes et le nombre de personnes infectées en dessous de 1500 personnes bien que nous ayons déjà testés près de 10% de la population. Aujourd'hui encore, certaines îles n'ont pas un seul cas de personnes infectés et d'autres ont un nombre très réduit, en dessous de la dizaine. Le défi se situe au niveau de l'île de Santiago, on même si la situation est sous contrôle, il est important que le nombre de personnes infectées soit réduit en dessous de son niveau actuel de 30 par jour vers la dizaine pour progressivement contrôler le virus.

Etant donné l'importance du tourisme qui représente 25% du produit interne brut du pays et que les transports aériens également à l'arrêt compte pour 8% du PIB, on constate que 33% de l'économie est essentiellement à l'arrêt. En plus, au regard de l'importance de l'envoi des transferts d'argent par la diaspora qui a compté pour 10% du PIB en 2019, Cabo Verde est le pays le plus affecté de l'Afrique de l'Ouest par cette pandémie. La riposte à la pandémie est une combinaison de mesure pour (i) sauver les vies ; (ii) préserver les emplois, (iii) aider les entreprises à dépasser cette période difficile et (iv) aider les familles vulnérables et les agents économiques informels afin de réduire le nombre de personnes qui vivent au-dessous du seuil de la pauvreté.

BBA: Le confinement et l'arrêt des activités économiques au niveau mondial nuit non seulement aux gouvernements, mais aussi à certains secteurs clés de votre économie. À quel point le secteur touristique de Cabo Verde est-il affecté par le COVID-19 et quelles mesures le gouvernement met en place pour soutenir les entreprises qui dépendent fortement du secteur du tourisme ?

OAC: Le secteur touristique est sévèrement affecté. Depuis le début du mois d'avril les hôtels, restaurants, agence de voyages, les guides touristiques et tout acteur de la chaîne de valeur ont des revenus à zéro ou proche de zéro. Pendant cette période, ces mêmes acteurs économiques ont dû faire face à leur charge fixe (personnel, maintenance, électricité, eau, internet, télécommunication, etc.) Il convient de noter que le tourisme représente 25% du Produit interne brut du pays et quand on y ajoute que les transports aériens comptent pour 8% du PIB, on se rend compte que 33% de l'économie est essentiellement à l'arrêt.

Cet effet est amplifié par le fait que le secteur de la construction a été également affecté par l'arrêt des constructions pendant la période de l'état d'urgence. Même si l'activité économique, y compris la construction a repris, il y a un ralentissement de l'activité économique qui va se traduire en une contraction de la croissance qui se situe entre 5 et 8%. Les autorités ont adopté une riposte multi forme pour minimiser l'impact de la pandémie. Pour aider les entreprises au niveau de la disponibilité de liquidité, l'Etat à créer 5 lignes de crédit avec des garanties allant de 50% à 100%. La Banque centrale a permis aux banques commerciales de donner des moratoires sur le paiement des traites de prêts arrivant échéance.

Par ailleurs, l'Etat a procédé aux paiements des factures des entreprises en instances afin de renflouer la trésorerie des entreprises et permis le report des paiements de la contribution de l'entité patronale de sa contribution à la sécurité sociale. Au niveau de la protection des emplois, l'Etat a mis en place une mesure de suspension collective du contrat de travail qui se traduit par le paiement de 70% du salaire de l'employé qui ne travaille en raison de la pandémie et dont la contribution est de 35% pour la sécurité sociale et 35% pour l'entité patronale. Dans le secteur du tourisme, cette mesure a démontré son efficacité en préservant pratiquement tous les 20.000 emplois du secteur. L'Etat a également flexibilisé l'éligibilité à la subvention chômage. Pour les secteur informel, l'Etat a financé une subvention de 100 dollars par personne ayant une activité informelle pendant le mois de la durée de l'Etat d'urgence période pendant laquelle ces agents économiques ne pouvaient pas générer des revenus. Dans deux îles (Santiago et Boa vista) cette mesure a eu une durée de deux mois vus que l'état d'urgence dans ces deux îles a été de deux mois.

Au niveau social, l'Etat a étendu son programme de revenu solidaire aux 8000 familles les plus vulnérables pour une période de 21 mois. Par ailleurs, au niveau du budget rectificatif, l'Etat a alloué le budget nécessaire de façon à pouvoir faire face au

financement additionnel dans l'éventualité où le nombre de famille vulnérable augmente et atteint 11600 familles.

BBA: La nouvelle compagnie Cabo Verde Airlines est l'une des sociétés d'Etat que le pays s'est engagé à privatiser. Comment une interruption d'activité de trois mois exerce-t-elle une pression sur les finances de l'entreprise et affecte-t-elle l'afflux touristique?

OAC: La Compagnie Cabo Verde Airlines a été effectivement privatisé le 1er mars 2019 par la cession de 51% du capital social détenu par l'actionnaire Etat à une entreprise privée. Cette vente a été suivie par la vente de 10% des actions de la compagnie aux travailleurs et à la diaspora capverdienne, qui est partie intégrale des actions de développement de Cabo Verde Airlines. Donc l'Etat a déjà cédé 61% du capital de la compagnie a des privés. Cette privatisation a été un franche réussite dans la mesure où l'entreprise qui contribuait de façon réduite au Produit interne brut du pays a en 2019 contribué à 8% du PIB en augmentant le nombre de passagers transportés de 136% entre 2018 et 2019, en augmentant aussi les recettes en devises et en liant le Cabo Verde a quatre continents. Les résultats de la stratégie étaient nets et très positifs. L'Etat avançait avec la cession de 39% qu'il détient encore.

Avant la pandémie, nous avons reçu des offres d'achat des 39% du capital de l'entreprise et nous étions en analyse de ces offres. Etant donné l'impact de la pandémie y a une posture d'attente de la part des investisseurs, ce qui est compréhensible. L'Etat continuera sa stratégie de désengagement des qu'une offre de bonne qualité est obtenue.

BBA: Un autre secteur important de l'économie capverdienne est le transfert des fonds de son importante diaspora. Est-ce que vous avez évalué l'impact de la crise dans ce secteur ? Comment cette diaspora peut-elle contribuer à la relance dans le contexte actuel ? Entrevoyez-vous d'émettre des Obligations de la diaspora (diaspora Bonds)?

OAC: Dans nos prévisions macro-économiques, nous avons prévu une forte baisse des transferts de fonds de la diaspora étant donné les risques de réduction de revenus de certains de nos compatriotes qui vivent à l'étranger. Pour le premier trimestre 2020 pendant lequel l'effet de la pandémie du COVID-19 ne s'était pas fait sentir pleinement, les données de la Banque Centrale indiquent une augmentation du transfert de fonds de 26% par rapport à la période homologue en 2019. Il convient de noter qu'en 2019, le transfert de fonds par la diaspora avait

augmenté de 8,1% pour atteindre près de 200 millions de dollars, établissant ainsi un record e transfert. Nous n'avons pas au moment de cet entretien les données consolidées de la Banque Centrale pour le deuxième semestre de 2020 afin de pouvoir mieux évaluer l'impact de la pandémie sur les transferts. Nous aurons bientôt ces données et pourrons alors comparer le deuxième trimestre ainsi que les six premiers mois de 2020 avec les six premiers mois de 2019 pour voir quel est l'impact de la pandémie sur les transferts de la diaspora.

Pour l'heure il convient de noter que quel que soit le mécanisme de financement (transfert, obligations de la diaspora, etc.) la diaspora capverdienne est très engagée dans le développement du pays. Cet engagement va bien au-delà de l'aspect financier. La diaspora capverdienne met son savoir-faire au service du développement du pays. Afin d'utiliser de façon encore plus efficiente l'important savoir-faire de la diaspora que nous avons une plateforme digitale qui s'appelle Diaspora Engagement Initiative ou la diaspora s'inscrit et indique ces qualifications afin que le pays puisse utiliser ces personnes. Nous avons également mis en place un cadre légal pour inciter à l'investissement des capverdiens et capverdiennes qui vivent à l'étranger. La contribution de la diaspora est quelque chose de naturel au Cabo Verde Pour rester dans l'actualité, l'établissement de protocole de traitement des patients dans les hôpitaux au Cabo Verde au début de la pandémie du COVID-19 a bénéficié du savoir-faire des médecins capverdiens résidents aux Etats Unis, en Europe. L'utilisation du masque a été influencée, entre autres, par un médecin capverdien qui réside en Chine. Toujours en restant dans l'actualité, je saisis l'opportunité pour féliciter Madame Elisabeth Moreno, une femme née ici dans l'île de Santiago, qui a été nommé le 7 juin 2020 comme Ministre chargée de l'Égalité femmes-hommes dans le Gouvernement de la République Française.

BBA: Le Groupe de la Banque mondiale a approuvé un crédit IDA de \$5 millions de dollars pour soutenir l'archipel du Cabo Verde dans le renforcement de sa préparation et de sa réponse à la pandémie de COVID-19. Une deuxième phase du plan de relance est en cours de préparation. Quelle est votre réflexion sur le soutien du GBM?

OAC: L'assistance de la Banque mondiale pour la riposte de Cabo Verde a été excellente. Elle a bien sûr inclus un crédit de 5 millions de dollars pour les équipements et matériels pour faire face à la pandémie multiforme. Cette assistance a été conçue, approuvée et mise en œuvre en un temps record de 3 mois. Le matériel et les équipements sont arrivés le 30 mai alors que le projet a été préparé en mars et avril. La Banque

mondiale a fait preuve de flexibilité et de rapidité et je félicite toute notre équipe et celle de la Banque mondiale pour l'efficacité de cette assistance. Cette assistance a d'ailleurs été utilement complétée par un don de 1 million de dollars d'une assurance du fonds d'urgence de pandémie financé par plusieurs partenaires et géré par la Banque mondiale. En plus du financement du budget de l'Etat, la Banque mondiale a donc aidé Cabo Verde à mettre en œuvre un programme de tests qui en fin juin avait déjà été administré à près de 10% de la population.

Cependant, il serait réducteur de se référer seulement à l'assistance de la Banque mondiale par rapport aux deux actions ci-dessus mentionnées car elle est multi forme. La Banque mondiale a aussi rapidement décaissé les fonds du Projet connu sous le nom de CAT-DDO. Entre autres actions, la Banque a également accéléré l'approbation de son appui budgétaire pour 2020 qui devrait être décaissé bientôt et a renforcé la mise en œuvre du projet d'inclusion sociale afin de protéger les familles vulnérables. En résumé le soutien de la Banque mondiale est excellent. En ce qui concerne le Groupe de la Banque mondiale, l'aspect qui est important à améliorer est la réalisation de deux ou trois investissements par la Société Financière Internationale en 2020 au Cabo Verde car la SFI est absente.

BBA: Un soutien accru de la part des partenaires au développement de Cabo Verde est nécessaire pour étendre les programmes sanitaires et sociaux tout en préservant la viabilité de la dette. À votre avis, comment les partenaires au développement peuvent-ils aider le pays à restructurer le portefeuille de la dette publique et de la dette privée/commerciale?

OAC: Dans un premier temps il est important qu'un moratoire sur le paiement de la dette publique en 2020 et 2021 soit accordé à cause de la portée sans précédent de cette pandémie. Au-delà de cela, il est important que le paiement de tout ou partie de la dette publique soit pardonner en échange d'engagements fermes des pays de réaliser des investissements durables dans les programmes sanitaires, sociaux mais aussi dans des programmes d'infrastructure, y compris de l'énergies renouvelables pour réduire de façon significative la pauvreté et améliorer la qualité des populations. Cette pandémie mondiale est un facteur exogène qu'aucun pays ne pouvait prévoir mais qui a un impact sur la croissance économique qui représente la plus grande contraction économique enregistrée. La relance économique requiert des interventions importantes des Etats. Il est donc important que la communauté internationale encadre les besoins de financements des économies pour la relance de l'économie mondiale comme un bien public global et que les termes du financement appliqués

pour cette relance ne laissent pas en rade les Petits pays ou les pays en voie de développement. A cet égard, il est important de noter que définir les critères d'éligibilité au financement « soft » devrait tenir compte de l'impact de la crise sur le pays et non pas simplement le produit interne brut par habitant.

BBA: Merci, Excellence Monsieur le Ministre, pour votre temps et votre attention. Une dernière réflexion sur ce dont les PEID et le Cabo Verde ont besoin pour survivre et prospérer dans le monde post-pandémie ?

OAC: D'abord, les pays ont besoin d'une vision claire de leur développement et de la construction d'un consensus national

pour mettre en œuvre cette vision. Le Cabo Verde développe en ce moment sa vision Ambition 2030 dans une approche consultative de manière à intégrer le plus grand nombre de personnes sous ce projet fédérateur. Ensuite les pays ont besoin de mettre en œuvre une stratégie qui vise à réaliser les objectifs de développement durable en investissant dans les programmes sanitaires et sociaux ainsi que ceux des infrastructures et du renforcement des capacités institutionnelles. Pour prospérer dans le monde post-pandémie les pays devront renforcer leur résilience y compris en renforçant les services de santé qui deviennent plus critiques et en diversifiant leur économie et d'améliorer la qualité de vie des populations.

RELATIONS DU BUREAU AVEC NOS PAYS

Réunion tripartite de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

La réunion tripartite entre les Etats, les institutions et les partenaires de la CEMAC s'est tenue le 23 juillet 2020 en virtuelle.

Cette concertation fait suite à celle du 30 avril 2020 et avait pour objectif de faire le point sur la stratégie de couverture du gap de financement lié à la pandémie, de sorte à préserver la viabilité des finances publiques et la stabilité externe de la monnaie. Elle a permis de convenir des politiques prioritaires nécessaires à la préservation des acquis antérieurs et de définir une stratégie post-COVID adaptée aux nouvelles orientations du Programme des Réformes Economiques et Financières de la CEMAC (PREF-CEMAC).

La réunion a également offert l'occasion de définir une stratégie de préservation des acquis du PREF-CEMAC et de convenir avec les partenaires techniques et financiers des orientations et des mesures d'accompagnement pour renforcer la résilience des économies de la CEMAC d'ici la fin de la crise, avant le passage à un pacte régional de l'émergence.

La rencontre a connu la participation des ministres en charge des finances, du plan, et de l'intégration régionale des six pays membres de la CEMAC, des représentants du FMI, de la Banque mondiale, de la BAD, de la Banque de France, du Trésor français,

de la Commission de la CEMAC, de la COBAC, de la COSUMAF, du GABAC et de la BEAC. Les Administrateurs représentant les pays de la CEMAC au FMI et à la Banque mondiale, à savoir MM. Mohamed RAGHANI et Jean-Claude TCHATCHOUANG ont pris part à cette session.

Après l'allocution d'ouverture prononcée par le Président du Conseil des Ministres de la CEMAC, S.E.M. M. Tahir Hamid NGUILIN, plusieurs interventions ont eu lieu dont celle de l'Administrateur Jean-Claude TCHATCOUANG.

Dans son intervention, M. TCHATCHOUANG a, de prime abord, exprimé l'exemplarité du cadre et de la teneur des discussions de cette réunion tripartite qui, à ses yeux est un très bon exemple à étendre et à adapter dans d'autres sous-régions.

Il a ensuite indiqué qu'il a fait un plaidoyer sur trois axes auprès de la Banque mondiale pour renforcer le soutien aux pays et aux institutions de la sous-région. D'abord, il a demandé une augmentation des montants des appuis budgétaires en faveur des pays de la CEMAC compte tenu de la situation de crise générale et de l'impact du COVID-19 dans toutes les économies de la sous-région, quels que soient leurs niveaux de revenu par habitant. Il a ensuite demandé à la Banque mondiale de faire plus d'efforts et de travailler plus avec les pays pour accorder des appuis budgétaires idoines en faveur de la République du Congo et de la Guinée équatoriale. Il a enfin plaidé pour que la Banque initie des appuis budgétaires régionaux pour la zone CEMAC pour lui permettre de mener des réformes idoines dans

certaines secteurs essentiels en vue de dynamiser les échanges économiques sous-régionaux.

Par ailleurs, l'Administrateur a appuyé la nécessité de mener un dialogue en vue de promouvoir l'allègement de la dette des créanciers privés et a aussi plaidé en faveur de l'allongement de la durée du moratoire de la dette de l'initiative DSSI. Enfin, il s'est joint aux autres intervenants pour rappeler le côté sine

qua non de la diversification des économies qui, il l'espère, sera bien prise en compte dans la réflexion en cours sur la deuxième génération du programme sous-régional de réformes avec les principaux partenaires au développement, notamment le GBM et le FMI.

PROJETS APPROUVES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE AU PROFIT DES PAYS DE NOTRE GROUPE AU COURS DE LA PERIODE SOUS REVUE

08 juillet 2020 – **NIGER** – Villages intelligents pour la croissance rurale et l'inclusion digitale - 100,00 millions de dollars E.U.

09 juillet 2020 – **COMORES** – Projet d'inclusion financière - 20,00 millions de dollars E.U.

16 juillet 2020 – **COMORES** – Cadre de Partenariat avec le Groupe de la Banque mondiale.

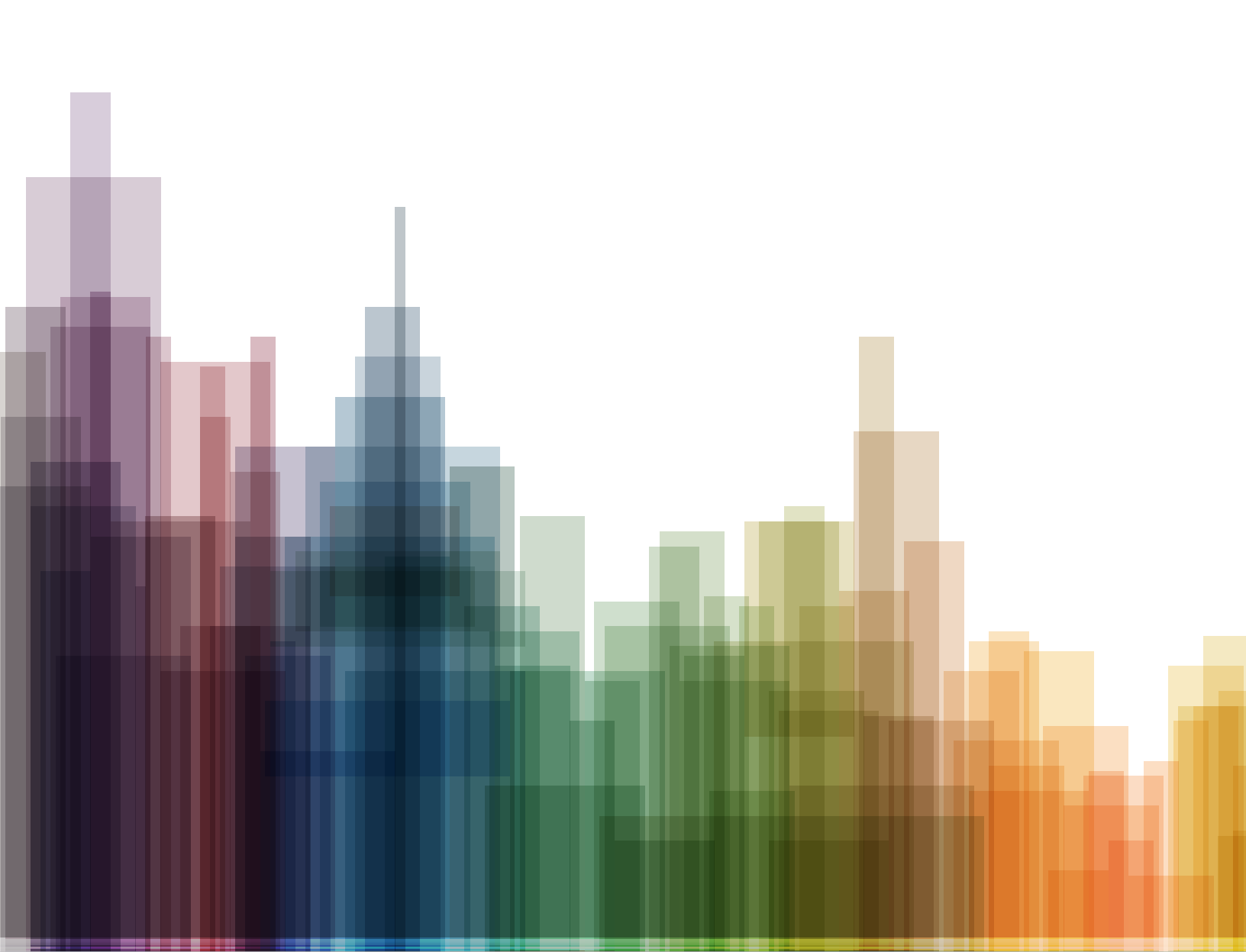
16 juillet 2020 – **GABON** – Financement de la SFI en faveur de la Société d'Exploitation du Transgabonais (SETRAG) – 69,20 millions de dollars E.U.

16 juillet 2020 – **CAMEROUN** – Projet pour l'enseignement secondaire et le renforcement des capacités – 125,00 millions de dollars E.U.

28 juillet 2020 – **BURKINA FASO (60 MILLIONS), CÔTE D'IVOIRE (70 MILLIONS), GUINÉE (60 MILLIONS), LIBÉRIA (25 MILLIONS), MALI (60 MILLIONS), SIERRA LEONE (25 MILLIONS)** - Programme d'appui budgétaire régional pour le commerce de l'énergie en Afrique de l'Ouest – 300,00 millions de dollars E.U.

30 juillet 2020 – **GUINÉE** - Appui budgétaire dans le cadre du COVID-19 – 80,00 millions de dollars E.U.

31 juillet 2020 – **MAURITANIE** – Appui budgétaire d'urgence dans le cadre du COVID-19 – 70,00 millions de dollars E.U.



LE GROUPE AFRIQUE II comprend le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, Cabo Verde, la République Centrafricaine, le Tchad, les Comores, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, Djibouti, le Gabon, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, l'Île Maurice, le Niger, São Tomé & Príncipe, le Sénégal, le Togo.

BULLETIN MENSUEL DU BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR DU GROUPE AFRIQUE II (EDS13)

Rédaction : Bureau de l'Administrateur (EDS13)

Édition : Bureau de l'Administrateur (EDS13)

Conception graphique : GCS, Creative Services, Groupe de la Banque mondiale. Illustration © iStock/shuoshu.

Impression : Groupe de la Banque mondiale, Washington, DC.

Pour toute contribution ou suggestion, veuillez contacter Abdoul Karim OURO SAMAH,
aallasan@worldbank.org, tél. : +1 (202) 458 1158 | fax : +1 (202) 522 1585.

Ce bulletin mensuel est aussi disponible sur le site web du Bureau de l'Administrateur, à l'adresse www.worldbank.org/eds13.